



n4d.group

Rapport final

Étude de contribution de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition

Septembre 2023

Résumé analytique

L'objectif principal de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition (PNIN) est de soutenir les capacités des autorités nationales des pays du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN selon ses sigles en anglais) à exploiter les données multisectorielles existantes relatives à la nutrition afin d'éclairer les politiques et les décisions stratégiques visant à réduire la malnutrition. La PNIN a été conçue par l'Union européenne (UE) en tandem avec deux autres donateurs (la Fondation Gates et le DFID) et a été lancée en 2015.

Un examen à mi-parcours de la PNIN a été entrepris en 2018. En 2022, N4D a été chargé d'évaluer la phase 1 de la PNIN (qui s'est achevée dans la plupart des pays en décembre 2022), d'examiner les progrès réalisés dans le cadre des activités de la phase 2 actuelle (qui doit se poursuivre dans la plupart des pays jusqu'en 2025) et d'identifier la manière dont la PNIN peut être renforcée. L'étude a évalué la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'impact et la durabilité de la PNIN dans les neuf pays de la PNIN par le biais d'un examen documentaire des documents clés et d'entretiens avec des informateurs clés. Une visite au Bangladesh a eu lieu en avril 2023 pour tirer des enseignements sur les raisons pour lesquelles ce programme national de la PNIN avait été interrompu ; deux visites approfondies au Kenya et au Niger ont également eu lieu en avril 2023 et en février 2023, respectivement, pour mieux évaluer l'efficacité et l'impact.

Ce rapport fournit une analyse approfondie des résultats de N4D. La section 1 présente l'étude, la section 2 décrit le contexte, la section 3 présente les principaux résultats et, dans la section 4, les conclusions et recommandations sont organisées sous quatre rubriques thématiques. Des informations supplémentaires sont fournies dans les annexes, y compris la Théorie du Changement (TdC) révisée, développée par N4D au cours de la période de démarrage. Les résultats du rapport ont été présentés aux participants du rassemblement mondial de la PNIN en juin 2023, et la conclusion et les recommandations aux principales parties prenantes de l'UE, de l'Agence de coopération internationale allemande (GIZ) et de Capacity for Nutrition (C4N-NIPN) en juillet 2023. Les prochaines étapes pour 2023 sont d'autres présentations à des publics externes, la soumission d'un article évalué par les pairs à une revue internationale et le développement d'un podcast de N4D sur les expériences des pays de la PNIN.

Pertinence

Les parties prenantes au niveau national et mondial sont unanimes quant à la pertinence de la PNIN. L'approche de la plateforme est passée d'une focalisation principalement sur les données à un accent mis sur la pertinence politique des données et des preuves. Cette évolution a été soutenue par une assistance technique dans les pays, des outils générés à l'échelle mondiale, des orientations et un contrôle de routine. Un temps considérable a été consacré à l'identification des institutions nationales habilitées à réunir les secteurs, à partager et à analyser les données et à guider l'analyse politique, ce qui a permis de garantir un fort sentiment d'appropriation nationale. Bien que guidé par l'approche globale de la PNIN, chaque pays a une histoire unique à raconter sur ses progrès et sa capacité à adapter la PNIN pour répondre aux nouvelles priorités nationales. Les pays ont dû faire face à des retards importants au cours de la période de mise en place, et ont également souffert de retards liés à la pandémie de COVID-19 et au passage de la phase 1 à la phase 2.

Cohérence

Au niveau national, la PNIN a atteint un niveau élevé de cohérence avec les secteurs concernés par la nutrition au sein du gouvernement, ce qui a favorisé un bon niveau de partage des données, d'engagement politique en matière de nutrition et de coordination. Cependant, le degré d'engagement et de collaboration des pays avec d'autres initiatives et acteurs a été très variable et, au cours de la phase 2, le programme de visibilité et d'influence sera essentiel pour assurer la pleine cohérence des efforts de la PNIN et l'augmentation de la demande et de l'utilisation des ressources de la PNIN. Lors du démarrage de la PNIN,

la cohérence de la PNIN avec les initiatives et organisations alliées au niveau mondial était une priorité, mais cela n'a pas duré. Aujourd'hui, la plateforme n'est pas très visible ni bien comprise par les entités régionales ou mondiales. L'engagement stratégique entre la PNIN et le Mouvement SUN est identifié comme une lacune, de même que les initiatives connexes axées sur les données, les preuves et la responsabilité, telles que le Rapport sur la nutrition mondiale (GNR selon ses sigles en anglais), le Cadre de responsabilisation en matière de nutrition (NAF selon ses sigles en anglais) et le secteur humanitaire de manière plus générale. La nécessité « d'intensifier » les efforts de visibilité et de communication au sein des équipes nationales et mondiales de la PNIN est reconnue.

Efficacité

La PNIN a été largement efficace dans la réalisation de ses objectifs directs tels qu'ils sont définis dans sa TdC. Tous les pays ont mis en place des tableaux de bord nutritionnels, qui constituent un guichet unique pour les données relatives à la nutrition. Ces tableaux de bord de la PNIN tournés vers l'extérieur permettent de visualiser les données et, dans certains cas, contiennent des référentiels de données qui permettent d'accéder à des données administratives primaires et à des données d'enquête. Bien que l'expérience de la mise en œuvre de l'analyse du cycle politique ait été une courbe d'apprentissage abrupte, presque tous les pays de la PNIN ont achevé les cycles de formulation des questions politiques, ce qui a donné lieu à une analyse spécifique pour répondre aux questions politiques clés reprises dans des dossiers sur les politiques largement diffusés.

L'important élément de renforcement des capacités du travail de la PNIN au cours de la phase 1 a fait croître la sensibilisation, a amélioré les connaissances et les compétences et a renforcé les coalitions entre les secteurs sensibles à la nutrition au sein du gouvernement. Cela a également contribué à ce que les décideurs apprécient davantage l'importance des preuves dans l'élaboration de la politique nutritionnelle. L'intégration de la PNIN dans les structures gouvernementales nationales a été une condition préalable au fonctionnement de la PNIN, bien que les enseignements tirés d'une analyse plus détaillée des dispositions institutionnelles, notamment en ce qui concerne l'accès aux données multisectorielles, pourraient éclairer et faciliter toute expansion prévue de la PNIN à d'autres pays. Le rôle de l'Unité d'Appui Global (GSF selon ses sigles en anglais) et du C4N-NIPN a été crucial lors du démarrage de la PNIN et a permis, dans de nombreux cas, de résoudre les problèmes rencontrés par les pays au début de la phase 1. La plupart des pays de la PNIN étudient actuellement les moyens de déléguer la PNIN au niveau infranational, certains pays mettant en œuvre des programmes pilotes. La complexité de cette tâche ne devrait cependant pas être sous-estimée, car l'architecture institutionnelle et la dynamique politique varient d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays.

Impact

La PNIN a moins bien réussi à obtenir des résultats « indirects », c'est-à-dire ceux auxquels elle contribue de concert avec d'autres acteurs. La raison en est que la PNIN a besoin de plus de temps pour éclairer et influencer l'élaboration des politiques multisectorielles, notamment en raison du retard pris dans la mise en place de la PNIN au cours de la phase 1 et de la durée naturelle des cycles politiques dans chaque pays. Cependant, dans plusieurs pays, il est clair que les efforts de la PNIN ont créé un environnement propice pour influencer et modifier la politique nutritionnelle sectorielle et multisectorielle dans la phase 2 et au-delà. Là où la PNIN a eu un impact significatif et essentiel a été en renforçant le contrôle sectoriel et en alignant les activités incluses dans les plans multisectoriels de nutrition. Cela renforce déjà la responsabilité envers la mise en œuvre de ces plans.

La PNIN a également réussi à renforcer le suivi de la nutrition dans la plupart des pays en combinant la nouvelle analyse des ensembles de données existants, l'amélioration de la visualisation des données sur les tableaux de bord et en plaidant en faveur d'une amélioration de la fourniture de données sur la nutrition ou d'une fourniture plus opportune de ces données. Les obstacles au renforcement du suivi de la nutrition comprennent le manque de données disponibles et l'accès limité à certains types de données.

Le programme des systèmes d'information nutritionnelle (NIS selon ses sigles en anglais) de l'UE, mis en œuvre dans plusieurs pays de la PNIN, est censé s'attaquer aux problèmes de qualité et de lacunes des données, mais il existe peu de preuves à cet égard. Certains pays de la PNIN s'intéressent de plus en plus à la possibilité d'influer sur des questions clés telles que le renforcement du nexus humanitaire-développement, le financement de la nutrition et le changement climatique grâce à la production de preuves.

Durabilité

La pertinence, la cohérence, l'utilité et la visibilité des processus, des produits et des résultats de la PNIN sont des éléments clés de sa durabilité. Au cours de la phase 1, les activités ont permis d'atteindre différents niveaux de durabilité technique et institutionnelle grâce au renforcement des capacités du personnel national chargé des données et des politiques ainsi qu'à la construction d'un fort sentiment d'appropriation des activités et des processus de la PNIN. La délégation de la PNIN au niveau infranational devrait accroître la pertinence et la cohérence et soutenir la durabilité.

Tout au long de la phase 1 et de la phase 2, la PNIN s'est largement appuyée sur le financement de l'UE et, plus récemment, du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et de la Fondation Gates (le financement du DFID ne s'est pas poursuivi au-delà de 2019). Le financement de la phase 1 est passé directement de la délégation de l'UE à l'institution nationale hôte, tandis que dans la phase 2, les fonds ont été directement gérés par des organisations externes (UNICEF, GIZ et CATIE). Il est trop tôt pour déterminer si cette approche présente des avantages, mais certains risques ont été identifiés et doivent être atténués. Un niveau réaliste de financement national doit être identifié et les pays ont commencé à élaborer des plans de durabilité détaillés. Étant donné que la phase 2 s'achèvera en 2025 (et dès la mi-2024 dans certains pays), une phase 3 transitoire est largement considérée comme nécessaire pour donner le temps aux pays de se ressourcer, de s'engager davantage dans la sensibilisation stratégique au niveau mondial et national, et de mieux démontrer l'efficacité et l'impact. L'utilisation de données plus nombreuses et de meilleure qualité pour guider la prise de décisions politiques et du programme fondées sur des preuves est aussi pertinente aujourd'hui qu'elle l'était il y a neuf ans, lorsque la PNIN a été créée.

Liste des abréviations

AEDES	Agence européenne pour le développement et la santé (Burkina Faso)
AMS	Assemblée mondiale de la santé
ANJE	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant
APN	Plan d'action pour la nutrition
ASAL	Zones arides et semi-arides
BMZ	ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement
BNNC	Conseil national pour la nutrition du Bangladesh
C4N	Initiative « Capacité pour la nutrition »
CAD de l'OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques – Comité d'aide au développement
CATIE	Centre de recherche et d'enseignement supérieur en agriculture tropicale
CC-PNIN	Comité consultatif de la PNIN
CDAA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIDP	Plan de développement intégré de comté
COMUSAN	Commission municipale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Guatemala
CPI	Comité permanent inter-organisations
CR	Cadre de résultats
CT-SER NNP	Comité thématique chargé du suivi-évaluation-recherche
DAU	Unité d'analyse des données
DEVCO	Direction Générale Coopération internationale et développement
DFID	Département de développement international
DHIS	Système d'information sanitaire de district
DINU	Initiative pour le développement du nord de l'Ouganda
DUE	Délégation de l'Union européenne
EAG	Groupe consultatif d'experts
ECHO	Direction Générale Protection civile et opérations d'aide humanitaire de la Commission européenne
EC-NIS	Projet de renforcement des systèmes nationaux d'information pour la nutrition créé par l'UE
EDHS	Enquête démographique et sanitaire de l'Éthiopie
EDS	Enquête démographique et de santé
EIAR	Institut éthiopien de recherche agricole
EPHI	Institut de santé publique éthiopien
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FdF	Formation des formateurs
FIRST	Impact, résilience, durabilité et transformation pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle
FIVIMS	Système d'information et de cartographie sur l'insécurité et la vulnérabilité alimentaires
GIZ	Agence de coopération internationale allemande
GNC-TA	Alliance technique du GNC (Cluster mondial de la nutrition)
GNR	Rapport sur la nutrition mondiale
GSF	Unité d'Appui global
HC3N	Haut-Commissariat à l'initiative 3N
HDN	Nexus humanitaire-développement
HKI	Helen Keller International
ICO	Bureau du commissaire à l'information
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IMC	Indice de Masse Corporelle
INS	Institut national de la statistique
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie (Burkina Faso)
INTPA	Partenariat international de l'UE pour des systèmes agroalimentaires durables
IRD	Institut de recherche pour le développement (Lao RDP)
ITC	Comité technique de liaison interinstitutionnel du Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Guatemala
KII	Entretiens avec des informateurs clés
KIPPRA	Institut de recherche et d'analyse des politiques économiques du Kenya
KNAP	Plan d'action pour la nutrition au Kenya
KNBS	Bureau des statistiques de l'Ouganda
LINK-NCA	Analyse causale de la sous-nutrition
LiST	Outils des vies sauvées
LSIS	Enquête sur les indicateurs sociaux au Lao RDP
MAC	Comité consultatif multisectoriel
MAD	Régime alimentaire minimum acceptable
MF	Fréquence des repas
MICS	Enquête en grappes à indicateurs multiples
MNT	Maladies non transmissibles

MoA	Ministère de l'Agriculture
MPI	Ministère de la Planification et de l'Investissement (Lao RDP)
MSPAS	Ministère de la Santé publique et de l'Assistance sociale (Guatemala)
MTDP	Plan de développement à moyen terme
MTR	Examen à mi-parcours
MWSI	Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Irrigation (Kenya)
N4D	Nutrition pour le développement
N4G	Nutrition pour la croissance
NAF	Cadre de responsabilisation en matière de nutrition
NDMA	Autorité nationale de gestion de la sécheresse
NDPG	Groupe des partenaires des données nutritionnelles
NFNC	Commission nationale pour l'alimentation et la nutrition (Zambie)
NIER	Institut national de recherche économique (Lao RDP)
NIPFN	Plateforme nationale d'information pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle
NIS	Système d'information nutritionnelle
NITWG	Groupe de travail technique sur les informations nutritionnelles
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
OPM	Bureau du premier ministre
PAC	Cycle d'analyse des politiques
PAMN	Plan d'action multisectoriel de nutrition
PNAN	Plan national d'action pour la nutrition (Éthiopie)
PNIN	Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition
PNIN	Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition
PNN	Programme national de nutrition
PNSN	Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle (Niger)
QPM	Rapports de suivi des progrès trimestriels
SDN	Réseau mondial des donateurs SUN
SE-CONNAPE	Secrétariat exécutif du Conseil national pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance
SESAN	Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Présidence de la République
SIDESAN	Système d'information des départements sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle
SINASAN	Système de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Guatemala
SMART	Technique d'auto-surveillance, d'analyse et de rapport (suivi et évaluation standardisés de l'aide, transition pour les enquêtes nationales et sous-nationales sur la nutrition)
SMS	Secrétariat du Mouvement SUN
SOFRECO	Société Française de Réalisation d'Études et de Conseil
SQEAK	Évaluation semi-quantitative de l'accès et de la couverture
SUN	Mouvement pour le renforcement de la nutrition
SUN CSA	Alliance de la société civile SUN
SUN GG	Rassemblement mondial du SUN
SUN MEAL	Système de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage du Mouvement SUN
TdC	Théorie du Changement
ToR	Mandat
UA	Union africaine
UBOS	Bureau des statistiques de l'Ouganda
UE	Union européenne
UN REACH	Partenariat REACH des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
VAM du PAM	Cartographie et analyse de la vulnérabilité (VAM) du Programme alimentaire mondial (PAM)
WASH	Eau, assainissement et hygiène

Contenu

- Résumé analytique..... 2
- Section 1 : introduction 8
 - 1.1. Questions d'évaluation 8
 - 1.2. Méthodologie 9
- Section 2 : vue d'ensemble de la PNIN..... 11
 - 2.1. Approche et cycle opérationnel de la PNIN..... 13
 - 2.2. Développement des PNIN 14
- Section 3 : résultats 15
 - 3.1 Pertinence 15
 - 3.2 Cohérence 21
 - 3.3 Efficacité 29
 - 3.4 Impact 41
 - 3.5 Durabilité 51
- Section 4 : conclusions et recommandations 60
 - 4.1 Saisie mondiale et apprentissage 60
 - 4.2 Financement et durabilité 62
 - 4.3 Déploiement de la PNIN 65
 - 4.4 Renforcement des données et plaidoyer 68
- Annexe 1 : méthodologie 70
- Annexe 2 : théorie du changement de la PNIN et adaptations 81
- Annexe 3 : détails de la mise en place de la phase 1 dans les pays de la PNIN 90
- Annexe 4 : résultats de l'examen à mi-parcours de la PNIN (2018) 93

Section 1 : introduction

L'initiative de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition (PNIN) a été lancée par l'Union européenne (UE) en 2015. Elle vise à renforcer la capacité des pays fortement touchés par la dénutrition à utiliser des données multisectorielles sur la nutrition afin d'éclairer la politique nutritionnelle et la conception des programmes. L'initiative aide les pays à renforcer leurs systèmes d'information sur la nutrition et à améliorer l'analyse des données afin de mieux éclairer les politiques et les décisions stratégiques visant à prévenir la malnutrition et ses conséquences (Cf. section 2 pour plus de détails sur l'initiative de la PNIN).

Les objectifs de cette mission sont triples :

1. Évaluer les performances de la phase 1 de la PNIN ;
2. Comprendre si des changements doivent être apportés à l'approche de la PNIN afin d'éclairer la mise en œuvre future ; et
3. Fournir des recommandations exploitables qui éclairent la future mise en œuvre.

La mission a évalué de manière exhaustive (1) la pertinence, (2) la cohérence, (3) l'efficacité, (4) l'impact et (5) la durabilité de la phase 1 de la PNIN afin de comprendre dans quelle mesure elle a augmenté la demande de gouvernance fondée sur les données concernant la nutrition dans ses pays ciblés. Un élément important de cette mission est lié à la responsabilité et à l'évaluation de la réalisation et de la contribution de la PNIN aux objectifs fixés, et il s'agit également et essentiellement d'un exercice d'apprentissage. La méthodologie brièvement exposée ci-dessous (décrite en détail à l'annexe 1) comprenait des possibilités de réflexion et d'apprentissage internes au sein des pays de la PNIN. Cette évaluation se concentre sur la question de savoir si la PNIN a : (1) obtenu les résultats directs escomptés ; et (2) la mesure dans laquelle elle a obtenu ou peut obtenir des résultats indirects. En utilisant une approche théorique, l'évaluation détermine dans quelle mesure l'initiative de la PNIN a atteint ses objectifs tels que détaillés dans sa théorie du changement (TdC) et a contribué à des résultats indirects à plus long terme qui nécessitent un partenariat avec de multiples acteurs pour être atteints. La présente évaluation repose et se fonde sur l'examen à mi-parcours précédent (MTR), réalisé en 2018¹. Le MTR a évalué la mise en place de l'initiative, tout en examinant le démarrage de chaque plateforme dans les pays cibles. Cependant, en raison du retard pris dans l'élaboration de chaque PNIN, l'examen de 2018 n'a pas permis d'évaluer les performances de manière exhaustive.

1.1. Questions d'évaluation

L'évaluation porte sur les questions suivantes, classées selon les critères du CAD de l'OCDE :

1. **Pertinence : dans quelle mesure l'approche de la PNIN est-elle pertinente pour guider des approches politiques et du programme optimales pour lutter contre la malnutrition ?**
 - a. Dans quelle mesure l'approche opérationnelle et institutionnelle de la PNIN est-elle pertinente pour atteindre les buts et objectifs fixés ?
 - b. Dans quelle mesure la PNIN répond-elle aux besoins et priorités actuels et émergents, tant au niveau national que mondial ?
2. **Cohérence : dans quelle mesure la PNIN coordonne-t-elle et collabore-t-elle avec les initiatives et les acteurs concernés pour obtenir des résultats ?**
 - a. Dans quelle mesure la PNIN s'associe-t-elle à d'autres initiatives et acteurs au sein des pays pour assurer une coordination multisectorielle et éviter la duplication ?
 - b. Dans quelle mesure la PNIN s'est-elle engagée avec d'autres acteurs et initiatives concernés pour communiquer son approche et ses résultats afin d'établir sa crédibilité, son influence et d'éviter la duplication au niveau mondial ?

¹ Examen à mi-parcours de l'initiative des Plateformes Nationales d'Information pour la Nutrition (PNIN) de la Commission européenne, Mokoro, 2018.

3. **Efficacité : dans quelle mesure la PNIN obtient-elle ses résultats ?**
 - a. Dans quelle mesure la PNIN a-t-elle obtenu les résultats escomptés aux niveaux national et mondial ?
 - b. Quels sont les facteurs qui ont permis ou empêché la PNIN d'obtenir les résultats escomptés ?
4. **Impact : dans quelle mesure les activités de la PNIN mises en œuvre au cours de la phase 1 ont-elles contribué aux résultats indirects ?**
 - a. Dans quelle mesure les activités et les produits de la PNIN ont-ils contribué à améliorer la capacité des pays à suivre les progrès en matière de nutrition et à en rendre compte au niveau mondial ?
 - b. Dans quelle mesure les résultats et les analyses de la PNIN ont-ils influencé l'élaboration des politiques sur les approches multisectorielles de la nutrition ?
 - c. Dans quelle mesure la PNIN a-t-elle affecté l'engagement politique à utiliser les données nutritionnelles pour éclairer l'élaboration de politiques multisectorielles, les investissements et la responsabilité ?
 - d. Quels sont les facteurs qui ont contribué à la réalisation des résultats et quels sont ceux qui les ont entravés ?
 - e. Le projet de la PNIN est-il susceptible d'avoir des effets imprévus à plus long terme ?
5. **Durabilité : dans quelle mesure les résultats seront-ils durables en ce qui concerne le renforcement des capacités nationales en matière de politiques et de programmes nutritionnels fondés sur des preuves ?**
 - a. Dans quelle mesure les activités de renforcement des capacités seront-elles maintenues ?
 - b. Quelle proportion des coûts de la PNIN est fournie au gouvernement et aux institutions nationales ? Quelle proportion des coûts de la PNIN est couverte par les budgets gouvernementaux ?
 - c. Dans quelle mesure les pays ont-ils augmenté leurs investissements dans la nutrition grâce aux activités de la PNIN ?
 - d. Dans quelle mesure la PNIN a-t-elle envisagé une « stratégie de sortie » pour assurer sa durabilité ?

1.2. Méthodologie

La méthodologie de cette évaluation a été présentée dans le rapport de protocole élaboré au cours de la phase de démarrage de cette étude. Un cadre d'évaluation a été élaboré pour guider l'approche analytique comprenant quatre composantes pour la compilation de preuves (le rapport et le cadre sont décrits dans leur intégralité à l'annexe 1). De plus, au cours de la phase de démarrage, N4D a travaillé avec le C4N-NIPN sur des révisions de la TdC existante de la PNIN afin de mieux délimiter les résultats directs et indirects (Cf. annexe 2 pour une explication complète de ces développements). Au total, 102 parties prenantes ont été consultées dans le cadre de cette étude de contribution. La figure 1 ci-dessous met en évidence les différents degrés d'engagement des parties prenantes dans les différentes régions et organisations impliquées dans l'étude de contribution. Elle démontre un niveau significatif d'intérêt et d'implication des parties prenantes dans les pays visités (Bangladesh, Kenya et Niger), un engagement comparativement plus faible des parties prenantes du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Guatemala et un bon niveau global d'engagement.

Figure 1 : étude de contribution - engagement des parties prenantes des pays (en anglais)



Section 2 : vue d'ensemble de la PNIN

L'initiative de la PNIN a été lancée par l'UE en 2015 dans le but de soutenir les pays partenaires qui font partie du Mouvement SUN mondial et qui s'engagent à mettre en œuvre des programmes fondés sur des preuves pour améliorer la nutrition humaine². Depuis 2015, la PNIN est cofinancée par l'ancien Département de développement international du Royaume-Uni (DFID), la Fondation Bill et Melinda Gates et la Commission Européenne (CE). Son objectif initial était de « soutenir les pays du Mouvement SUN pour renforcer leur capacité à rassembler les informations existantes sur l'état nutritionnel et les informations sur les facteurs qui influencent les résultats nutritionnels, y compris les politiques, les programmes et les investissements, afin de suivre les progrès vers les objectifs mondiaux internationaux ; d'analyser les données pour mieux comprendre comment la malnutrition peut être prévenue ; d'informer les politiques nationales et d'améliorer les programmes »³. Dans la première phase, l'initiative disposait d'un budget de 35 millions d'euros sur la période 2015-2022.

La CE a d'abord utilisé le réseau Agrinatura pour assurer la coordination générale de la PNIN, qui a à son tour chargé Agropolis International de mettre en œuvre l'initiative. Agropolis International a donc été chargée de créer et d'héberger l'Unité d'Appui global (GSF), chargée de développer le cadre de prestation et de diriger sa mise en œuvre. Le rôle du GSF a évolué au fil du temps, mais il était principalement destiné à coordonner l'initiative entre les pays et à soutenir la mise en place de chaque PNIN par le biais d'une assistance technique.

Un groupe consultatif d'experts (EAG) a également été constitué pour fournir des orientations et des conseils techniques tout au long du projet. Il est composé de 16 membres issus d'organisations des Nations unies (ONU), d'organisations non gouvernementales (ONG), du secrétariat du Mouvement SUN et d'instituts de recherche. Il vise à représenter les différentes disciplines et les différents secteurs qui peuvent éclairer l'élaboration de la politique nutritionnelle. Le rôle initial de l'EAG était de fournir des conseils techniques sur l'établissement des PNIN afin de s'assurer que l'architecture était techniquement solide pour permettre une coordination multisectorielle⁴.

En janvier 2020, le GSF a quitté Agropolis International et la PNIN a été intégrée à l'initiative « Capacity for Nutrition » (C4N) de l'action conjointe. Le C4N soutient la CE, le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et les pays partenaires dans le renforcement des approches et des stratégies fondées sur des preuves pour la programmation et l'élaboration de politiques liées à la nutrition. Au niveau communautaire, le C4N répond aux engagements pris dans le cadre du programme « Nutrition pour le développement » (N4D)⁵, qui appuie la mise en œuvre du « plan d'action pour la nutrition » (APN) de la CE. Le C4N-NIPN est désormais le coordinateur mondial, fournissant un soutien à l'initiative de la PNIN et à ses pays respectifs, avec des consultants de la PNIN engagés pour fournir une assistance technique. Le GSF a été intégré au sein du C4N, mais l'EAG reste une entité distincte, sous la coordination du C4N-NIPN.

La phase 1 de la PNIN (2015-2022) a été la période de démarrage de l'initiative. L'accent a été mis sur la mise en place de plateformes multisectorielles au niveau national (avec neuf PNIN actives au cours de la phase 1, détaillées dans la section 2.2), bien que certains résultats aient également déjà été obtenus (comme indiqué dans le présent rapport). Le GSF, puis le C4N-NIPN, ont tous deux joué un rôle central en apportant leur soutien à la mise en place de chaque PNIN, ainsi qu'en galvanisant le soutien technique de l'EAG. La phase 2

² Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2016.

³ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2016.

⁴ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2017.

⁵ À ne pas confondre avec N4D, l'organisation chargée de réaliser la présente étude de contribution.

de la PNIN (2022-2025) se concentrera sur la poursuite de la mise en œuvre de chaque plateforme active et sur le fait de veiller à ce que les parties prenantes nationales disposent du soutien nécessaire pour atteindre les objectifs fixés. Le Mali et la Zambie devraient rejoindre l'initiative de la PNIN en 2023, tandis que la PNIN du Bangladesh a été clôturée en février 2022. Le soutien technique et la gestion seront assurés par le C4N-NIPN en Éthiopie, au Mali et au Niger, par l'UNICEF au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Lao RDP et en Ouganda, et par le Centre de recherche et d'enseignement supérieur en agriculture tropicale (CATIE) au Guatemala.

2.1. Approche et cycle opérationnel de la PNIN

La PNIN vise à s'ancre dans les institutions nationales existantes et les systèmes de coordination multisectoriels pour la nutrition. La plateforme génère des preuves, à partir de l'analyse des données disponibles et partagées dans chaque pays, qui sont utilisées par les parties prenantes (infra-) nationales pour élaborer des politiques, concevoir des programmes et allouer des investissements tout au long du cycle opérationnel de la PNIN. Ce cycle se compose de trois éléments qui visent à tourner constamment et à s'alimenter les uns les autres :

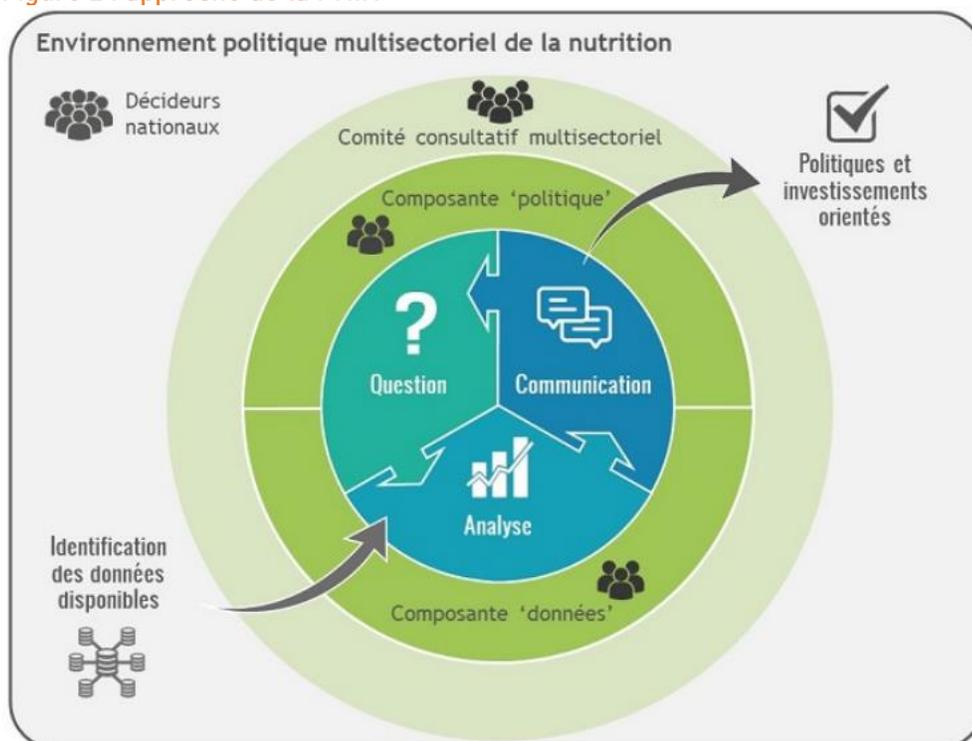
- **Formulation de questions** en fonction des priorités du gouvernement ;
- **Analyse** des données pour éclairer les questions ; et
- **Communication** des résultats au gouvernement.

Le cycle opérationnel de la PNIN est soutenu par la structure nationale de la PNIN composée :

- D'acteurs au sein d'une **composante politique** qui convoque et facilite un Comité consultatif multisectoriel, jouant un rôle clé dans la formulation des questions politiques, l'interprétation des résultats de l'analyse des données et la communication des résultats ; et
- D'acteurs au sein d'une **composante de données** qui rassemble des données multisectorielles dans un dépôt central et analyse les données.

Les deux composantes sont hébergées par des institutions nationales. L'équipe nationale de la PNIN, composée de personnel des organisations hôtes nationales, de personnel sous contrat et de conseillers techniques, est intégrée à ces deux composantes et est responsable de la mise en œuvre de l'approche de la PNIN. Le Comité consultatif multisectoriel (CCM) de la PNIN guide l'équipe nationale, valide son travail et assure la circulation des informations entre la PNIN et les mécanismes nationaux multisectoriels pour la nutrition. La figure 2 représente l'approche et la nature cyclique de la PNIN, qui vise à éclairer les politiques et les investissements multisectoriels en matière de nutrition.

Figure 2 : approche de la PNIN



2.2. Développement des PNIN

Au cours de la phase 1, neuf PNIN étaient actives dans le monde. Il s'agissait du Burkina Faso, du Niger, de la Côte d'Ivoire, du Kenya, de l'Ouganda, de l'Éthiopie, du Bangladesh, du Lao RDP et du Guatemala. La plupart des plateformes nationales ne sont devenues fonctionnelles qu'entre la mi-2018 et la mi-2019 en raison des diverses activités et du long délai nécessaire à la mise en place d'une PNIN au niveau national. En 2021, la décision a été prise de mettre fin à la PNIN au Bangladesh. L'annexe 3 détaille le développement et les dispositions institutionnelles de chaque plateforme PNIN ciblée dans la phase 1.

La mise en œuvre de la PNIN a suivi des approches et des trajectoires similaires dans tous les pays, bien qu'il y ait eu des différences considérables dans les calendriers. Après les missions de cadrage visant à identifier les dispositions institutionnelles optimales, il y a souvent eu des négociations et des processus prolongés pour finaliser le mandat, les protocoles d'entente (PE) et les contrats entre le(s) donateur(s) et les organes de mise en œuvre de la PNIN. Une fois les accords contractuels en place, un renforcement intensif des capacités et une sensibilisation à l'approche avec les organes de mise en œuvre de la PNIN ont été réalisés. Chaque pays a ensuite entrepris son premier cycle d'analyse des politiques (PAC) en impliquant de nombreuses parties prenantes dans des ateliers et des réunions afin de déterminer les questions liées aux politiques et, grâce à un processus d'affinement, une liste restreinte de 5 à 6 questions prioritaires. Cette étape du processus a souvent été très longue : une fois l'accord obtenu, l'analyse a été entreprise pour répondre aux questions, et les résultats ont été rédigés et publiés dans des dossiers sur les politiques et d'autres rapports techniques. Des tableaux de bord par pays ont été élaborés parallèlement au processus du PAC.

Section 3 : résultats

3.1 Pertinence

Encadré 1 : principaux résultats relatifs à la question de l'évaluation de la pertinence

Pertinence – principaux résultats :

- La pertinence de la PNIN au niveau national et mondial fait l'unanimité. Le besoin de disposer de données et de preuves plus nombreuses et de meilleure qualité est aussi pertinent aujourd'hui qu'il l'était il y a neuf ans, lorsque la PNIN a été conçue pour la première fois.
- L'approche de la PNIN a considérablement évolué, passant d'une focalisation sur les données quasi-scientifique à une pertinence politique. Cette évolution a donné lieu à une pléthore d'outils et de ressources bien conçus et produits à l'échelle mondiale pour soutenir la mise en œuvre nationale.
- Les changements apportés à la coordination de la PNIN dans le cadre du C4N-NIPN sont considérés de manière positive comme répondant aux besoins des pays.
- L'histoire de la PNIN est plus puissante que ce qui ressort de la documentation disponible. Les informations centrales mondiales ne rendent pas compte de l'étendue et de la profondeur des expériences nationales.
- La mise en place de la PNIN a pris beaucoup plus de temps que prévu. La pandémie de COVID-19 et le passage de la phase 1 à la phase 2 ont également entraîné des retards.
- La mise en place institutionnelle de la PNIN a favorisé l'engagement de multiples secteurs grâce au pouvoir de convocation de différentes entités ministérielles et des bureaux nationaux de statistiques.
- La PNIN a montré qu'elle pouvait être réactive face aux besoins nationaux grâce à une analyse des données et à un engagement réactifs.

Dans cette section, la pertinence consiste à déterminer si la conception et la mise en place de la PNIN lui permettent d'influencer les approches politiques et du programme pour faire face à la malnutrition et à ses conséquences, et si elle est réactive face aux besoins émergents au niveau national.

Le rassemblement de données multisectorielles sur la nutrition, leur analyse pour générer de nouvelles preuves sur les aspects de la malnutrition grâce à l'engagement des personnes concernées par la politique, la programmation, le plaidoyer et la mobilisation des ressources est unique dans les pays de la PNIN. À ses débuts (2015-2017), il y avait un large consensus sur le fait que le concept de PNIN serait très pertinent pour les acteurs mondiaux en réponse à la demande d'une « révolution des données » sur la nutrition, soulignant le besoin de données robustes et multisectorielles pour appuyer les investissements et la programmation en matière de nutrition⁶. Le DFID a été une figure de proue dans la conduite de cet appel et a présenté l'initiative de la PNIN lors du Rassemblement mondial du SUN en Côte d'Ivoire en 2017, recevant un fort soutien de la part des participants⁷. Le DFID est ensuite devenu un cofinanceur de l'initiative de la PNIN jusqu'à la fin de la phase 1. Au niveau mondial, le besoin de disposer de données plus nombreuses et de meilleure qualité sur la nutrition continue d'être largement reconnu ; bien que la PNIN ne produise pas de nouvelles données, sa pertinence réside dans la collecte des données multisectorielles existantes, l'exploitation de leur utilité pour les décideurs politiques et la mise en évidence des lacunes dans la qualité et la fréquence des données.

L'approche opérationnelle et institutionnelle de la PNIN a considérablement évolué depuis son démarrage. À l'origine, l'accent était mis sur les données et un système de surveillance était envisagé avec des informations nutritionnelles « en direct » en permanence mises à jour, le niveau du district étant l'unité d'analyse⁸. Cette vision initiale a façonné le recrutement de personnel compétent au sein du GSF, qui a

⁶ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2016.

⁷ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2017.

⁸ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2017.

positionné la PNIN comme une initiative fondée sur des données scientifiques. Au fil du temps, l'inquiétude suscitée par le fait que la PNIN était trop axée sur les données s'est traduite par une réorientation de la PNIN vers le renforcement des capacités nationales d'exploitation et d'analyse des données multisectorielles existantes afin de faire face aux questions prioritaires liées à la politique⁹.

À la suite de l'examen à mi-parcours de 2018¹⁰ (MTR) de l'initiative de la PNIN, l'UE a fait pression pour que la PNIN relève du C4N au sein de l'Agence de coopération internationale allemande (GIZ)/du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Dans l'ensemble, cette évolution est largement considérée comme étant positive car elle a permis à la PNIN d'être mieux soutenue et mieux équipée pour atteindre ses objectifs. Selon un membre de l'EAG, « **La PNIN est devenue une initiative beaucoup plus crédible lors de sa transition vers GIZ** ». L'équipe du C4N-NIPN a des contacts réguliers avec le personnel de l'UE chargé de superviser la PNIN, ce qui favorise un transfert efficace des connaissances au siège et au niveau national. Un atelier a été tenu avec toutes les délégations de l'Union européenne (DUE) engagées dans la PNIN lors du transfert vers GIZ et a soutenu la période de transition. L'UE assiste à des événements clés de la PNIN, comme la participation du chef de la nutrition au lancement de la phase 2 de la PNIN et aux rassemblements mondiaux de la PNIN. Il n'est cependant pas clair si les parties prenantes de l'UE qui s'engagent régulièrement avec la PNIN permettent un partage plus large des connaissances au sein de leur organisation.

Le MTR de 2018 a formulé une TdC de la PNIN et révisé le cadre de résultats (CR), qui est devenu le principal véhicule pour les rapports de suivi des progrès trimestriels (QPM). Les personnes consultées considèrent que la TdC, les orientations techniques et les documents opérationnels qui l'accompagnent ont contribué de manière positive à la réalisation des objectifs de la phase 1 de la PNIN. Au cours de la phase de démarrage de cette étude et tel que décrit ci-dessus, il est apparu que la TdC avait besoin de faire la distinction entre les résultats que la PNIN est chargée de délivrer (résultats directs) et ceux auxquels la PNIN contribue (résultats indirects). N4D a travaillé avec le C4N-NIPN sur une révision de la TdC mondiale afin de remédier à ces faiblesses (Cf. annexe 2).

Cependant, même avec une TdC mondiale plus solide, la PNIN reste une initiative complexe, et il est difficile de saisir l'éventail des expériences et des résultats de la mise en œuvre de la PNIN au niveau national. Il existe une tension inhérente entre ce que la PNIN s'efforce d'être au niveau national et les exigences d'une initiative dirigée et financée par les donateurs. D'une part, les pays ont disposé d'une agence pour développer les PNIN de façon à répondre à leurs besoins spécifiques. Par exemple, au Guatemala, l'organe de coordination du système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle souhaitait axer la phase 1 de sa PNIN sur le retard de croissance, afin de tirer des enseignements pour l'ensemble du domaine politique en matière de sécurité nutritionnelle et alimentaire¹¹. En Côte d'Ivoire, la PNIN s'est principalement concentrée sur le suivi du plan national de nutrition¹². Au Lao RDP, la PNIN s'est concentrée sur le renforcement du dialogue politique et de la coordination multisectorielle par le biais du renforcement des capacités et de l'engagement en matière de politique des données¹³. Dans d'autres pays, la PNIN a servi d'outil pour renforcer les systèmes nationaux et les capacités des décideurs politiques. D'autre part, la TdC et le CR mondiaux signifient que les pays sont tenus de rendre compte des progrès et des résultats par l'intermédiaire des QPM, qui ne peuvent pas refléter tous les développements uniques dans les pays ni les nuances liées à la mise en œuvre que chaque pays expérimente. La mise en place d'instruments de suivi centralisés pour tous les pays ne permet pas de comprendre de manière cohérente les progrès ou les difficultés expérimentés par chaque PNIN. En effet, ce manque de prise de conscience des difficultés critiques a été un facteur contribuant à la fermeture de la PNIN du Bangladesh.

⁹ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2018.

¹⁰ Examen à mi-parcours de l'initiative des Plateformes Nationales d'Information pour la Nutrition (PNIN) de la Commission européenne, Mokoro, 2018.

¹¹ Rapport final de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition au Guatemala, CATIE, 2017 - 2021.

¹² Rapport de mission d'appui de C4N : Appui à la Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition du SE-CONNAPE, C4N-NIPN, non daté.

¹³ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-20222, Baastel, 2022.

L'élaboration d'une TdC et d'un CR spécifiques à chaque pays peut servir à institutionnaliser et à communiquer davantage la pertinence de la PNIN au niveau national. Une évaluation récente du Lao RDP¹⁴ a recommandé de mettre l'accent sur ce point, bien que les parties prenantes de l'UNICEF au Lao RDP aient indiqué qu'il était peu probable qu'il s'agisse d'une priorité au cours de la phase 2. En Côte d'Ivoire, une TdC révisée spécifique au pays a été élaborée lors d'un examen à mi-parcours, mais les parties prenantes du pays n'ont pas été en mesure de confirmer comment cela s'était produit et étaient convaincues que cela n'orientait pas la mise en œuvre de la PNIN¹⁵. Les visites approfondies du Niger et du Kenya menées par N4D ont révélé une forte volonté d'élaborer des TdC spécifiques au pays, et l'équipe du C4N-NIPN considère qu'il est important de disposer de modèles logiques plus adaptés qui reflètent les progrès et les ambitions de chaque PNIN.

Les dispositions institutionnelles nationales et le contexte politique de la PNIN ont, à juste titre, fait l'objet d'une attention considérable au cours de la période de démarrage de la phase 1. Cette évaluation a été réalisée à l'aide d'une cartographie du contexte nutritionnel pour chaque pays de la PNIN, qui a fourni une vue d'ensemble du paysage/écosystème, des plateformes de données existantes et des indicateurs nutritionnels pertinents. Les visites du GSF ont également soutenu l'identification des options institutionnelles de la PNIN, en reconnaissant que l'appropriation nationale était fondamentale. L'attention portée dès le départ à l'identification de l'emplacement institutionnel le plus pertinent pour la politique et les données signifie que la PNIN est largement associée au sein des institutions qui coordonnent les politiques et les programmes multisectoriels de nutrition, et au sein des bureaux nationaux dotés d'importantes capacités de rassemblement, de traitement et d'analyse des données. La cartographie du paysage des données était complète, mais il n'y a pas de preuve claire de la part des pays que cela a directement influencé la conception de la collecte de données de la PNIN. Au Kenya, ces évaluations initiales sont mises à jour chaque année, ce qui permet d'identifier les questions nouvelles et émergentes. Il n'était pas clair si d'autres pays de la PNIN avaient revu l'analyse du contexte ou la cartographie du paysage pour s'assurer de la pertinence de la PNIN.

La PNIN dépend de sa capacité à travailler entre les secteurs et avec d'autres acteurs concernés. L'engagement et l'appropriation du processus de la PNIN sont favorisés par le siège de la PNIN, qui dépend ou est étroitement lié aux ministères de la Planification ou aux bureaux du Premier ministre, c'est-à-dire aux ministères non sectoriels, et à leurs pouvoirs de convocation. L'expérience des dispositions institutionnelles au Bangladesh (Cf. encadré 2 ci-dessous) met en évidence le rôle essentiel que joue l'appropriation institutionnelle dans la PNIN. Cependant, c'est en fin de compte le profil accordé à la nutrition et le niveau d'engagement du gouvernement à réduire la malnutrition qui déterminent l'impact que la PNIN peut attendre.

Encadré 2 : exemples de dispositions institutionnelles de la PNIN dans les pays

Bangladesh : il s'agit du seul pays où la PNIN a été mise en œuvre par une ONG internationale (ONGI). En l'absence d'appel à propositions, Helen Keller International (HKI) a été choisie par l'UE pour son expérience dans la production et l'analyse de données nutritionnelles au Bangladesh, mais le gouvernement du Bangladesh n'a pas été retenu comme partenaire de la PNIN, ce qui a suscité une certaine déception. Le fait de passer le contrat avec HKI a affecté de manière négative les progrès et l'engagement du gouvernement, ce qui, à son tour, a eu un impact négatif sur la communication de la valeur ajoutée de la PNIN dans tous les secteurs¹⁶. Cela a conduit à une mise en œuvre lente des activités et à un cycle négatif dans lequel la PNIN n'a pas été en mesure de démontrer sa pertinence assez rapidement, ce qui a encore miné l'appropriation par le gouvernement et l'approche stratégique de nombreuses parties prenantes nécessaire pour les processus de la PNIN. Les parties prenantes ont convenu que la décision d'attribuer le contrat à une ONGI a été un facteur important de la rupture des relations entre les agences de mise en œuvre de la PNIN. Les conflits de personnalité dans le leadership

¹⁴ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, octobre 2022.

¹⁵ Rapport de mission d'appui de C4N : Appui à la Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition du SE-CONNAPE, C4N-NIPN.

¹⁶ Rapport ROM PNIN au Bangladesh, C4N-NIPN, 2020.

des agences de mise en œuvre de la PNIN ont également constitué un obstacle à la collaboration et à la mise en œuvre des activités. Dans le même temps, l'engagement de la PNIN auprès du Conseil national pour la nutrition du Bangladesh (BNNC) n'a pas été suffisant pour mener les processus opérationnels de la PNIN. Une série de parties prenantes au niveau mondial et national ont noté que la PNIN du Bangladesh a cessé d'exister à cause du choix de HKI en qualité de chef de file, ce qui a entraîné des tensions irréparables entre les parties prenantes du gouvernement et HKI.

Côte d'Ivoire : la PNIN est supervisée par le Secrétariat exécutif du Conseil national pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance (SE-CONNAPE), qui dépend du bureau du vice-président. Auparavant, la PNIN entretenait des relations étroites avec le Comité technique du Conseil national pour la nutrition de Côte d'Ivoire, qui est chargé d'élaborer le nouveau plan national multisectoriel de nutrition, en raison du leadership des deux agences gouvernementales¹⁷. Le directeur du SE-CONNAPE était auparavant également le point focal du SUN, ce qui lui a permis d'exercer une influence à la fois sur le SE-CONNAPE et sur l'organe d'élaboration des politiques au sein du Comité technique. En tant que tel, la PNIN était étroitement liée au dialogue politique et utilisait les canaux officiels pour éclairer la politique¹⁸. Cependant, le leadership des deux agences a récemment changé, le point focal du SUN quittant son rôle de directeur du SE-CONNAPE pour se concentrer sur le Comité technique. Le nouveau directeur a déplacé la PNIN au sein du département de suivi et d'évaluation (S&E) du SE-CONNAPE, ce qui, avec le changement de direction, a limité l'influence de la PNIN et ses liens avec le Comité technique. Ces changements dans l'emplacement institutionnel de la PNIN au sein des structures gouvernementales de la Côte d'Ivoire soulignent l'importance cruciale de positionner la PNIN au sein d'une agence gouvernementale qui a des contacts réguliers avec les Comités d'élaboration des politiques afin d'accroître son influence. Les parties prenantes ont remarqué que le fait de placer la PNIN au sein du département de S&E du SE-CONNAPE limite également le rôle de la PNIN à celui d'un outil de suivi, plutôt que de jouer un rôle crucial en influençant le nouveau plan national multisectoriel de nutrition.

Éthiopie : la PNIN travaille sous l'égide du Programme National de Nutrition (PNN) et de la politique de l'alimentation et de la nutrition de 2018 (FNP). L'Institut de santé publique éthiopien (EPHI) préside le Comité thématique chargé du suivi-évaluation-recherche (CT-SER) du PNN, qui suit les progrès du PNN et de la FNP¹⁹. Cette proximité permet à la PNIN d'atteindre tous les membres multisectoriels, en veillant à ce que ses activités soient alignées sur les besoins du PNN et de la FNP. La PNIN applique une double approche dans sa mise en œuvre : 1) Le Comité consultatif (CC) de la PNIN, formé d'un petit groupe de conseillers sélectionnés ayant un pouvoir de décision élevé et des liens étroits avec les ministres, fournit des conseils à la PNIN et soutient l'adoption des produits de la PNIN par les principaux décideurs ; et 2) le CT-SER fournit des conseils et des orientations à la PNIN sur les questions opérationnelles et la mise en œuvre de la PNIN²⁰. Le CC-PNIN et le CT-SER donnent à la PNIN un « poids » technique, qui est crucial pour garantir la place de la PNIN dans le secteur de la nutrition.

Au Guatemala, la PNIN est mise en œuvre par le Centre de recherche et d'enseignement supérieur en agriculture tropicale (CATIE), en étroite collaboration avec le Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la présidence de la République (SESAN), l'institution nationale responsable de la coordination multisectorielle²¹. La PNIN s'est alignée sur les politiques du SESAN en veillant à ce que les résultats soient intégrés le plus étroitement possible dans le système national, y compris le système d'accès et de visualisation des données et des informations²². Outre l'établissement de l'accord avec le SESAN au niveau national et municipal, différentes séries d'accords ont été signées avec d'autres institutions gouvernementales décentralisées, des groupes de la société civile et d'autres acteurs concernés. Le type d'accord dépend de la nature des acteurs et de la manière dont ils sont

¹⁷ Examen à mi-parcours de la PNIN en Côte d'Ivoire, C4N-NIPN, 2021.

¹⁸ Examen à mi-parcours de la PNIN en Côte d'Ivoire, C4N-NIPN, 2021.

¹⁹ Stratégie de communication Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition Institut de Santé Publique Éthiopien de Addis-Abeba, avril 2020.

²⁰ Examen du paysage politique éthiopien en matière de nutrition 2010 - 2020. Août 2020.

²¹ Rapport final de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition au Guatemala, CATIE, 2017 - 2021.

²² Rapport final de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition au Guatemala, CATIE, 2017 - 2021.

organisés et représentés au niveau décentralisé.

Kenya : la PNIN fait partie de deux entités gouvernementales (le Bureau national des statistiques du Kenya et l'Institut des politiques publiques et de la recherche du Kenya), qui dépendent toutes deux du ministère de la Planification. Cependant, la coordination des politiques et des plans de nutrition et des politiques connexes relève du ministère de la Santé, qui ne dispose pas d'un pouvoir de convocation multisectoriel.

Lao RDP : la PNIN est hébergée au sein du ministère de la Planification et du Développement, ce qui permet d'établir des liens étroits et des synergies avec les initiatives relatives à la nutrition. Par exemple, le Comité national de nutrition, dirigé par le bureau du vice-premier ministre, a un mandat de coordination qui lui permet d'obtenir l'adhésion de hauts responsables et d'entretenir des liens étroits avec la PNIN²³.

Au Niger, le placement de la PNIN au sein de l'INS (Institut national de la statistique) offre un « foyer » technique à la PNIN avec la supervision et l'orientation stratégiques du Haut-Commissariat à l'initiative 3N (HC3N) qui assure la connexion avec les décideurs à travers le gouvernement²⁴.

Ouganda : la PNIN est dirigée par le Secrétariat national pour la nutrition au sein du Bureau du Premier ministre (OPM), qui travaille en partenariat avec le Bureau des statistiques de l'Ouganda (UBOS)²⁵. Cet arrangement devrait garantir une forte appropriation nationale dans les institutions les plus pertinentes : l'OPM convoque les huit principaux ministères de tutelle, accueille le point focal du SUN et coordonne le plan d'action pour la nutrition de l'Ouganda²⁶. Bien qu'il s'agisse de la bonne structure sur le plan institutionnel, le niveau politique élevé du directeur de l'OPM confère une responsabilité importante pour de nombreuses autres activités, ce qui peut réduire l'attention portée à la PNIN. Ainsi, le fait de situer la PNIN dans une institution convocatrice ne garantit pas un engagement multisectoriel.

Les dispositions institutionnelles de la phase 2 pourraient constituer un risque, dans certains pays, pour la poursuite de la localisation de la PNIN, son appropriation, son impact et sa durabilité. Ces dispositions s'écartent de façon marquée de la phase 1, au cours de laquelle les contrats étaient passés directement par la DUE par l'intermédiaire du gouvernement (Trésor ou institutions de mise en œuvre directement), qui était responsable de la gestion des activités et du budget de la PNIN. En revanche, dans la phase 2, les contrats sont conclus avec l'un des trois acteurs non étatiques (UNICEF, GIZ ou CATIE) et les acteurs gouvernementaux demandent désormais des fonds aux partenaires principaux pour les activités de la PNIN. Dans certains cas, le gouvernement n'exerce qu'une supervision limitée sur la prise de décision en ce qui concerne l'établissement des priorités et l'affectation des ressources aux activités de la PNIN. Ces dispositions peuvent présenter certains avantages. Par exemple, lorsque l'UNICEF est le principal partenaire de gestion et que la PNIN est intégrée dans son programme national global et son portefeuille de nutrition, cela peut permettre une réalisation plus rapide des activités et des finances, les informations peuvent être partagées entre les équipes et les programmes et, comme l'UNICEF a généralement des relations fortes avec le gouvernement, ils peuvent travailler avec un large éventail de ministères et d'organisations pour comprendre les priorités. Néanmoins, certains gouvernements et autres acteurs sont fermement convaincus que les acquis de la phase 1 (appropriation et conduite par le pays, capacités intégrées, etc.) risquent d'être érodés, car la localisation de la PNIN et sa durabilité sont compromises. Comme l'a remarqué un informateur clé, « **il existe une différence essentielle entre l'autonomisation et la mise en œuvre** ».

²³ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, 2022.

²⁴ Étude des déterminants des politiques en matière de nutrition au Niger. Comprendre les liens entre la politique multisectorielle de nutrition et les politiques sectorielles et les liens avec les évidences qui sous-tendent ces politiques Déc 2017. PNIN.

²⁵ Examen à mi-parcours du projet de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition (PNIN) en Ouganda. Rapport CERES de juillet 2021 couvrant la période de janvier 2018 à décembre 2021 (à la demande du Bureau du premier ministre).

²⁶ Ouganda. Entretien avec un informateur clé. Mai 2023. N4D.

L'expérience de la PNIN au Bangladesh suggère que les organisations internationales ayant un pouvoir de gestion au sein de la structure institutionnelle de la PNIN pourraient entraîner une rupture des relations et des retards importants dans les activités. En effet, au Kenya, ce risque est évident puisque plus d'un an après le début de la phase 2, le gouvernement et l'UNICEF ne sont toujours pas parvenus à un accord complet sur l'alignement des plans de travail, des budgets et des priorités des phases 1 et 2, bien que les activités de la phase 2 aient commencé sous la direction de l'UNICEF et que la phase 1 se poursuive sous l'égide du gouvernement. Ces dispositions ont besoin d'être gérées avec beaucoup de soin afin d'éviter tout risque pour l'avancement de la PNIN. Il est trop tôt pour savoir si les dispositions de la phase 2 permettront aux gouvernements de mettre en œuvre les activités de la PNIN d'une manière qui reflète leurs priorités et leurs besoins, ou si la disposition institutionnelle n'est pas pertinente pour mettre en œuvre ce principe essentiel de la PNIN.

En ce qui concerne la réactivité de la PNIN aux priorités nationales, la PNIN fait preuve d'une capacité et d'une volonté de répondre à des besoins et à des priorités non planifiés mais émergents par le biais d'une analyse supplémentaire des données et d'une articulation des politiques. Au Niger, les questions relatives au nexus entre les actions humanitaires et de développement apparaissent comme une priorité nationale importante que la PNIN soutient par le biais d'une cartographie des données²⁷. Au Kenya, une analyse de l'impact potentiel de la COVID-19 sur les résultats nutritionnels a été entreprise en réponse aux préoccupations de l'époque²⁸ ; et en Ouganda, l'OPM a organisé un dialogue national sur la nutrition de haut niveau (en présence du Premier ministre) en 2022, pour lequel la PNIN a joué un rôle central en fournissant des données, des analyses et un soutien²⁹. Lors de cet événement, un appel a été lancé au gouvernement pour qu'il investisse davantage dans la nutrition.

Au Lao RDP, une évaluation récente a révélé qu'une écrasante majorité des personnes interrogées estimaient que la PNIN était « réactive » ou « très réactive » aux besoins et priorités nationaux³⁰. La PNIN du Lao RDP a fourni des données et des moyens directs pour l'élaboration du plan national et a contribué à l'élaboration d'indicateurs et d'objectifs nutritionnels dans le cadre du 9e plan national socio-économique quinquennal 2021-2025³¹. Il existait un consensus sur le fait que les données et les résultats nutritionnels mis à disposition par la PNIN sont dans le meilleur intérêt des besoins et priorités nationaux en matière d'utilisation des données pour la prise de décision. Dans plusieurs pays, la PNIN a le potentiel de suivre les investissements en matière de nutrition et il est probable qu'il existe une forte demande pour une approche crédible permettant de suivre le financement des plans multisectoriels.

Parmi les parties prenantes nationales et mondiales consultées pour cette étude, il y a unanimité sur la pertinence continue du concept de PNIN. On peut dire que, huit ans après sa conception, la PNIN est encore plus pertinente, compte tenu de la demande croissante de données et de preuves plus nombreuses et de meilleure qualité pour lutter contre la malnutrition. La PNIN a évolué pour devenir un pionnier dans la fourniture de données et de preuves afin de suivre des plans nationaux et d'éclairer la pensée politique, tout en démontrant sa capacité d'adaptation pour répondre aux priorités propres à chaque pays. Le mécanisme du C4N-NIPN et les conseillers techniques qui y sont associés l'ont bien aidée à atteindre ses objectifs. Les expériences et les résultats dans chaque pays de la PNIN ne sont cependant pas facilement pris en compte par le modèle logique centralisé actuel ou les QPM : les expériences, les résultats et les chemins menant à un plus grand impact, riches et diversifiés, ne sont actuellement pas entièrement communiqués. Au cours de la phase 1, l'accent a été mis à juste titre sur le fait que la situation institutionnelle de la PNIN a favorisé un niveau élevé d'engagement et d'appropriation par le gouvernement, bien que les dispositions institutionnelles (et financières) de la phase 2 puissent présenter des risques pour le maintien et la construction de ce sentiment d'appropriation par le gouvernement.

²⁷ Rapport d'analyse n°15 : les données et indicateurs de la sous-nutrition permettant de caractériser les enjeux du nexus urgence-développement pour la nutrition au Niger.

²⁸ Situation de la sécurité alimentaire pendant la pandémie de la COVID-19. Mars 2021. NIPFN du Kenya.

²⁹ Entretien avec un informateur clé en Ouganda, mai 2023. N4D.

³⁰ Évaluation finale de la PNIN UE-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, octobre 2022, p.11.

³¹ Évaluation finale de la PNIN UE-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, octobre 2022, p.11.

3.2 Cohérence

Encadré 3 : principaux résultats relatifs à la question de l'évaluation de la cohérence

- Les équipes nationales de la PNIN collaborent avec un large éventail de secteurs, ce qui favorise le partage des données, l'engagement et la coordination en matière de politique nutritionnelle. Cet aspect de la cohérence est généralement fort.
- Dans un premier temps, la PNIN s'est concentrée sur le partage des enseignements et la communication de son approche et de ses résultats avec des entités mondiales et certaines initiatives régionales. Depuis le passage au C4N, l'influence au niveau mondial a fait l'objet d'une attention moindre, au profit du processus interne de la PNIN et du soutien national.
- Il y a un manque d'engagement stratégique entre la PNIN et le Mouvement SUN au niveau mondial et par l'intermédiaire des pôles régionaux et de convergence nouvellement formés, bien qu'il existe des possibilités de former des alliances plus stratégiques à tous les niveaux (mondial, régional et national).
- Peu d'éléments indiquent que la PNIN s'est engagée dans certaines des principales initiatives mondiales, telles que le Rapport sur la nutrition mondiale, en veillant à ce que les analyses nationales de la PNIN soient intégrées dans les profils nationaux, les cadres de responsabilisation et d'autres produits mondiaux. Ce manque d'engagement s'étend à d'autres initiatives relatives aux données.
- Il existe des lacunes notables dans l'engagement des pays de la PNIN, notamment en ce qui concerne l'accès aux données humanitaires, au système d'information nutritionnelle de la CE et à d'autres systèmes de données, y compris le DHIS.
- Le degré d'engagement et de collaboration des pays avec d'autres initiatives et acteurs nationaux varie considérablement et tous les pays reconnaissent le besoin d'exercer une plus grande influence en améliorant les communications et les alliances au cours de la phase 2.
- Les plans de communication et de visibilité au niveau mondial et national sont une priorité et devraient contribuer à garantir l'exploitation des synergies.

Cette section examine dans quelle mesure la PNIN s'est engagée avec d'autres acteurs et initiatives pertinents aux niveaux mondial et régional pour communiquer son approche et ses résultats, établir sa crédibilité et son influence.

Elle examine également dans quelle mesure la PNIN a établi des partenariats avec des initiatives et des acteurs au sein des pays afin de garantir un engagement multisectoriel et d'éviter la duplication.

Niveau mondial et régional

La cohérence de la PNIN aux niveaux mondial et régional impliquerait :

- De partager régulièrement les produits, les résultats et les enseignements tirés des activités nationales de la PNIN avec les principales parties prenantes régionales et mondiales, notamment le Mouvement SUN, le Rapport sur la nutrition mondiale (GNR), Nutrition 4 Growth (N4G) et les équipes chargées de la nutrition au sein d'entités régionales telles que l'Union africaine (UA) ;
- De s'engager avec les parties prenantes mondiales et régionales pour s'assurer que les produits des analyses nationales de la PNIN sont utilisés, par exemple en éclairant les profils nationaux du GNR et le suivi des engagements ; en éclairant l'analyse de N4G des pays prioritaires ciblant des engagements accrus ; en éclairant l'analyse du Mouvement SUN des besoins de soutien aux pays (plaidoyer, technique, financier, etc.) ; en éclairant les rapports mondiaux/régionaux des agences des Nations unies et le soutien aux pays ; en éclairant les processus régionaux de suivi et de responsabilisation, par exemple les fiches d'évaluation des pays de l'UA, etc. ; et
- De coordonner avec d'autres acteurs et initiatives axés sur les données et l'information qui fournissent un soutien similaire aux systèmes d'information nationaux, par exemple, la cartographie et l'analyse de la vulnérabilité (VAM) du Programme alimentaire mondial (PAM), le système d'information et de

cartographie sur l'insécurité et la vulnérabilité alimentaires (SICIAV) ; l'initiative DHIS2 (District Health Information Software 2) ; l'initiative SMART (suivi et évaluation standardisés de l'aide, transition pour les enquêtes nationales et sous-nationales sur la nutrition) ; et l'alliance technique GNC (GNC-TA), etc., afin de garantir le partage des enseignements tirés et la cohérence de l'approche des différentes initiatives en matière d'assistance technique au NIS.

Lors de la création initiale de la PNIN, l'accent a été notamment mis sur l'engagement et l'influence au niveau mondial, y compris avec le Mouvement SUN, Data Dent, UN REACH et d'autres initiatives connexes (Cf. ci-dessous). La PNIN a été financée par l'UE, le DFID et la Fondation GATES, chacun ayant une forte influence mondiale et un engagement que la PNIN a été encouragée à utiliser. Dans le même temps, l'EAG de la PNIN a été créé avec des membres bien connectés à l'écosystème mondial, qui ont à leur tour soutenu la cohérence de la PNIN avec diverses initiatives. Dans le cadre du C4N-NIPN, l'influence mondiale a fait l'objet d'une attention moindre, en partie parce que l'accent a été davantage mis sur la réalisation de progrès au niveau national et parce que les résultats de la PNIN ont été plus lents à se manifester que prévu en raison des retards de mise en œuvre et du temps nécessaire pour que les preuves générées au niveau national arrivent à influencer la politique et l'affectation des ressources (Cf. section 4.4 ci-dessous).

La PNIN trouve son origine dans le Mouvement SUN³². Tous les pays de la PNIN sont des pays SUN et, dans les premières années, il existait un vif intérêt à étendre la PNIN à tous les pays SUN. La PNIN a été bien représentée lors des précédents rassemblements mondiaux du SUN (SUN GG) ; par exemple, lors du SUN GG de 2017, des présentations ont été faites par les PNIN du Niger et du Lao RDP sur leurs expériences de lutte contre les environnements « pauvres en données » ; et le réseau mondial des donateurs SUN (SDN) a produit une déclaration commune réaffirmant l'engagement des donateurs en faveur d'une « révolution des données » et de l'initiative de la PNIN³³. Lors du SUN GG de 2019, le thème « Des données plus nombreuses et de meilleure qualité pour améliorer la prise de décision en matière de nutrition » était un domaine thématique majeur axé sur les défis, les lacunes et la duplication des données nutritionnelles, les actions recommandées et les mécanismes de collaboration pour le partage, la convergence et l'harmonisation³⁴. La PNIN a été au cœur de ces discussions et cette session aurait permis aux représentants de l'Alliance de la société civile SUN du Kenya, qui existe encore aujourd'hui, de mieux comprendre la PNIN³⁵.

L'engagement de la PNIN auprès du SUN est coordonné en interne au sein du C4N. L'étroite collaboration établie au cours des premières années avec le système de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage du Mouvement SUN (SUN-MEAL) du secrétariat du Mouvement SUN a veillé à ce que les tableaux de bord nationaux de la PNIN soient construits sur la base des indicateurs SUN-MEAL originaux et utilisent le même modèle de présentation³⁶. Le C4N-NIPN reste un membre actif du groupe consultatif technique SUN MEAL, et a contribué à la stratégie SUN 3.0 en fournissant un « document de feedback consolidé » axé sur l'approche du SUN MEAL pour la stratégie³⁷. Le C4N-NIPN joue également le rôle de conseiller stratégique pour le Partenariat international de l'UE pour des systèmes agroalimentaires durables (INTPA F3), qui est également membre du SDN³⁸.

Malgré l'engagement historique entre la PNIN et le SUN décrit ci-dessus, la PNIN et le SUN ne se seraient pas rencontrés au cours des deux dernières années. Les parties prenantes interrogées ont le sentiment que les interactions entre la PNIN et le SUN doivent être renforcées, étant donné que le Mouvement SUN se concentre davantage sur le soutien des priorités nationales dans la mise en œuvre d'actions multisectorielles en matière de nutrition et l'arrivée d'un nouveau coordinateur du Mouvement SUN. De plus, les nouveaux pôles régionaux du Mouvement SUN signalent l'intention du Mouvement SUN de soutenir les

³² Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2016.

³³ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2018.

³⁴ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2019.

³⁵ Kenya. Entretien avec un informateur clé. Mai 2023. N4D.

³⁶ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2018.

³⁷ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2019.

³⁸ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2019.

efforts des pays d'une manière plus décentralisée. Le pôle anglo-régional coordonné à partir du Kenya est un exemple où la PNIN pourrait présenter son travail et explorer de nouveaux domaines d'engagement avec les 17 pays africains soutenus par ce pôle. Le pôle de convergence du SUN, qui se concentre spécifiquement sur le soutien aux pays fragiles en renforçant le nexus humanitaire-développement-paix, est une autre opportunité d'engagement pour les pays de la PNIN définis comme fragiles. Les parties prenantes de l'UE ont noté que la PNIN devrait être présente au prochain SUN GG (prévu en 2024) pour présenter les développements et évaluer l'intérêt d'autres pays dans l'approche de la PNIN. GIZ soutient la mise en œuvre de la stratégie du Mouvement SUN 3.0, mais il n'est pas certain que des synergies potentielles aient été explorées quant à la manière dont le C4N-NIPN peut apporter une valeur ajoutée à cette stratégie, étant donné qu'elle relève également de GIZ.

L'absence d'un engagement plus stratégique entre la PNIN et le SUN au niveau mondial et par l'intermédiaire des nouveaux pôles régionaux et de convergence est surprenante, étant donné que la PNIN a été créée pour soutenir les pays du SUN. Les deux initiatives partagent les principes d'appropriation et de conduite par les pays, soutiennent activement l'engagement multisectoriel et promeuvent des données plus nombreuses et de meilleure qualité en matière de nutrition. Le nouveau coordinateur du Mouvement SUN a pris ses fonctions, ce qui donne l'occasion au C4N-NIPN de réactiver un engagement plus ciblé entre les deux initiatives, qui à son tour (Cf. ci-dessous) devrait se repercuter au niveau national.

Au-delà du Mouvement SUN, il existe des preuves d'autres interactions mondiales, en particulier dans les premiers jours de la PNIN ; par exemple, l'initiative UN-REACH a développé des outils sur les parties prenantes multiples et l'analyse multisectorielle pour la nutrition qui ont été présentés lors d'une réunion de l'EAG de la PNIN³⁹. Le programme conjoint de l'UE et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) « FIRST » (Impact, résilience, durabilité et transformation pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle), dont l'objectif est similaire à celui de la PNIN, à savoir aider les gouvernements à renforcer les décisions politiques et du programme sensibles à la nutrition⁴⁰, a tenu des réunions avec le GSF afin d'identifier les différentes manières de collaborer au niveau national. Ceci a résulté en des déclarations communes partagées avec les équipes nationales respectives, les encourageant à identifier des sujets concrets en vue d'une collaboration plus poussée. Plus récemment, lors du Forum sur les micronutriments qui s'est tenu sous forme d'événement virtuel en octobre-novembre 2020, la PNIN a tenu un panel parallèle⁴¹ et, en novembre 2021, le Groupe des partenaires des données nutritionnelles (NDPG) a organisé un événement parallèle Nutrition4Growth (N4G) sur « l'amélioration de la nutrition par la responsabilisation et les systèmes de données », mettant en avant la PNIN⁴². L'événement a mis en évidence des thèmes de données importants dans toute la chaîne de valeur des données à travers des exemples intéressants et des bonnes pratiques des gouvernements nationaux. Les contributions de la PNIN ont compris une présentation du secrétaire général du ministère de la Planification sur l'expérience de la PNIN au Niger⁴³, avec une intervention de l'ambassadeur de l'UE, ainsi qu'une présentation de l'expérience de décentralisation du Guatemala⁴⁴.

Il existe également des preuves d'un engagement régional antérieur. Par exemple, UN-REACH a soutenu l'organisation d'une réunion sur le tableau de bord national multisectoriel de la nutrition au Rwanda, à laquelle a participé le personnel national de la PNIN⁴⁵.

Des représentants de la PNIN d'Éthiopie et du Niger ont participé à un atelier d'analyse régionale organisé par l'équipe de la NEP (Plateforme nationale d'évaluation) du Mali au Sénégal. Cet atelier a fourni l'occasion

³⁹ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2019.

⁴⁰ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2019.

⁴¹ Rapport annuel de la PNIN, C4N-NIPN, 2020.

⁴² Rapport annuel de la PNIN, C4N-NIPN, 2021.

⁴³ Rapport annuel de la PNIN, C4N-NIPN, 2021.

⁴⁴ Rapport annuel de la PNIN, C4N-NIPN, 2021.

⁴⁵ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2019.

de discussions bilatérales entre le personnel national de la PNIN et l'équipe de la NEP du Mali, y compris l'Université Johns Hopkins et les coordinateurs de la NEP⁴⁶. Le sommet ouest-africain sur les données nutritionnelles qui s'est tenu au Sénégal en février 2020 a vu la PNIN contribuer en tant que co-organisatrice aux discussions préparatoires sur les objectifs, l'ordre du jour et la liste des invités. Plus récemment, le C4N-NIPN a été représenté dans le sous-groupe « Systèmes de données » du groupe de travail régional sur la nutrition en 2021, qui a impliqué plusieurs organisations, projets et institutions et a représenté une occasion importante de partager l'expérience et l'apprentissage de la PNIN⁴⁷.

Il existe plusieurs entités régionales axées sur la nutrition, comme l'Agence de développement de l'UA-NEPAD, qui dispose d'un programme stratégique sur les systèmes alimentaires et nutritionnels (2019-2025) visant à catalyser et à soutenir les États membres pour lutter plus efficacement contre la malnutrition grâce à des approches multisectorielles et de parties prenantes multiples, y compris la surveillance de la nutrition, les preuves fondées sur des données et l'analyse. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dispose d'un forum sur la nutrition qui collabore étroitement avec le Mouvement SUN et la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) entretient des liens étroits avec la FAO et l'UNICEF sur les questions de nutrition. La PNIN du Niger a participé au forum sur la nutrition de la CEDEAO en 2023 et le C4N-NIPN a animé une réunion-débat. D'autres occasions pourraient se présenter au cours de la phase 2, mais elles nécessiteront un examen minutieux de la portée et de la valeur ajoutée pour ces entités et pour la PNIN.

Ces dernières années, les partenariats et l'influence au niveau mondial ont fait l'objet de moins d'attention. À la place, le C4N-NIPN s'est concentré sur le soutien aux pays, en particulier sur la production d'orientations et d'outils destinés à faciliter les processus de la PNIN. Il n'existe aucune preuve d'un effort concerté pour s'engager avec le GNR et le Cadre de responsabilisation en matière de nutrition qui lui est associé (GNR-NAF), où les données et les preuves des pays de la PNIN pourraient être partagées, et pour rendre compte des progrès réalisés par les pays dans le suivi des plans nationaux de nutrition et dans la formulation de nouvelles politiques en matière de nutrition. Le GNR et le NAF ont une nouvelle institution hôte (PATH) avec laquelle le C4N-NIPN pourrait s'engager ainsi qu'avec d'autres initiatives de données telles que la VAM du PAM, le SICIIV et SMART, en particulier pour les pays de la PNIN en situation de fragilité. Le DHIS-2 offre également l'occasion de faciliter le partage de plus de données et la collaboration par le biais d'accords au niveau mondial, en prévision d'une plus grande implication au niveau national.

En ce qui concerne le rôle de la PNIN en matière de données, le PAM a remarqué que la PNIN pourrait améliorer son auto-promotion en communiquant ses résultats et, essentiellement, qu'elle pourrait jouer un rôle en mettant en évidence les principales lacunes en matière de données et de connaissances et en plaidant pour que ces lacunes soient comblées au niveau mondial. Pour ce faire, la PNIN a besoin d'une forte supervision des lacunes en matière de données qui apparaissent dans les différents contextes nationaux ainsi que de l'institution/l'agence ou du mécanisme pouvant l'aider à combler ces lacunes. Un tel rôle de plaidoyer renforcerait le niveau d'influence de la PNIN dans la phase 2, et il est encourageant que le C4N-NIPN ait remarqué que la communication et la visibilité sont une priorité pour la phase 2, à réaliser par le biais de ses médias sociaux, de son site Web, de ses études de cas de pays et de l'adaptation des analyses de la PNIN à des publics spécifiques. Les bonnes pratiques en matière de cohérence mondiale et régionale exigent que la PNIN entreprenne une analyse de ses publics cibles prioritaires et de ses partenaires aux niveaux mondial et régional, et qu'elle élabore une approche solide en matière d'engagement et de partenariat. Le niveau de cohérence « interne » entre la PNIN et les secteurs clés de la nutrition, ainsi que la coordination de la PNIN avec les acteurs/agences « externes » sont décrits dans les rubriques ci-dessous.

⁴⁶ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2019.

⁴⁷ Rapport annuel de la PNIN, C4N-NIPN, 2021.

Engagement interne des pays

Plusieurs pays (par exemple, le Niger et le Burkina Faso) disposent de plans pour engager des partenariats, des communications, une visibilité et un plaidoyer, et qui identifient les principales catégories de parties prenantes à cibler par la PNIN avec des preuves pour éclairer ou influencer les décisions politiques. Les principaux types de partenariat dans les pays de la PNIN ont été entre les équipes de la PNIN et le personnel des gouvernements sectoriels. Cela a permis de sensibiliser au rôle de la nutrition dans les activités sectorielles ainsi que d'accroître la capacité à identifier des indicateurs sensibles à la nutrition et à les suivre dans les plans et politiques sectoriels ainsi que dans les plans nationaux multisectoriels de nutrition. Le renforcement des capacités a été réalisé grâce à la formation et à l'assistance technique. L'élaboration de dossiers sur les politiques et de rapports dans le cadre du PAC a également jeté les bases de partenariats efficaces et, dans certains cas, a contribué à leur mise en place. Cependant, la mesure dans laquelle les produits politiques ont été consultés et lus varie, certains pays reconnaissant le besoin d'accroître leurs efforts en matière de communications et de visibilité au cours de la phase 2, par exemple le Niger.

En Côte d'Ivoire, la PNIN a favorisé une plus grande collaboration multisectorielle autour de la nutrition, bien que les relations intersectorielles entre les représentants aient été soulignées comme un domaine à améliorer, par exemple le besoin de renforcer la communication dans les secteurs entre les représentants ministériels chargés de la collecte des données, en garantissant des « poids » équivalents dans les niveaux hiérarchiques des représentants de la PNIN dans les différents ministères⁴⁸. Des problèmes similaires liés à des inadéquations hiérarchiques dans les secteurs ont été remarqués au Kenya.

Au Niger, les relations de travail étroites entre le responsable technique du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (HC3N) et le secrétaire général, ainsi qu'entre les analystes techniques de la PNIN, se traduisent par des réunions et des discussions régulières. Dans la phase 2, la PNIN formalise les liens et la collaboration avec d'autres parties prenantes, par exemple le ministère de l'Action humanitaire. La stratégie de plaidoyer et de communications (2022-2025) définit un plan d'action qui prévoit le recrutement d'un responsable des communications et du plaidoyer⁴⁹. D'autres approches comprennent des cafés statistiques pour les décideurs et des séminaires pour les parlementaires, et la stratégie comporte également des calendriers pour chaque activité, un budget et un plan de S&E.

Au Kenya, le renforcement des capacités de la PNIN du personnel de S&E dans tous les secteurs, son travail de formation du personnel sectoriel à la formulation de questions éclairant la politique dans le cadre du cycle PAC, et son soutien à l'analyse de données sensibles à la nutrition, ont permis de mieux comprendre l'importance de la nutrition dans la planification sectorielle⁵⁰.

En Éthiopie, la stratégie de communications de 2020 définit les publics primaires et secondaires pour les produits de la PNIN⁵¹. Elle détaille les messages clés pour les différents publics et canaux de communication, aborde la question de la visibilité et de la marque et comprend des tableaux sur les produits et les activités par résultat avec des indicateurs pour le suivi de la mise en œuvre et de la réalisation. Il existe un cadre logique de stratégie de communication pour suivre les réalisations de la stratégie et l'équipe de la PNIN a engagé un expert en communications pour mettre en œuvre la stratégie. Les publics de l'Éthiopie de la PNIN se divisent en deux catégories : primaires (par exemple, les exécutants directs tels que les membres du CT-SER) et secondaires (ceux qui ne participent pas directement aux activités de la PNIN mais qui sont considérés comme la « destination finale » des produits, par exemple, les décideurs politiques).

Au Bangladesh, le manque de confiance entre les parties prenantes et les secteurs a été souligné comme un obstacle à la cohérence et à la coordination sectorielles. La structure institutionnelle de la PNIN a créé un environnement où il existe des rivalités et des désaccords qui ont entravé l'efficacité de la PNIN.

⁴⁸ Examen à mi-parcours de la PNIN en Côte d'Ivoire, C4N-NIPN, 2021.

⁴⁹ Plan de communication et de visibilité de la PNIN 2022-2025.

⁵⁰ Entretien avec un informateur clé au Kenya. Mai 2023. N4D.

⁵¹ Stratégie de communication Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition Institut de Santé Publique Éthiopien de Addis-Abeba, avril 2020.

Les pays font preuve d'une grande variabilité dans le degré d'engagement significatif avec les acteurs nationaux externes. Les plans de communication et de visibilité des pays sont une activité clé dans le cycle de mise en œuvre de la PNIN pour permettre d'identifier et de cibler les principales parties prenantes et organisations externes afin d'éclairer les politiques et d'accroître la coordination multisectorielle. Des informations sur ces plans sont fournies dans l'encadré 4 ci-dessous.

La priorisation de ces plans est importante pour une initiative qui dépend de l'engagement réussi de multiples parties prenantes. Cela s'est avéré difficile au cours de la phase 1, et l'étendue de la mise en œuvre n'a pas été homogène. Par conséquent, des obstacles se sont dressés dans la réalisation d'un engagement stratégique et ciblé avec des acteurs externes. Les parties prenantes des PNIN nationales ont indiqué qu'il n'était pas facile de s'engager stratégiquement dans la phase 1 tout en établissant et en gérant la PNIN, ce qui, pour de nombreux pays, a été un effort plus ardu que ce qui avait été envisagé à l'origine. De plus, rien n'indique que les pays de la PNIN aient procédé à des évaluations complètes des besoins pour éclairer les plans de communication et de visibilité ; mais tous les pays reconnaissent qu'améliorer la communication avec les acteurs externes est une priorité de la phase 2.

Engagement externe des pays

Tous les pays s'engagent avec divers acteurs externes selon leur écosystème particulier. Lors de la phase 2, l'amélioration des connaissances sur la PNIN devrait donner l'occasion d'élargir la PNIN et de réduire toute duplication. La relation de l'Ouganda avec l'Initiative pour le développement du nord de l'Ouganda (DINU, également créée par l'Union européenne), qui a donné lieu à un accord entre l'UBOS, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial (WFP) afin d'institutionnaliser la sécurité alimentaire et l'évaluation nutritionnelle menées à bien au nord du pays est un bel exemple d'engagement du pays auprès d'acteurs externes⁵². En Côte d'Ivoire, des partenariats avec l'École nationale de statistique et de sciences appliquées se sont formés mais il n'a pas encore été établi clairement si ceux-ci aident la PNIN à atteindre ses objectifs⁵³. Au Lao RDP, les partenaires de développement ont exprimé leur inquiétude concernant le manque de coordination avec la PNIN dans la progression des résultats collectifs ; au Niger, presque toutes les parties prenantes ont eu l'impression que les communications de la PNIN, sa visibilité et sa valeur ajoutée pourraient être améliorées car la connaissance de son expertise n'était globalement pas comprise.

Trois des huit pays de la PNIN présentent un degré de fragilité et comptent sur la présence du secteur humanitaire. Ceci est important étant donné que ce secteur génère un large éventail de données pertinentes qui ne sont pas facilement accessibles par la PNIN. Les données clés incluent les données SMART, les données de surveillance sentinelle et les données relatives aux enquêtes liées aux risques qui sont régulièrement collectées et qui, si elles sont correctement collectées et exploitées, peuvent générer des données utiles à l'analyse de la PNIN. Le Niger présente un taux élevé de malnutrition, subit fortement les effets du changement climatique et fait face à de grands déplacements de population. La prédominance de l'humanitaire s'est maintenue malgré la création d'un Comité du nexus national et l'émergence d'un intérêt croissant pour des approches plus axées sur le développement. Les enquêtes SMART annuelles, qui montrent les tendances en matière de nutrition et la cartographie des interventions menées au niveau national, offrent à la PNIN de nombreuses possibilités de superposer les données sur l'émaciation, le retard de croissance et d'autres formes de malnutrition avec les données sur les interventions du programme au niveau régional et municipal. L'établissement d'une corrélation entre les tendances en matière de nutrition et les programmes pourrait permettre de prouver l'efficacité de ces derniers en déterminant s'il existe une corrélation entre les niveaux de malnutrition et la présence de différents programmes. En outre, la combinaison des nombreuses données des enquêtes SMART annuelles au Niger avec les données de routine multisectorielles pourrait fournir des informations sur les facteurs sous-jacents de la malnutrition, soutenir l'accent mis sur la prévention de la malnutrition et placer la PNIN au centre de la réflexion du nexus.

⁵² Examen à mi-parcours du projet de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition (PNIN) en Ouganda. Rapport CERES de juillet 2021 couvrant la période de janvier 2018 à décembre 2021 (à la demande du Bureau du premier ministre).

⁵³ Examen à mi-parcours de la PNIN en Côte d'Ivoire, C4N-NIPN, 2021.

Au Kenya, le Bureau national des statistiques (KNBS) commence à fusionner les données SMART avec la base de données de la NIPFN, fournissant ainsi une ressource riche pour l'analyse des tendances. Étant donnée la nature de la fragilité climatique du Kenya, la superposition des données SMART avec les données de surveillance sentinelle de l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (NDMA) dans 27 zones arides et semi-arides fragiles (ASAL) pour générer une analyse des facteurs d'émaciation et de retard de croissance serait immensément intéressante. Ces données ne sont cependant pas encore disponibles en raison du niveau de sensibilité des données.

Un engagement évident entre la PNIN et les différents réseaux SUN existants au niveau national devrait être logique. À quelques exceptions près, la PNIN n'a pas encore travaillé étroitement avec des structures nationales du SUN. Au Kenya, l'Alliance de la société civile (CSA) du SUN est étroitement impliquée dans la PNIN et le point focal du SUN est impliqué dans le Comité consultatif de la PNIN⁵⁴. En Côte d'Ivoire, les partenariats ont été établis avec les entités du système de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage du Mouvement SUN (« SUN-MEAL »)⁵⁵.

Enfin, il existe un manque de cohérence entre le projet fondé par l'Union européenne « Renforcement des systèmes nationaux d'information pour la nutrition » (EC-NIS) et la PNIN dans les pays où les deux initiatives cohabitent, à part au Lao RDP où certaines données indiquent que la PNIN est connectée au projet EC-NIS. Ce décalage se vérifie même dans les pays de la PNIN et du EC-NIS soutenus par l'UNICEF, ce qui se reflète au niveau mondial. Les raisons de ce décalage semblent découler d'une confusion antérieure dans la différenciation entre la PNIN et le EC-NIS, mais des travaux visant à accroître la collaboration entre ces deux derniers ont récemment débuté, ce qui devrait contribuer à forger un engagement plus stratégique. D'un point de vue de cohérence des données, le EC-NIS offre à la PNIN une réelle opportunité d'héberger des données renforcées sur les systèmes de santé, y compris des indicateurs nutritionnels clés.

⁵⁴ Kenya. Entretien avec une partie prenante. Mai 2023. N4D.

⁵⁵ Examen à mi-parcours de la PNIN en Côte d'Ivoire, C4N-NIPN, 2021.

Encadré 4 : exemples de plans de communication et de visibilité par pays

Au Bangladesh, le projet de stratégie de communication et de visibilité a été critiqué car il était trop général ; il ne faisait en effet pas de distinction entre les organisations, agences ou ministères spécifiques et il ne mettait en outre pas en évidence les meilleurs canaux pour garantir que les données et les éléments probants de la PNIN influencent les discussions politiques⁵⁶. Des évaluations des besoins pour chaque groupe de public cible n'ont pas été réalisées afin de comprendre complètement les nuances avec lesquelles la PNIN pourrait répondre aux besoins des parties prenantes et de veiller à ce que les informations et les analyses soient présentées et conditionnées de la façon la plus appropriée⁵⁷.

En Côte d'Ivoire, un plan de communication a été développé conjointement par le Secrétariat exécutif du Conseil national pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance (SE-CONNAPE) et l'UNICEF, mais il n'a pas encore été mis en œuvre au moment de cette étude⁵⁸. Les parties prenantes ont souligné que la communication entre les secteurs était insuffisante et qu'il était nécessaire de créer une stratégie pour guider la collaboration et la cohérence ainsi que pour accroître les synergies entre ces différents secteurs.

L'Éthiopie a développé un plan de communication et de visibilité complet. La stratégie identifie clairement les publics primaires et secondaires pour les résultats de la PNIN et établit des messages clés pour ces différents publics avec des canaux de communication prioritaires⁵⁹. Les résultats sont bien définis, avec des détails sur les activités et les produits nécessaires pour les atteindre. Un cadre logique a également été développé pour le suivi des réalisations.

L'Ouganda a développé sa stratégie de communication et de visibilité en 2020, bien que le MTR ait souligné que l'influence et la visibilité de la PNIN en Ouganda étaient minimales et que la PNIN devait construire sa sphère d'influence pour attirer l'attention et influencer les décideurs clés au sein du gouvernement et des partenaires de développement⁶⁰.

Pour conclure, l'attention portée au niveau mondial a été une priorité importante lors des premières étapes de la phase 1 ; cependant, l'aide apportée aux pays pour la mise en place des PNIN et les interactions avec les pairs ont fait que l'influence au niveau mondial n'a pas bénéficié du même niveau d'attention continue. L'engagement stratégique limité avec le Mouvement SUN au niveau mondial, régional et dans la plupart des pays de la PNIN est inattendu, bien que la communication et la visibilité de la phase 2 soient une priorité à tous les niveaux. Pendant la phase 1, les pays ont eu du mal à trouver du temps pour s'engager stratégiquement avec les acteurs externes de la PNIN et ont consacré plus de temps à la promotion d'un engagement intersectoriel fort (Cf. ci-dessous). Néanmoins, il existe des possibilités d'accroître la visibilité et la cohérence de la PNIN au cours de la phase 2, à la fois au niveau mondial, régional et national, ce qui devrait améliorer la visibilité de la PNIN et encourager une plus grande demande pour ses services.

⁵⁶ Rapport ROM PNIN au Bangladesh, C4N-NIPN, 2020.

⁵⁷ Rapport ROM PNIN au Bangladesh, C4N-NIPN, 2020.

⁵⁸ Examen à mi-parcours de la PNIN en Côte d'Ivoire, C4N-NIPN, 2021.

⁵⁹ Stratégie de communication Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition Institut de Santé Publique Éthiopien de Addis-Abeba, avril 2020.

⁶⁰ Examen à mi-parcours du projet de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition (PNIN) en Ouganda. Rapport CERES de juillet 2021 couvrant la période de janvier 2018 à décembre 2021 (à la demande du Bureau du premier ministre).

3.3 Efficacité

Encadré 5 : principaux résultats relatifs à la question de l'évaluation de l'efficacité

Efficacité – principaux résultats

- L'intégration de la PNIN dans les structures gouvernementales nationales a été une condition préalable au fonctionnement de la PNIN, bien que les enseignements tirés d'une analyse plus détaillée des dispositions institutionnelles, notamment en ce qui concerne l'accès aux données multisectorielles, pourraient éclairer et faciliter toute expansion prévue de la PNIN à d'autres pays.
- Le rôle de l'Unité d'Appui global (GSF) et du C4N-NIPN a été crucial lors du démarrage de la PNIN et a permis de résoudre les problèmes rencontrés au début de la phase 1.
- La mise en œuvre du cycle d'analyse des politiques (PAC) a représenté une courbe d'apprentissage abrupte pour la plupart des pays, mais a finalement permis d'obtenir des processus plus rationalisés et d'élaborer des dossiers sur les politiques de plus en plus utiles et pertinents.
- Tous les pays ont développé des tableaux de bord de la PNIN tournés vers l'extérieur, permettant ainsi de visualiser les données et donnant accès dans certains cas à des référentiels de données qui permettent d'accéder à des données administratives primaires et à des données d'enquête. Il n'existe pas d'analyse systématique de la façon dont les tableaux de bord sont utilisés et par qui.
- L'élément de renforcement des capacités du travail de la PNIN au cours de la phase 1 a fait croître la sensibilisation, a amélioré les connaissances et les compétences et a renforcé les coalitions entre les secteurs. Il a également contribué à rendre les processus PAC plus efficaces et à mieux faire comprendre aux décideurs l'importance des preuves dans l'élaboration de la politique nutritionnelle.
- La plupart des pays de la PNIN étudient actuellement les moyens de déléguer la PNIN au niveau infranational, certains pays mettant déjà en œuvre des programmes pilotes. La complexité de cette tâche ne devrait cependant pas être sous-estimée, car l'architecture institutionnelle varie d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays.

L'efficacité de l'initiative de la PNIN est évaluée en examinant la mesure dans laquelle la PNIN a atteint ses résultats directs liés aux produits du cadre de résultats (CR) et de la TdC originaux de la PNIN. La section évalue dans quelle mesure la PNIN a atteint chacun des résultats directs suivants pendant la phase 1 :

- Une plateforme d'information pour la nutrition fonctionnelle et opérationnelle intégrée dans des systèmes nationaux d'information plus vastes ;
- Un renforcement de la capacité institutionnelle à collecter, analyser et communiquer des données et des preuves en matière de nutrition, intégrées dans des systèmes d'information nationaux plus vastes ;
- Des partenariats efficaces avec d'autres parties prenantes afin de garantir que les données et les preuves sont utilisées pour éclairer les politiques, les investissements et la responsabilité en matière de nutrition ;
- Un engagement politique à renforcer et à utiliser les données et les preuves pour éclairer l'élaboration de politiques multisectorielles, les investissements et la responsabilité en matière de nutrition ; et
- Le GSF et le C4N-NIPN assurent la coordination entre les pays, les donateurs et les experts mondiaux, apportent un soutien aux pays, recueillent les enseignements tirés et positionnent la PNIN dans le paysage mondial des données relatives à la nutrition.

Une plateforme d'information pour la nutrition fonctionnelle et opérationnelle intégrée dans des systèmes nationaux d'information plus vastes - dispositions institutionnelles

Le choix de l'emplacement institutionnel pour tous les pays de la PNIN (décrit en détail dans la « Section 1 : pertinence ») a été précédé de missions de cadrage visant à déterminer l'emplacement optimal pour les dispositifs de gouvernance propres à chaque pays. À l'exception du Bangladesh, la PNIN a été implantée au sein des structures gouvernementales, étant entendu que la PNIN devait être détenue par les institutions du pays pour être durable et influente. Il est nécessaire d'examiner les résultats directs et indirects, pays par pays, pour déterminer l'efficacité des dispositions institutionnelles de la PNIN en termes de soutien à la fonction de la PNIN. L'élément transversal clé pour une mise en œuvre efficace dans tous les pays est la capacité de la PNIN à éclairer la planification et la politique multisectorielles, avec des ressources à suivre. Il est essentiel que la PNIN puisse influencer la production, l'accès et la collecte de données nutritionnelles multisectorielles.

Sans l'intégration de la PNIN dans les structures gouvernementales, cette influence ne se serait pas réalisée, tel que l'illustre l'analyse pays par pays ci-dessous.

Plus précisément, la situation institutionnelle de la fonction d'analyse politique de la PNIN a joué un rôle important dans la détermination de la mesure dans laquelle les secteurs ont posé des questions portant directement sur les besoins politiques existants ou émergents. De même, la mesure dans laquelle l'analyse et les résultats ont commencé à influencer la compréhension et la réflexion des décideurs dépend de cette situation. L'installation de la composante de données dans les agences statistiques gouvernementales a permis de faciliter l'accès aux données multisectorielles.

Le rôle analytique et la capacité du HC3N du Niger et de l'Institut de recherche et d'analyse des politiques économiques du Kenya (KIPPRA), ainsi que leur situation institutionnelle, ont permis à la PNIN de ces pays de soutenir le suivi des plans sectoriels et des plans d'action nationaux multisectoriels de nutrition. Au Niger, la supervision par le HC3N du PAC et du plan et de la politique multisectoriels de nutrition a permis de mettre l'accent sur les idées et les besoins d'information liés aux questions émergentes actuelles sur le nexus humanitaire-développement (HDN) et la pandémie de COVID-19⁶¹, ainsi que sur les besoins d'information sur les problèmes de nutrition enracinés pour lesquels de nouvelles solutions sont nécessaires⁶². De plus, au Niger et au Kenya, l'intégration de la PNIN dans les autorités nationales de statistiques (INS et KNBS respectivement) pour la collecte des données, le contrôle de la qualité et la fonction de tableau de bord a permis de garantir que les secteurs soient en mesure d'améliorer la compréhension du rôle de la nutrition dans la programmation sectorielle et de rendre compte des éléments sensibles à la nutrition de leur programmation.

Au Lao RDP, la situation institutionnelle de la PNIN au sein du ministère de la Planification et de l'Investissement (MPI) et l'engagement des parties prenantes politiques ont permis à la PNIN d'exercer une grande influence sur le suivi et la planification du secteur⁶³. L'Unité d'Analyse des Données (DAU) a systématiquement cartographié les ensembles de données, les indicateurs et les systèmes d'information et, avec le centre national de nutrition, a sélectionné des indicateurs spécifiques et sensibles à la nutrition. Le département de coopération internationale du MPI, en tant que responsable du secrétariat de la PNIN, veille à ce que les unités chargées de la politique et des données travaillent toutes deux ensemble et peut leur demander des comptes⁶⁴. Cependant, en Éthiopie, la fonction de données est hébergée par l'Institut de santé publique éthiopien (EPHI), au sein du ministère de la Santé (MoH), ce qui aurait apparemment entravé les liens intersectoriels et empêché la collecte de toutes les données sectorielles pertinentes. Néanmoins, la présence d'un personnel multisectoriel de haut niveau au sein des Comités de surveillance de la PNIN, du Comité consultatif de la PNIN (AC) et du Comité thématique chargé du suivi-évaluation-recherche (CT-SER)

⁶¹ Rapport d'analyse n°16 : Approche nexus urgence-développement dans le domaine de la nutrition – avancées, défis, nouveaux enjeux, perspectives.

⁶² TENDANCES DE LA MALNUTRITION CHRONIQUE DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS ET DE SES DÉTERMINANTS AU NIVEAU RÉGIONAL, janvier 2020, PNIN.

⁶³ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, 2022.

⁶⁴ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, 2022.

permet à la PNIN de contribuer à la planification multisectorielle de nutrition en Éthiopie et d'y exercer une influence.

En Éthiopie, au Kenya et au Niger, il existe un fort sentiment d'appropriation nationale, les équipes de la PNIN identifiant les domaines sur lesquels elles souhaitent se concentrer au cours de la phase 2 et au-delà, et élaborant déjà des plans d'urgence pour le cas où il n'y aurait pas de financement de suivi après la phase 2. La Côte d'Ivoire et le Guatemala sont également considérés comme ayant un fort sentiment d'appropriation nationale, ainsi que le Lao RDP. Cependant, au Lao RDP, la question s'est posée de savoir si le rôle moteur de l'UNICEF n'avait pas entraîné une légère perte d'action des institutions gouvernementales. Au Guatemala, le manque d'appropriation par les ministères et au niveau infranational a également suscité des inquiétudes, et il a été recommandé que le PAC devienne plus fonctionnel pour renforcer l'appropriation⁶⁵.

Plateforme d'information pour la nutrition fonctionnelle et opérationnelle intégrée dans des systèmes nationaux d'information plus vastes - processus de formulation des questions politiques

Bien qu'il ait été un peu lent à démarrer dans certains pays, le processus PAC a bien progressé dans la plupart d'entre eux. Les pays ont généralement « appris par la pratique » et investi dans le soutien aux secteurs pour comprendre comment formuler des questions sectorielles spécifiques et pertinentes qui abordent des questions politiques importantes. Les parties prenantes ont eu le sentiment que le cycle PAC est devenu plus facile et plus rapide à chaque itération du PAC.

Dans de nombreux pays, le grand nombre de questions initialement posées par les parties prenantes intéressées a nécessité un processus complexe de sélection des questions finales. Les critères de sélection des questions cités par les parties prenantes comprenaient la disponibilité de données de qualité suffisante et l'année de collecte des données pour l'analyse, l'accès aux données, l'équité entre les secteurs et les calendriers des processus politiques. La plupart des pays ont trouvé que trop de questions avaient été posées lors des premiers cycles du PAC et qu'une réduction significative du nombre de questions devait être négociée. Dans tous les pays, le processus PAC a permis d'améliorer l'alignement et la coordination entre une série de parties prenantes du secteur et des partenaires de développement. Par exemple, le processus de réduction des questions a consisté à sensibiliser le gouvernement et les parties prenantes externes à la manière de formuler des questions pertinentes pour les politiques, ce qui a permis d'améliorer la compréhension commune des questions, des objectifs et des buts en matière de nutrition.

En Côte d'Ivoire, 167 questions et sous-questions ont été développées concernant les politiques en ligne avec les priorités nationales et le calendrier de prise de décision⁶⁶. Ce processus de formulation des questions a été suivi d'un affinage des questions et a permis de hiérarchiser une liste consensuelle de 12 questions et un projet de cadre d'analyse.

En Éthiopie, la PNIN en est actuellement à son troisième PAC. Le premier cycle a duré six mois en raison de problèmes de compréhension du développement des questions relatives aux politiques. Le second PAC a été modifié et a mieux engagé les secteurs, ce qui lui a permis de durer moins longtemps. La sensibilisation à la PNIN et au PAC conduit de plus en plus souvent les secteurs, y compris les ministères de l'Agriculture, de l'Éducation et de la Santé, à poser des questions⁶⁷. Le temps de réponse aux questions varie énormément. Une question provenant du ministère du Commerce et de l'Intégration régionale sur la consommation de pétrole a donné lieu à une analyse et à une réponse dans un délai d'une semaine. Au Burkina Faso, un total de sept questions de recherche ont été formulées et analysées dans le cadre du PAC au cours de sa première phase. Le processus de questionnement et d'analyse a permis de donner la priorité à certaines interventions en lien étroit avec le plan national de nutrition et dont l'efficacité a été évaluée. Les parties prenantes ont souligné que ce processus était essentiel pour garantir que la PNIN réponde aux priorités spécifiques des pays.

⁶⁵ Rapport final de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition au Guatemala, 2017–2021, CATIE, 2021.

⁶⁶ Rapport de mission d'appui de C4N : Appui à la Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition du SE-CONNAPE, C4N-NIPN, non daté.

⁶⁷ Cartographie des données nutritionnelles en Éthiopie : Évaluation de la disponibilité et de l'accessibilité des données relatives à la nutrition, avril 2021.

Au Bangladesh, la PNIN a réussi à formuler 10 questions politiques et a mené une analyse pour 9 d'entre elles, en rédigeant des rapports (provisoire/préliminaire/final) et des dossiers sur les politiques⁶⁸. La PNIN a également rédigé trois articles académiques à soumettre à des revues.

Le processus PAC a toutefois dû faire face à des difficultés. Au Kenya, le processus PAC a été décrit comme étant « assez compétitif », certains secteurs (et dans certains cas avec des partenaires de développement) se disputant en effet la sélection des questions. Il n'a pas été possible de se faire une opinion, au cours de l'évaluation, sur l'« équité » de la sélection des questions ou sur la mesure dans laquelle la sélection était une négociation politique. Au Guatemala, le PAC n'est pas très actif, même s'il est officiellement constitué, car il est hébergé par le Comité technique de liaison interinstitutionnel (ITC) du Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui, selon les personnes interrogées, ne se réunit pas régulièrement ou fréquemment⁶⁹. En Ouganda, la transformation des résultats de l'analyse des données en produits de connaissance aurait été difficile en raison du manque d'expertise en nutrition au sein de l'équipe nationale de la PNIN pour guider la compréhension des données et des questions politiques⁷⁰. Au Bangladesh, la réunion du PAC a débouché sur une série de questions politiques. Toutefois, les informateurs clés ont affirmé que les questions n'étaient pas suffisamment liées aux besoins spécifiques de preuves permettant d'éclairer les processus politiques à venir.

Plateforme d'information pour la nutrition fonctionnelle et opérationnelle intégrée dans des systèmes nationaux d'information plus vastes - production de résultats politiques

Les équipes nationales de la PNIN ont produit une grande quantité de dossiers sur les politiques, de rapports et de documents de recherche dans le cadre du processus PAC. Dans certains pays, les résultats sont apparus dès le début de la phase 1, tandis que dans d'autres (comme le Kenya, où la mise en œuvre a connu d'importants retards), la majorité des résultats n'a été lancée que récemment. La portée et l'éventail des résultats politiques ont énormément varié d'un pays à l'autre, de même que la mesure dans laquelle ces résultats ont répondu aux besoins des politiques sectorielles.

Au Lao RDP, les résultats politiques comprenaient des analyses des risques liés à la COVID-19, des analyses de la privation et du retard de croissance ainsi que des conséquences économiques de la malnutrition, et une évaluation des coûts du plan d'action national de nutrition. Les études réalisées au Bangladesh comprenaient une perspective régionale sur la diversité alimentaire, une analyse de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) et de l'état nutritionnel des enfants, ainsi qu'une analyse des relations entre la pauvreté et la malnutrition urbaine. En Éthiopie, les dossiers sur les politiques ont porté sur des questions telles que la biofortification, la couverture WASH et l'efficacité des conseils en matière de changement de comportement pour améliorer l'alimentation des nourrissons. Au Guatemala, la PNIN a fourni des conseils techniques et méthodologiques actualisés sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'évaluation des interventions nutritionnelles. Les dossiers des politiques au Niger comprenaient une étude des tendances en matière de retard de croissance et du statut du HDN.

Il existe différents points de vue concernant l'utilité des résultats politiques. Il est évident que l'utilité dépendra de la mesure dans laquelle le résultat de l'analyse politique aura répondu à un besoin politique identifié et fourni une réponse étayée à une question politique. Il est tout aussi important de savoir dans quelle mesure les résultats de la politique ont été diffusés et ciblés sur les décideurs pertinents. Il n'y a pas eu d'examen global des résultats des politiques nationales en termes de qualité, d'utilisation et d'utilité, bien que certains pays prévoient un suivi au cours de la phase 2 afin de déterminer si et comment les résultats des politiques sont utilisés par les décideurs et s'il y a lieu d'en faire davantage pour garantir l'utilisation des résultats.

⁶⁸ Rapport ROM PNIN au Bangladesh, C4N-NIPN, 2020.

⁶⁹ Rapport final de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition au Guatemala, 2017–2021, CATIE, 2021.

⁷⁰ Bilan de la situation PNIN, étude de cas en Ouganda, décembre 2020. GIZ.

Plateforme d'information pour la nutrition fonctionnelle et opérationnelle intégrée dans des systèmes nationaux d'information plus vastes - tableaux de bord et référentiels

Tous les pays ont développé des tableaux de bord pour la PNIN. Dans certains cas tels qu'au Kenya et au Niger, ces tableaux de bord sont hébergés dans le portail de données du Bureau national des statistiques, tandis que dans d'autres pays ces tableaux de bord sont autonomes, comme par exemple au Lao RDP où le tableau de bord est hébergé par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) du MPI.

Les tableaux de bord varient énormément en termes de contenu, de style de présentation (avec l'utilisation d'infographies, par exemple), de catégories d'informations, d'ancienneté des données, de niveau de désagrégation et d'éventail de données multisectorielles. La variation des tableaux de bord selon les pays révèle des développements intéressants de ces derniers. Au Kenya, le tableau de bord comporte un onglet qui indique comment les différents indicateurs nutritionnels (anthropométriques et autres) progressent par rapport aux objectifs stratégiques et politiques nationaux et internationaux spécifiques, tels que les objectifs mondiaux de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS), les Objectifs de développement durable (ODD) et les plans d'action nationaux de nutrition. Des idées utiles et innovantes comme celle-ci méritent d'être partagées avec d'autres équipes nationales de la PNIN.

La mesure dans laquelle les tableaux de bord peuvent compiler et présenter des données provenant de secteurs et de sources multiples varie également beaucoup. Au Kenya et au Niger, l'excellent accès aux données multisectorielles se reflète dans le volume important de ces données présentes dans les tableaux de bord. Il semblerait cependant que certains secteurs ou sources de données soient moins disposés à partager leurs données, tels que l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (NDMA) au Kenya et les ministères de tutelle sensibles à la nutrition en Éthiopie. La plupart des tableaux de bord ont donné la priorité aux dernières enquêtes démographiques et de santé (EDS) et ont présenté ces données de la manière la plus convaincante et la plus conviviale possible pour les décideurs. Toutefois, la dépendance à l'égard des EDS ou des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) a inévitablement eu pour conséquence que les tableaux de bord semblaient périmés dans certains pays, étant donné que ces enquêtes ne sont généralement réalisées que tous les cinq ans ou plus et que la publication officielle des rapports peut ne se faire que tardivement.

Certaines plateformes rassemblent et conservent de plus en plus de données de surveillance, de données SMART ou de données de suivi de programmes et les utilisent le cas échéant pour discerner et mettre en évidence des tendances. Certaines plateformes ont également mis en place des référentiels de données où les données « brutes » de l'enquête sont disponibles pour les chercheurs ou pour une analyse postérieure par la PNIN en réponse aux questions qui peuvent se poser dans le cadre de l'analyse du cycle politique. En Éthiopie, la plupart des données proviennent de la EDS de 2016.

Le tableau de bord de la phase 1 au Kenya se basait sur les données de la EDS de 2016. L'analyse de la EDS qui s'est achevée récemment (2022) signifie que le tableau de bord sera bientôt mis à jour et sera donc plus pertinent. Ceci est très important étant donné que le Kenya a réalisé des progrès impressionnants dans la réduction du retard de croissance au cours des six dernières années. Au Niger, l'Institut national de la statistique (INS) réalise chaque année des enquêtes nutritionnelles représentatives au niveau national, de sorte que le tableau de bord est toujours à jour en termes de données anthropométriques et de tendances. Au Burkina Faso et au Lao RDP, le tableau de bord est apprécié par de nombreuses parties prenantes et a permis une meilleure compréhension de la nature multisectorielle de la nutrition, mais des inquiétudes ont été exprimées quant aux lacunes des données et au besoin de disposer de données plus récentes.

Il n'y a pas eu d'examen systématique de tous les tableaux de bord nationaux ni de regroupement de l'utilisation des tableaux de bord. La fonctionnalité ou la qualité des tableaux de bord n'est actuellement pas une caractéristique reprise par les rapports de suivi trimestriels.

Plateforme d'information pour la nutrition fonctionnelle et opérationnelle intégrée dans des systèmes nationaux d'information plus vastes - analyse du paysage des données

Tous les pays ont entrepris une étude du paysage des données, suivie d'une analyse de l'état de préparation des données avec DURE Technology au cours des étapes initiales de la phase 1. Cette dernière étude a adopté une approche standardisée en termes de description et de classification des systèmes de données. Il n'est pas du tout évident de savoir si et comment les analyses de l'état de préparation des données ont été utilisées pour influencer la conception et l'opérationnalisation des programmes nationaux de la PNIN. Il ne semble pas y avoir de documentation d'évaluation à ce sujet.

Renforcement de la capacité institutionnelle à collecter, analyser et communiquer des données et des preuves en matière de nutrition, intégrées dans des systèmes d'information nationaux plus vastes - plan des capacités de développement

Tous les programmes nationaux de la PNIN ont investi de manière significative dans le renforcement des capacités, généralement précédé d'une évaluation des besoins en capacités⁷¹ (en Côte d'Ivoire et au Lao RDP, par exemple) avec un succès variable d'un pays à l'autre et d'un type de capacité à l'autre.

Des succès substantiels ont été remportés en matière de sensibilisation à l'importance de la nutrition dans de multiples secteurs au sein du gouvernement et d'amélioration des connaissances sur la manière de renforcer la sensibilité à la nutrition pour la programmation sectorielle et le suivi de la réussite de la mise en œuvre.

En Ouganda, il semblerait que la mise en œuvre du plan de développement des capacités soit en bonne voie pour le troisième trimestre 2020⁷². Un module de formation a été développé et, par la suite, une formation de renforcement des capacités de cinq jours a été organisée pour 35 membres du personnel de huit ministères afin d'améliorer leurs capacités en matière de traitement et d'analyse de données⁷³. Plus de 20 modules de formation ont été mis en œuvre au Burkina Faso dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs concernés. Ces modules étaient principalement axés sur les outils et les techniques d'analyse de données, les concepts clés de la nutrition, la modélisation avec les Outils des vies sauvées LiST, ainsi que l'anonymisation et la gestion des données. Il a été observé que les formations étaient essentielles pour permettre aux acteurs de progresser dans les activités de la PNIN et pour soutenir un certain niveau d'appropriation⁷⁴.

Les parties prenantes en Côte d'Ivoire s'accordent à dire que la PNIN a permis une meilleure compréhension de la nutrition en tant que question multisectorielle et que les actions sensibles à la nutrition peuvent lutter contre la malnutrition par le biais de différentes approches. Il semblerait que cela ait favorisé une plus grande prise de conscience et le sentiment d'une vision et d'une responsabilité communes dans les différents secteurs pour la mise en œuvre du plan national de nutrition et la réalisation de ses objectifs et de ses buts.

Une évaluation des besoins en capacités (CNA) a été réalisée en Éthiopie pour le EPHI et d'autres ministères et institutions travaillant en étroite collaboration avec la PNIN. La mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités qui en a résulté a impliqué de nombreuses institutions éthiopiennes. La stratégie consistait notamment à financer des étudiants en doctorat éthiopiens pour qu'ils terminent leur doctorat, leur permettant d'acquérir ainsi de solides compétences en matière de recherche afin d'étendre la portée de la PNIN et de renforcer par la suite le suivi et l'évaluation (S&E) de la nutrition ainsi que les capacités de recherche dans le pays. Cette capacité a été développée au sein de l'EPHI et des principaux ministères sectoriels et institutions de recherche qui ont participé à diverses formations et ateliers consultatifs de renforcement des capacités de la PNIN, et qui ont été invités à répercuter les formations au sein de leurs

⁷¹ La coordination mondiale du C4N-NIPN a réalisé un exercice de cartographie du développement des capacités (DC) en 2022 et a répertorié toutes les activités de développement des capacités menées depuis la phase 1 dans les pays de la PNIN. Le catalogue détaillé des DC est disponible sur : <https://www.nipn-nutrition-platforms.org/Capacity-building>

⁷² Rapport succinct de mission d'appui à l'atelier de lancement de la phase 2 de la PNIN en Ouganda, mai 2022.

⁷³ Rapport succinct de mission d'appui à l'atelier de démarrage de la phase 2 de la PNIN en Ouganda, mai 2022.

⁷⁴ Rapport PNIN, Institut national de la statistique et de la démographie, 2020.

institutions.

Au Niger, deux formations successives sur les concepts de nutrition et les systèmes de mesure ont été organisées en 2018 et en 2019 par l'INS/la PNIN conjointement avec la Cellule Nutrition du HC3N⁷⁵. Ces formations ont impliqué 36 cadres de l'INS, du HC3N, des points focaux de la nutrition ainsi que des cadres des départements de statistiques des principaux ministères impliqués dans la Politique nationale de sécurité nutritionnelle (PNSN). Au total, sur les 36 participants formés, 23 (64 %) provenaient des secteurs contributeurs (santé, agriculture/élevage, environnement, éducation, hydraulique et assainissement)⁷⁶.

Au Kenya, la PNIN a concentré ses activités de renforcement des capacités sur le personnel chargé du suivi et de l'évaluation (S&E) dans tous les secteurs, sur la formation du personnel sectoriel à la formulation de questions destinées à éclairer la politique dans le cadre du cycle PAC et sur son soutien pour l'analyse des données sensibles en matière de nutrition. Tout ceci a conduit à une bien meilleure compréhension de l'importance de la nutrition dans la planification sectorielle, comme en témoignent l'intégration par les secteurs de nouvelles activités sensibles à la nutrition et le suivi des résultats de ces activités⁷⁷.

Au Bangladesh, la PNIN a organisé et conduit 11 formations, 10 dans le pays et 1 à l'étranger, au cours du cycle de mise en œuvre de la plateforme. Six fonctionnaires ont reçu une bourse PNIN-Helen Keller International (HKI) d'un an dans le cadre d'un programme de Master international en 2020. Toutefois, certaines parties prenantes ont souligné que le renforcement des capacités institutionnelles aurait pu être une priorité dans de plus nombreux cas, en particulier pour le Conseil national pour la nutrition du Bangladesh (BNNC)⁷⁸.

En Côte d'Ivoire, au Niger, au Kenya et au Lao RDP, le renforcement de la capacité des ministères de tutelle à intégrer de nouveaux indicateurs sensibles à la nutrition dans les plans sectoriels et le suivi a été une réalisation très importante et durable. À ce jour, le rôle clé de la PNIN en Côte d'Ivoire a été d'aider les différents secteurs à collecter et à analyser les données existantes relatives à la nutrition, ainsi que d'améliorer la qualité des données régionales avant leur transmission au secrétariat exécutif du service d'évaluation du Conseil national pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance (SE-CONNAPE)⁷⁹. Les parties prenantes ont reconnu que la qualité des données fournies par les différents secteurs s'était quelque peu améliorée et ont souligné que les indicateurs et les actions en matière de nutrition étaient de plus en plus souvent inclus dans les plans sectoriels.

Au Kenya, la PNIN a organisé des ateliers avec les secteurs sur les indicateurs liés au plan d'action pour la nutrition au Kenya (KNAP), ce qui a permis de cartographier et d'harmoniser des indicateurs spécifiques et sensibles à la nutrition pour le suivi du KNAP. Il s'agissait d'un processus de consultation d'experts en plusieurs étapes impliquant 25 professionnels de 12 institutions différentes, qui ont cartographié les indicateurs d'intérêt, classé les indicateurs en fonction de critères prédéfinis et, enfin, établi un ordre de priorité pour les indicateurs par le biais de discussions et d'un consensus⁸⁰. Ce processus a également permis d'envisager des modifications par un recadrage et une fusion en vue d'une harmonisation des indicateurs. De ce fait, tous les indicateurs du KNAP 2 sont inclus dans le S&E du secteur et des outils ont été mis en place pour collecter des données pour le KNAP 2⁸¹. La PNIN a permis à des ministères tels que le ministère de l'Agriculture de mettre en place des indicateurs de suivi et d'évaluation au niveau des différents comtés, avec le lancement, lors d'un récent symposium sur la nutrition, d'un programme de formation sur l'agriculture sensible à la nutrition destiné à aider ces comtés à renforcer les actions sensibles

⁷⁵ Nutrition. Système d'information statistique, ministère de la Santé publique, n° 2. Mars 2019. Min. du Plan, INS, HC3N.

⁷⁶ Séminaire parlementaire sur l'importance des investissements publics pour renverser les tendances alarmantes de la malnutrition au Niger - HC3N septembre 2019.

⁷⁷ Kenya. Entretien avec une partie prenante. Mai 2023. N4D.

⁷⁸ Rapport ROM PNIN au Bangladesh, C4N-NIPN, 2020.

⁷⁹ Rapport de mission d'appui de C4N : Appui à la Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition du SE-CONNAPE, C4N-NIPN, non daté.

⁸⁰ Processus de formulation des questions politiques : Étude analytique de la Plateforme nationale d'information pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (NIPFN) au Kenya. Janvier 2022.

⁸¹ Kenya. Entretien avec un informateur clé. Mai 2023. N4D.

à la nutrition⁸².

L'augmentation de la capacité des différentes parties prenantes de multiples secteurs à formuler des questions pertinentes pour les politiques dans le cadre du processus PAC a également connu un succès considérable dans tous les pays. Par exemple, au Burkina Faso, le GSF a aidé la PNIN à mettre en œuvre un atelier de renforcement des capacités sur les questions de recherche destiné aux points focaux des secteurs clés, avec sept questions formulées en novembre 2019⁸³. Au Niger, des efforts ont été également déployés pour renforcer la capacité des décideurs à comprendre les implications politiques des résultats du PAC, grâce par exemple à l'organisation de deux séminaires avec des parlementaires et de l'élaboration de deux plans d'action.

Le Guatemala est un pays remarquable en termes de décentralisation de la PNIN. Au Guatemala, la PNIN a renforcé les capacités/formé un total de 1 137 personnes des institutions et partenaires membres du Système de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Guatemala (SINASAN) ainsi que des acteurs stratégiques à l'analyse et l'affichage de données sur des plateformes d'information au niveau municipal et départemental⁸⁴. Le Guatemala a émis un document d'apprentissage contenant des recommandations sur les éléments nécessaires à la décentralisation d'une PNIN et sur les avantages qui en découlent. La PNIN est actuellement mise en œuvre dans une municipalité pilote au niveau local, à Momostenango, dans le district de Totonicapán. D'autres pays se sont principalement concentrés sur le renforcement des capacités au niveau national, ce qui est rationnel et approprié. Toutefois, plusieurs pays, dont le Kenya et le Niger, ont l'intention de déléguer le renforcement des capacités au niveau infranational dans le cadre de la phase 2 de la PNIN. En avril 2020, un expert à court terme a été recruté par SOFRECO au Niger pour développer une boîte à outils de formation sur l'information nutritionnelle fondée sur le matériel des deux cours de formation sur les concepts nutritionnels de base et les méthodes de mesure⁸⁵. La boîte à outils a été déployée par le HC3N et l'INS dans les huit régions du pays. Au cours de la phase 2, la PNIN du Niger prévoit de tester la faisabilité de la décentralisation au niveau régional dans deux régions.

Le Lao RDP a déployé des efforts considérables pour renforcer le programme au niveau infranational et a organisé des réunions de lancement avec les parties prenantes infranationales pour expliquer la PNIN. Les mécanismes de coordination au niveau infranational sont toutefois complexes et difficiles ; bien que la PNIN s'efforce de relever certains de ces défis, cela ne s'avère pas facile⁸⁶. La PNIN a essayé d'obtenir un décret établissant une structure de coordination qui implique tous les Comités au niveau infranational. Elle a également procédé à des évaluations des capacités au niveau infranational et en a conclu que la compréhension et l'expertise en matière d'analyse des données nutritionnelles étaient insuffisantes au niveau provincial, sans parler des niveaux administratifs inférieurs. La PNIN du Lao RDP envisage maintenant de mettre en place des équipes de base de la PNIN au niveau infranational dépendant du MPI qui, selon elle, a le pouvoir de rassembler tous les secteurs⁸⁷. Le MPI dispose également d'unités de statistiques pouvant aider à la gestion et à l'analyse des données.

Certaines des questions du PAC en Côte d'Ivoire portaient sur des questions spécifiques à la région, bien que l'on reconnaisse généralement que la PNIN n'est pas bien développée au niveau régional et que les acteurs au sein des régions ont besoin d'être davantage sensibilisés à la nutrition. La dépendance régionale à l'égard d'enquêtes coûteuses pour fournir des données est également considérée comme non viable. La PNIN a consacré des fonds pour soutenir une approche décentralisée au cours de la troisième année du programme et l'infrastructure SE-CONNAPE au niveau régional/des préfets, en liaison avec le programme de la Banque mondiale pour renforcer la nutrition au niveau communautaire, a été considérée comme un réseau potentiel

⁸² Kenya. Entretien avec un informateur clé. Mai 2023. N4D.

⁸³ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2019.

⁸⁴ Rapport final de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition au Guatemala, 2017–2021, CATIE, 2021.

⁸⁵ Analyses nutritionnelles, processus de solutions, objectifs, travail d'équipe, savoirs. Manuel des bonnes pratiques pour mieux utiliser les informations de la PNIN, janvier 2022, Min. du Plan, INS, PNIN.

⁸⁶ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, 2022.

⁸⁷ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, 2022.

à travers lequel cela pourrait être piloté⁸⁸.

La description de l'action pour la phase 2 de la PNIN du Kenya a pour objectif déclaré de transférer la PNIN au niveau des comtés. Un projet pilote est actuellement en cours dans le comté d'Isiolo (suite à une demande du gouvernement local) afin d'établir un tableau de bord du comté avec le soutien du KNBS. L'idée du KNBS et du KIPPRA est que tous les comtés finissent par avoir leurs propres tableaux de bord de la PNIN.

Au Lao RDP, de nombreuses parties prenantes ont estimé que le gouvernement s'appuyait trop sur des consultants nationaux et internationaux pour renforcer les capacités de la PNIN ; elles souhaiteraient que les compétences en matière de renforcement des capacités soient transférées au personnel du gouvernement, ce qui garantirait à l'avenir l'accessibilité et la durabilité. En outre, le roulement et l'attrition du personnel gouvernemental affecté aux activités de la PNIN, tant pour la DAU (« Unité d'analyse des données ») que pour la PAU (« Unité d'analyse des politiques »), ont constitué un problème majeur⁸⁹. Au Kenya, les retards dans les accords pour la « prolongation sans frais » de la phase 1 et le début de la phase 2 ont eu pour conséquence que l'analyste principal et le responsable de la communication de KIPPRA ont cherché du travail ailleurs, ce qui a créé une importante lacune au niveau des capacités. En Côte d'Ivoire, il y a eu une perte de capacité, un manque de continuité et une perte d'information en raison du roulement des points focaux de la PNIN⁹⁰.

Engagement politique à renforcer et à utiliser les données et les preuves pour éclairer l'élaboration de politiques multisectorielles, les investissements et la responsabilité en matière de nutrition

Il existe des preuves substantielles que les secteurs de nombreux programmes PNIN ont incorporé de nouveaux indicateurs nutritionnels et des cadres de suivi et d'évaluation pour les plans sectoriels grâce à l'initiative de la PNIN. Dans plusieurs pays, la PNIN a permis un meilleur alignement entre les catégories de rapports des plans sectoriels et nationaux de nutrition. Cela démontre bien l'engagement politique de tous les secteurs à renforcer l'utilisation des données pour éclairer l'élaboration des politiques multisectorielles, les investissements et la responsabilité. De plus, l'implication croissante d'un éventail de parties prenantes gouvernementales et internationales dans le processus PAC, en concurrence pour l'inclusion de questions, démontre un engagement politique croissant en faveur de la logique de la PNIN.

En Éthiopie, la PNIN a suscité un vif intérêt parmi les parties prenantes en raison de sa capacité à identifier et à répondre aux questions de recherche relatives à la nutrition pour éclairer l'élaboration des politiques nutritionnelles. Par exemple, en 2020, le ministère de la Santé (MoH) a demandé à la PNIN de répondre à des questions de recherche et d'effectuer une analyse de l'état d'avancement des indicateurs du PNN afin d'éclairer la nouvelle stratégie pour l'alimentation et la nutrition (FNS)⁹¹. En outre, le cadre national de suivi et d'évaluation du projet de la FNS mentionne clairement l'importance d'une plateforme d'information pour l'alimentation et la nutrition en Éthiopie, validant ainsi le rôle de la PNIN⁹².

En Côte d'Ivoire, la PNIN fait partie du groupe de travail chargé de développer le plan national de nutrition (2021-2025)⁹³. Cela a permis à la PNIN de jouer un rôle central dans les processus d'élaboration des politiques ainsi que pour éclairer les engagements politiques relatifs à la nutrition.

Au Kenya, on a le sentiment (au sein du Trésor et du ministère de la Planification) que l'intérêt et l'engagement politiques en faveur de l'utilisation de preuves pour l'élaboration de politiques multisectorielles augmentent grâce à la PNIN. De plus, le positionnement et l'influence croissante des « preuves » de la NIPFN par rapport au KNAP et aux PMT renforceront inévitablement la confiance politique dans l'élaboration des

⁸⁸ Examen à mi-parcours de la PNIN en Côte d'Ivoire, C4N-NIPN, 2021.

⁸⁹ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, 2022.

⁹⁰ Examen à mi-parcours de la PNIN en Côte d'Ivoire, C4N-NIPN, 2021.

⁹¹ Éthiopie. Entretien avec un informateur clé en février 2023. N4D.

⁹² Évaluation des besoins en capacités pour le suivi, l'évaluation et la recherche politique en matière de nutrition, janvier 2020.

⁹³ Examen à mi-parcours de la PNIN en Côte d'Ivoire, C4N-NIPN, 2021.

politiques et les flux d'investissement qui en résultent.

Au Niger, les liens étroits entre l'INS/la PNIN et le HC3N, ainsi que la proximité du bureau du président, garantissent un engagement politique très fort en faveur d'une prise de décision fondée sur des preuves. Un bon indicateur à cet égard est la volonté des parlementaires à participer aux séminaires organisés par la PNIN pour sensibiliser à la nutrition et formuler des plans d'action parlementaires. Toutefois, lors des entretiens effectués avec les parties prenantes, celles-ci ont exprimé leurs inquiétudes quant au fait que le choix des questions PAC soit soumis à des sensibilités politiques, notamment en ce qui concerne les questions de genre et les disparités régionales en matière de résultats nutritionnels.

Au Lao RDP, la nutrition reste l'une des principales priorités du gouvernement. En témoignent la priorité accordée à la nutrition dans le plan national de développement socio-économique du pays ainsi que la création d'un Comité national pour la nutrition. On estime cependant qu'il faut plus de temps pour obtenir un engagement politique total en faveur d'une prise de décision fondée sur des preuves, car la participation des ministères de tutelle (MoH, MAF, MoES) aux activités de la PNIN n'est pas homogène. Certaines parties prenantes ont indiqué que les lignes d'autorité perçues au sein des structures organisationnelles de la PNIN n'étaient pas toujours claires pour les institutions gouvernementales.

Au Guatemala, les principaux partenaires de la PNIN et les institutions publiques pertinentes au niveau national voient la nature politique des décisions en matière de politique et de programmation comme un éventuel obstacle à la mise en place de meilleurs programmes et politiques en matière de nutrition. Cette culture de prise de décision et le roulement fréquent des décideurs dû aux changements politiques ont été considérés comme les principaux obstacles auxquels se confronte la PNIN afin d'obtenir un engagement politique en faveur de l'élaboration de politiques fondées sur des preuves, même si tous les résultats, tels que les résultats des analyses de la PNIN, sont présentés dans des formats clairs et conviviaux et que les décideurs sont formés et exposés à des pratiques politiques fondées sur des preuves.

Le GSF et le C4N-NIPN assurent la coordination entre les pays, les donateurs et les experts mondiaux, apportent un soutien aux pays, recueillent les enseignements tirés et positionnent la PNIN dans le paysage mondial des données relatives à la nutrition

L'activité du GSF s'est concentrée en 2017 sur l'identification des institutions et organisations appropriées pour l'accueil et la gestion de la PNIN⁹⁴. L'étape suivante a consisté à obtenir l'accord de la part de ces institutions et organisations et à parler avec elles de leurs besoins spécifiques quant à l'adaptation de la proposition de projet. Ce processus a impliqué plusieurs missions du personnel du GSF afin d'expliquer l'initiative à de nombreuses parties prenantes au sein d'une hiérarchie gouvernementale, de parvenir à un consensus, généralement lors d'une réunion ou d'un atelier avec des hauts fonctionnaires du gouvernement pour arriver à un accord et poursuivre ainsi la PNIN et confirmer l'agence principale et les partenaires éventuels, puis d'élaborer une proposition avec le personnel de l'institution nationale principale et les partenaires éventuels.

Début 2019, la première série de 15 notes d'orientation a été finalisée pour aider les pays à mettre en œuvre le cycle opérationnel de la PNIN. Celles-ci ont ensuite été révisées en fonction du feedback des pays (à la suite des ateliers sur le renforcement des capacités) et des observations du GSF. Enfin, en réponse aux demandes de soutien des pays lors du rassemblement mondial de la PNIN en mai 2019, ces notes d'orientation ont été complétées par des documents supplémentaires expliquant comment mieux impliquer les secteurs. Le GSF a ensuite débuté l'élaboration des trois notes d'orientation supplémentaires suivantes :

1. Utilisation du chemin d'impact pour formuler des questions ;
2. Principes et bonnes pratiques en matière de partage de données ; et
3. Processus visant à garantir la qualité des résultats des analyses de données.

⁹⁴ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2017.

La diffusion des notes d'orientation a été effectuée par le biais d'une série de webinaires (en anglais et en français, disponibles sur le site Web de la PNIN) et de cinq ateliers de renforcement des capacités pour huit pays : Éthiopie (janvier 2019), Côte d'Ivoire (février 2019 - y compris les équipes du Niger et du Burkina Faso), Lao RDP (avril 2019), Ouganda (juin 2019) et Bangladesh (octobre 2019)⁹⁵. Le programme de l'atelier de trois jours a fourni une introduction pratique au processus de mise en œuvre du cycle opérationnel de la PNIN. Ce module de formation (fourni dans les archives du GSF) a été conçu pour assurer un certain niveau de cohérence dans la mise en œuvre entre les pays, tout en conservant la flexibilité nécessaire pour s'adapter au contexte.

La plupart des ateliers ont été organisés dans des pays individuels afin de leur permettre d'étendre la participation aux parties prenantes externes du système de nutrition multisectoriel plus large.

Des missions du GSF ont apporté un soutien aux pays en 2019, en particulier dans les pays suivants⁹⁶ :

1. En Éthiopie, en Lao RDP, en Ouganda et au Bangladesh, avec l'extension des missions avant et/ou après les ateliers ;
2. En Côte d'Ivoire, la mission du GSF a été étendue après l'atelier sur le renforcement des capacités et une autre mission d'une semaine a été effectuée ; et
3. Au Burkina Faso, trois missions de soutien technique d'une semaine ont été organisées (en partie pour combler les lacunes de l'assistance technique nationale).

Les experts du GSF leur ont apporté leur soutien à distance tout au long de l'année, en examinant par exemple les projets de documents et en discutant de questions institutionnelles ou techniques spécifiques telles que l'examen des questions formulées, des études politiques, des plans d'analyse de données ou de l'élaboration du tableau de bord de la PNIN⁹⁷. En Zambie, un soutien a été apporté début 2019 pour obtenir un accord entre l'institution hôte de la PNIN et la délégation de l'Union européenne (DUE) sur la proposition de projet et notamment sur le budget. Cependant, comme aucun consensus n'a pu être trouvé entre les parties, le GSF a suspendu son engagement avec la Zambie en avril 2019, en accord avec l'unité C1 de la Coopération internationale et développement de l'UE (DEVCO)⁹⁸.

Sur la base de l'expérience acquise au cours de la phase 1, les pays interrogés ont fortement exprimé leur besoin de disposer d'une unité spécialisée dotée d'un personnel qui comprenne bien les problèmes de leur pays et avec lequel ils entretiennent une relation de confiance. Les pays souhaiteraient idéalement qu'un expert soit affecté à chacun d'entre eux afin de garantir un soutien efficace et effectif.

Les équipes de la PNIN ont été généralement satisfaites concernant le soutien technique fourni par le GSF et le C4N-NIPN. En Côte d'Ivoire, l'équipe de la PNIN a indiqué que les notes d'orientation et les webinaires fournis par l'équipe d'appui global de la PNIN étaient toujours clairs et utiles, que l'assistance technique fournie par le C4N et l'UNICEF était adaptée aux besoins et que les demandes de soutien avaient été satisfaites. L'équipe a également apprécié les possibilités d'échange de connaissances avec d'autres projets de pays de la PNIN et a suggéré la création d'une plateforme d'échange et de collaboration permanente entre les pays de la PNIN. L'équipe de la PNIN a souligné la nécessité de clarifier, de rationaliser et de compléter les rôles et responsabilités respectifs du C4N et de l'UNICEF en matière d'assistance technique, en proposant que les deux agences procèdent à un examen de l'axe de soutien de chaque partenaire. L'existence de nombreux documents et ressources de la PNIN en anglais uniquement a également été évoquée comme une contrainte. Au Kenya, l'opinion dominante du personnel de la PNIN du KNBS est que le C4N-NIPN a toujours fourni une assistance technique opportune et précieuse répondant aux différents besoins.

⁹⁵ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2019.

⁹⁶ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2019.

⁹⁷ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2019.

⁹⁸ Rapport annuel de la PNIN, Unité d'Appui global, 2019.

Au Burkina Faso, le point focal du C4N-NIPN a été jugé particulièrement utile pour guider l'équipe de la PNIN et lui fournir une assistance technique. Au Bangladesh, le soutien apporté par le GSF/le C4N-NIPN et par la DUE a suscité des sentiments mitigés. Certaines parties prenantes ont estimé qu'il aurait fallu s'impliquer un peu plus dans les difficultés rencontrées au Bangladesh, notamment en ce qui concerne les conflits de personnalités et la gestion des relations : certaines difficultés auraient pu être atténuées par des mises à jour régulières avec le C4N-NIPN. Toutefois, lors de la discussion à ce sujet avec le C4N-NIPN, il est apparu clairement qu'une approche plus décentralisée avait été adoptée, dans l'espoir que la DUE au Bangladesh s'implique davantage dans les questions en cours.

L'EAG a été créé en 2016 pour apporter un soutien technique et stratégique à la PNIN. Il était, selon l'avis général, plus actif au début de la phase 1 de la PNIN, mais son rôle et sa participation aux réunions ont progressivement diminué par la suite. L'EAG a joué un rôle important et intense dans la contribution aux documents d'orientation grâce à la grande expertise de ses membres, comme par exemple lors de l'évaluation SMART/l'évaluation semi-quantitative de l'accès et de la couverture (SQEAC) ou lors de l'analyse causale de la sous-nutrition (Link-NCA).

Le rôle de l'EAG consistait également à lire et à commenter les documents et les rapports nationaux. Toutefois, il est arrivé que les membres de l'EAG aient l'impression que des demandes soudaines entraînent en conflit avec leur « travail quotidien ». Les réflexions critiques des personnes impliquées dans l'EAG portaient sur « une importance excessive accordée aux questions conceptuelles plutôt qu'aux réalités propres à chaque pays » et sur le « manque de compréhension de ce que l'on attendait de ses membres ». Un autre commentaire important a été fait au sujet des demandes adressées à l'EAG, qui étaient de plus en plus ad hoc et sans contexte ; il a été également souligné que les membres n'étaient pas vraiment tenus au courant des développements de la PNIN. En mars 2022, il a été décidé de remplacer les réunions régulières par des réunions ad hoc de l'EAG lorsque des questions spécifiques se posent ou lorsque des travaux doivent être entrepris. Il a été aussi discuté de remplacer le nom du groupe par « Groupe consultatif stratégique », reflétant ainsi un rôle moins technique à l'avenir. Il a été suggéré de déployer l'EAG à des moments stratégiques clés, par exemple lors des moments d'apprentissage de la PNIN, afin de faire le point sur les innovations et les succès avérés.

En conclusion, tous les pays de la PNIN ont réussi à mettre en place un système d'information nutritionnelle fonctionnel et opérationnel impliquant un large éventail de parties prenantes dans la formulation de questions clés liées à la politique, qui sont traitées par le travail d'une équipe d'analyse de la PNIN. Les tableaux de bord de la PNIN sont devenus des outils importants pour aider les décideurs politiques et les acteurs de la nutrition à visualiser l'évolution du paysage nutritionnel. Grâce à la PNIN, les pays ont réalisé des progrès considérables dans le renforcement des capacités du personnel sectoriel dans le but de comprendre le rôle potentiel des secteurs dans la lutte contre la malnutrition et d'utiliser les données nutritionnelles dans cet objectif. La PNIN a également contribué à renforcer l'engagement politique en faveur de la nutrition en rehaussant son profil et en permettant aux décideurs politiques de comprendre les preuves en matière de nutrition et de les utiliser pour alimenter les processus politiques. Le GSF et le C4N-NIPN ont joué un rôle important en aidant les pays à mettre en place des plateformes PNIN et à relever une série de défis spécifiques à chaque pays au cours de la phase 1.

3.4 Impact

Encadré 6 : principaux résultats relatifs à la question de l'évaluation de l'impact

Impact – principaux résultats :

- La PNIN a renforcé le suivi de la nutrition dans la plupart des pays en combinant la nouvelle analyse des ensembles de données existants, l'amélioration de la visualisation des données sur les tableaux de bord ou en plaidant en faveur d'une amélioration de la fourniture de données sur la nutrition ou d'une fourniture plus opportune de ces données.
- Les obstacles au renforcement du suivi de la nutrition comprennent le manque de données disponibles et l'accès limité à certains types de données de surveillance.
- Le EC-NIS, mis en œuvre dans plusieurs pays de la PNIN, est censé s'attaquer aux problèmes de qualité et de lacunes des données, mais il existe peu de preuves à cet égard.
- Il est largement reconnu que la PNIN a besoin de plus de temps pour informer et influencer l'élaboration de politiques et les investissements multisectoriels dans le domaine de la nutrition, notamment en raison du retard pris dans la mise en place de la PNIN au cours de la phase 1.
- Il est prouvé que la PNIN a effectivement posé les bases pour influencer la politique des différents secteurs et la programmation multisectorielle au cours de la phase 2 et au-delà.
- La PNIN joue un rôle clé dans le suivi de la mise en œuvre et de l'impact des plans nationaux multisectoriels de nutrition dans plusieurs pays.
- La PNIN a le potentiel d'avoir un impact significatif sur des questions clés telles que le renforcement du nexus humanitaire-développement, le financement des gouvernements et des partenaires extérieurs et la politique de changement climatique dans la phase 2 et au-delà, grâce à son processus PAC et à la génération de preuves.

Cette section indique si les activités de la PNIN mises en œuvre au cours de la phase 1 ont contribué aux résultats indirects spécifiés dans la TdC révisée. Elle se fonde en grande partie sur les données provenant du Kenya et du Niger, où des visites approfondies ont été réalisées. Les données provenant du Lao RDP sont également incluses dans cette section, étant donné que le Lao RDP a également bénéficié d'une visite approfondie et qu'une analyse en profondeur fondée sur la documentation a été entreprise en prévision de cet exercice. Quatre résultats indirects sont mis en évidence dans la TdC révisée de la PNIN et sont repris dans les rubriques ci-dessous (Cf. annexe 1 pour les critères d'évaluation spécifiques).

Résultat indirect 1 : les activités et les résultats de la PNIN ont contribué à améliorer la capacité des pays à suivre les progrès en matière de nutrition et à établir des rapports sur ces progrès au niveau mondial

Le suivi des progrès en matière de nutrition revient à être capable de mesurer l'état nutritionnel des populations au fil du temps afin de déterminer les tendances. Il peut être effectué au niveau national ou infranational. Il implique généralement des enquêtes nutritionnelles représentatives mais peut également impliquer une surveillance des sites sentinelles. Le suivi peut également impliquer l'analyse des facteurs de causalité qui contribuent aux changements et expliquent les variations géospatiales dans un pays.

Les activités de la PNIN ont contribué de façon considérable au suivi des progrès nationaux en matière de nutrition dans presque tous les pays, grâce notamment à l'analyse d'enquêtes nutritionnelles représentatives au niveau national. Au Niger, l'INS a réalisé des enquêtes nutritionnelles nationales annuelles avant la PNIN. Cependant, le fait que la PNIN soit à l'intérieur même de l'INS a permis un accès total aux données, permettant ainsi la diffusion des résultats. Ces enquêtes annuelles impliquent désormais une visite approfondie d'une région par an, ce qui permet de désagréger les données sous-régionales et d'analyser les facteurs de causalité associés à la malnutrition⁹⁹. L'un des premiers dossiers sur les politiques de la PNIN contenait une analyse des tendances régionales en matière de retard de croissance et une

⁹⁹ Rapport SMART 2022 - Enquête nutritionnelle et de mortalité. Rétrospective au Niger - novembre 2022 - INS.

analyse des facteurs de causalité expliquant les différences régionales¹⁰⁰. Un autre dossier sur les politiques a analysé la prévalence de l'anémie avec une analyse infranationale des tendances¹⁰¹. La PNIN s'efforce également de permettre aux secteurs d'effectuer des analyses indépendantes et d'examiner les liens de causalité avec les données de routine, en corrélant leurs données sectorielles avec les données disponibles sur la nutrition.

Au Kenya, le premier dossier sur les politiques consistait en une analyse des tendances en matière de retard de croissance à partir des données de la EDS au Kenya¹⁰². Cette analyse a permis de désagréger les données entre les populations rurales et urbaines et de mettre en évidence les disparités entre les comtés. Une analyse plus approfondie a de plus établi des associations avec la pauvreté et d'autres caractéristiques des ménages. Les travaux visant à harmoniser les indicateurs et à recommander ceux qui doivent être suivis par chaque secteur contribuent de manière substantielle au suivi de la nutrition et à la compréhension des facteurs de causalité susceptibles d'expliquer les tendances et d'aider à anticiper les changements. Les secteurs s'adressent maintenant à la PNIN pour que celle-ci les aide à inclure des indicateurs nutritionnels dans les enquêtes sectorielles. En outre, la PNIN du Kenya travaille en étroite collaboration avec le Groupe de travail technique sur les informations nutritionnelles (NITWG) pour renforcer les enquêtes SMART qui sont largement menées dans les zones ASAL du Kenya¹⁰³.

La PNIN du Kenya plaide également, avec d'autres acteurs gouvernementaux, en faveur d'une augmentation de la fréquence des EDS à tous les trois ans afin d'améliorer la disponibilité des données au niveau de la population. Le Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS) et la PNIN étudient la possibilité d'intégrer des indicateurs de nutrition et de sécurité alimentaire dans le programme d'enquête permanente sur les ménages, qui est mis en œuvre chaque trimestre pour combler les lacunes en matière de données nutritionnelles et compléter les données et les informations recueillies dans les zones ASAL¹⁰⁴. La PNIN a développé un tableau de bord impressionnant avec des infographies conviviales qui répartissent les indicateurs en quatre catégories principales : la sécurité alimentaire, la nutrition, les indicateurs de suivi des initiatives et des engagements (par exemple, le programme Big 4 pour le Kenya - sécurité alimentaire ; logement abordable ; fabrication et soins de santé abordables ; plan d'action pour la nutrition au Kenya ; objectifs mondiaux, etc.) et les données de surveillance de routine. La sécurité alimentaire comprend des données sur la disponibilité, l'accès, la stabilité, les prix et l'utilisation de l'alimentation. Les indicateurs nutritionnels comprennent les tendances en matière de nutrition et établissent un classement des cinq pays les plus performants et des cinq pays les moins performants, fournissant ainsi une bonne analyse comparative pour la prise de décision.

En Éthiopie, le tableau de bord de la PNIN contient des données sur les tendances régionales en matière de retard de croissance et d'émaciation tirées de l'EDHS de 2016 et pose des questions sur ces différences¹⁰⁵. Il présente également des données régionales sur l'indice de masse corporelle (IMC) et la surcharge pondérale des femmes pour la même période. Le tableau de bord est un outil de visualisation destiné aux décideurs où sont clairement indiquées les tendances en matière de nutrition. Une enquête de référence sur l'alimentation et la nutrition récemment achevée (2022/2023), soutenue techniquement et financièrement par la PNIN, assurera la mise à jour du tableau de bord avec une analyse des tendances en matière de nutrition¹⁰⁶.

Au Guatemala, le processus de recherche active, mené par le Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SESAN) en coordination avec le ministère de la Santé publique et de l'Assistance sociale

¹⁰⁰ Tendances de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans et de ses déterminants au niveau national - janvier 2022.

¹⁰¹ Rapport d'analyse n° 21 : prévalence et facteurs de risques d'anémie chez les enfants de 6 à 59 mois au Niger.

¹⁰² Analyse des tendances anthropométriques nutritionnelles au Kenya. PNIN. Novembre 2021.

¹⁰³ Kenya. Entretien avec un informateur clé. Mai 2023. N4D.

¹⁰⁴ Kenya. Entretien avec un informateur clé. Mai 2023. N4D.

¹⁰⁵ Dashboard2 | NIPN (ephi.gov.et)

¹⁰⁶ Éthiopie. Entretien avec un informateur clé - mars 2023. N4D.

(MSPAS), des enfants âgés de moins de 5 ans par municipalité et par département, a permis d'établir un suivi des cas de malnutrition, de rassembler les informations et de présenter aux différents ministères les taux de malnutrition afin d'éclairer le suivi et de donner la priorité aux interventions dans certaines localités.

Au Lao RDP, l'équipe de la PNIN a lancé le tableau de bord et recueilli des données de routine et périodiques dans les secteurs de la santé et de l'agriculture. Toutefois, les parties prenantes se sont inquiétées du manque de données nutritionnelles provenant d'autres sources ; l'enquête sur les indicateurs sociaux au Lao RDP (LSIS) par exemple, qui est une enquête périodique fondée sur la population, n'a été collectée que deux fois (en 2016 et en 2017), le troisième cycle devant être mené en 2022/2023, tandis que les données des sites sentinelles de surveillance nutritionnelle ont été retardées de deux ans en raison de la COVID-19. Une autre difficulté réside dans le fait que les données de routine du DHIS-2 n'ont pas été téléchargées en temps réel sur le tableau de bord et qu'il faut beaucoup de temps pour obtenir l'approbation nécessaire.

Résultat indirect 2 : la PNIN a permis d'augmenter l'utilisation des données et des analyses nutritionnelles pour éclairer l'élaboration, la mise en œuvre et la responsabilité des politiques multisectorielles en matière de nutrition.

Bien que cet examen ait conclu qu'il est trop tôt pour espérer voir l'impact de la PNIN sur les politiques et les plans qui en découlent (Cf. section suivante), il y a eu un impact significatif sur l'environnement « favorable » permettant d'influencer les politiques et les plans qui en découlent dans les cycles de politique et de planification qui se dérouleront pendant la phase 2 de la PNIN et au-delà. Cet objectif a été atteint grâce au renforcement des indicateurs collectés par les secteurs sensibles à la nutrition et au processus PAC, qui a permis aux parties prenantes de la nutrition de passer par un processus d'identification des questions politiques clés relatives à la nutrition et de les faire traiter par l'équipe d'analyse de la PNIN.

Renforcement de la saisie des données nutritionnelles pertinentes dans tous les secteurs

Au Kenya, les phases 1 et 2 de la PNIN ont permis de s'assurer que tous les indicateurs de S&E du KNAP soient désormais inclus dans des indicateurs sectoriels « harmonisés »¹⁰⁷. Au Niger, des progrès considérables ont été réalisés pour garantir que les secteurs saisissent les données sensibles à la nutrition dans le cadre de leurs systèmes de suivi.

En Éthiopie, la PNIN joue un rôle important dans la formulation de la stratégie nationale en matière de nutrition en fournissant des données et des analyses, par exemple sur les micronutriments et entre les différents secteurs. Tous les ministères sectoriels disposent désormais d'une série d'indicateurs sur lesquels ils doivent communiquer. Au Lao RDP, les parties prenantes ont indiqué que la PNIN permet de suivre les progrès et les résultats du plan national d'action pour la nutrition (PNAN), mais qu'il reste encore beaucoup à faire en termes de collecte de données multisectorielles pertinentes pour la nutrition.

Défis en matière de données

La PNIN a généralement réussi à permettre aux secteurs de renforcer la collecte, l'analyse et la communication de données sensibles en matière de nutrition, mais il n'entre pas dans ses attributions ou capacités actuelles de renforcer directement la qualité de ces données ou de combler les lacunes (temporelles, géographiques ou sectorielles). Dans une certaine mesure, ce rôle était censé revenir au EC-NIS, bien que, comme indiqué à la section 4.2, il n'est pas clair si et comment l'EC-NIS et la PNIN collaborent et complètent leurs activités respectives au niveau national. Malgré des progrès substantiels dans la plupart des pays de la PNIN, il reste inévitablement de nombreux obstacles aux efforts de la PNIN pour renforcer l'utilisation des données afin d'éclairer les politiques.

Parmi ces obstacles figurent notamment le manque d'accès aux données multisectorielles, la mauvaise qualité des données, des lacunes dans les données (en particulier les données sectorielles sensibles à la nutrition) ainsi que la périodicité des enquêtes nutritionnelles représentatives au niveau national (ce qui fait que les données datent de plusieurs années).

¹⁰⁷ Cartographie et harmonisation des indicateurs sensibles à la nutrition dans tous les secteurs pour faciliter les processus de suivi et d'évaluation de sécurité alimentaire et nutritionnelle - SP2. PNIN mai 2023.

En Éthiopie, la PNIN a rencontré des difficultés pour accéder aux données multisectorielles sur la nutrition et a fait face à un manque de données actualisées (l'EDHS de 2016 était la principale donnée du tableau de bord jusqu'à récemment). En Ouganda, la qualité des données et la faiblesse de l'analyse qui en résulte dans le cadre du PAC a été un énorme défi. En Côte d'Ivoire, les données de certains secteurs n'arrivent pas à temps pour le suivi du plan national de nutrition et d'autres indicateurs n'apparaissent pas dans le système statistique des ministères techniques. Au Kenya, un examen à mi-parcours du KNAP, réalisé avec le soutien de la NIPFN, a révélé un manque de données d'enquêtes représentatives au niveau national (en particulier parce que l'enquête EDS du Kenya (KDHS) a été retardée) et des lacunes dans les données anthropométriques¹⁰⁸. Les comtés ASAL sont une exception : soumis à des enquêtes SMART répétées, ils sont mieux à même de rendre compte du KNAP.

Au Lao RDP, les données de surveillance liées à la nutrition sont largement indisponibles, tandis qu'un grand nombre de données sont obsolètes ou de mauvaise qualité. Par exemple, aucune donnée n'est collectée dans le secteur de l'éducation et il y a eu des retards importants dans le téléchargement des données de surveillance nutritionnelle des sites sentinelles ou des données du DHIS dans le tableau de bord. La PNIN a fait des efforts pour relever certains de ces défis et pour mettre en place des systèmes de suivi des progrès, notamment en élaborant des « procédures opérationnelles standards pour la fourniture de données et de métadonnées sur les indicateurs au référentiel de données de la PNIN »¹⁰⁹. Plus récemment, en juin 2022, un projet de « procédures opérationnelles pour le suivi nutritionnel de routine » a été approuvé, fournissant un guide sur le partage des données et la mise à jour du référentiel de données et du tableau de bord. Cela a permis à d'autres parties prenantes et acteurs de comprendre les normes nécessaires pour mesurer et ajouter des indicateurs liés au PNAN.

Le processus PAC

Bien que le processus PAC ait dû faire face à certains défis, il a eu un impact considérable sur la sensibilisation des décideurs politiques aux questions clés devant être abordées pour formuler des politiques qui auront un impact sur la nutrition dans le futur. Il y est parvenu de plusieurs façons.

La localisation de la fonction analytique de la PNIN et du mécanisme de coordination du PAC, dans le KIPRA au Kenya et le HC3N au Niger, par exemple, a fait que les personnes ayant la responsabilité principale de la définition de la politique nutritionnelle dans le pays ont été intimement impliquées dans les processus de formulation des questions et aussi dans la compréhension de l'importance de l'analyse de la PNIN entreprise pour répondre aux questions. La sensibilisation et l'intérêt croissants pour le processus PAC parmi les parties prenantes de la nutrition dans les pays de la PNIN ont également fait que l'espace politique de la nutrition est occupé par un ensemble de plus en plus large de parties prenantes (gouvernementales et non gouvernementales) ayant un impact potentiel sur les politiques des acteurs gouvernementaux et des ONG. Un autre aspect non exploré de la contribution du processus PAC à un environnement propice au changement politique est le sentiment d'appropriation créé au sein du gouvernement et le fait que l'analyse des questions du PAC utilise des données nationales, fournissant ainsi une analyse et des conclusions spécifiques au contexte national. Ceci renforce la confiance des décideurs politiques dans l'analyse. En outre, l'appropriation nationale des PNIN permet aux gouvernements de mieux contrôler les cycles d'élaboration des politiques plutôt que d'avoir à attendre que les acteurs internationaux au niveau mondial ou national contribuent à apporter des réponses aux questions politiques clés.

¹⁰⁸ Procès-verbal de la réunion du Comité de gestion du projet de la NIPFN, qui s'est tenue virtuellement le 29 août 2021.

¹⁰⁹ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, 2022.

Résultat indirect 3 : les conclusions et les analyses de la PNIN ont influencé l'élaboration de politiques multisectorielles fondées sur des preuves et les investissements dans le domaine de la nutrition.

Politiques nutritionnelles

Les termes « politique nutritionnelle » et « plans de nutrition » sont souvent utilisés de manière interchangeable. Cependant, les plans de nutrition (y compris les plans multisectoriels de nutrition) comprennent généralement des politiques antérieures aux plans et se fondent sur ces dernières. Les politiques nutritionnelles sont généralement fondées sur des preuves concernant l'amélioration de la nutrition.

La plupart des parties prenantes estiment que le processus d'élaboration des politiques prend plus de temps que prévu dans la phase 1 de la PNIN et qu'il est donc trop tôt pour constater ou attribuer un impact de la PNIN sur l'élaboration des politiques. En outre, le calendrier des cycles d'élaboration des politiques dans certains pays n'a pas été synchronisé avec la phase 1 de la PNIN. Cependant, il ne fait aucun doute que les résultats de la PNIN atteignent de plus en plus les décideurs et que ces résultats sont utilisés ou référencés dans des documents relatifs aux politiques, des discours et des documents de plaidoyer, ce qui permet d'affirmer avec certitude que des changements politiques résultant de l'analyse de la PNIN se produiront au cours de la phase 2. La position institutionnelle de la PNIN et ses liens avec les principales entités politiques et de planification au sein du gouvernement influencent déjà le contenu et les données des plans nationaux de nutrition, de sorte que les politiques et plans ultérieurs seront inévitablement influencés.

Au Niger, par exemple, le processus du cadre d'analyse politique du HC3N a permis d'analyser deux questions clés considérées comme prioritaires pour l'élaboration des politiques, à savoir les causes de la détérioration de la situation nutritionnelle et le HDN¹¹⁰. L'analyse de l'anémie a également été extrêmement utile pour identifier les actions prioritaires à mener pour résoudre ce problème très répandu. Plusieurs parties prenantes sollicitent de plus en plus la PNIN afin d'obtenir des informations et des analyses¹¹¹.

L'analyse du nexus du PAC a examiné des données d'enquêtes et des données administratives en vue d'identifier les indicateurs des déterminants et les effets de la sous-nutrition d'une manière qui permette de caractériser le besoin d'une approche en nexus urgence-développement pour la nutrition aux niveaux national et infranational. Les indicateurs sélectionnés qui illustrent l'approche en nexus ont été classés en quatre catégories : (1) l'urgence nutritionnelle et la malnutrition aiguë sévère ; (2) le développement et la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans au Niger ; (3) les déterminants sous-jacents de la malnutrition chronique au niveau national ; et (4) les pratiques alimentaires chez les enfants âgés de 6 à 23 mois et chez les femmes. Il s'agit effectivement du début de l'élaboration d'un cadre de suivi des progrès du nexus.

Au Niger, il était également évident que les cycles de développement de l'information étaient synchronisés avec le plan d'action de la PNSN. Le HC3N est l'organe de coordination de la PNSN et peut donc théoriquement s'assurer que l'articulation des questions d'analyse réponde aux besoins de planification de la PNSP. La dernière étape du processus de formulation du plan cadre d'analyse 2019-2020 a été la validation par les membres du Comité technique de la PNSP, dont les suggestions ont été prises en compte avant la diffusion de la version finale du document. La méthodologie technique de l'INS indique que « l'approche méthodologique proposée consiste à engager l'équipe de la PNIN à identifier progressivement les besoins d'information tout au long de la mise en œuvre du PAC 2021-2022 »¹¹². Il s'agit notamment de faire émerger les besoins lors des réunions de la PNSN et des forums de vulgarisation des résultats des analyses et d'une série d'échanges en face-à-face avec les décideurs et les responsables des programmes pour la nutrition.

Au Kenya, les données et les analyses de la PNIN commencent à avoir un impact sur les processus

¹¹⁰ Analyses nutritionnelles, processus de solutions, objectifs, travail d'équipe, savoirs. Manuel des bonnes pratiques pour mieux utiliser les informations de la PNIN, janvier 2022, Min. du Plan, INS, PNIN.

¹¹¹ Entretien avec un informateur clé - mars 2023.

¹¹² Note sur la méthodologie PAC. Min. du Plan, INS – 2022.

d'élaboration des politiques au sein des secteurs. Par exemple, au sein du ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Irrigation (MWSI), la participation à la phase 1 de la PNIN a stimulé le réexamen de la politique nationale en matière d'irrigation et d'eau, les parties prenantes exprimant un fort désir de réviser les politiques en raison des preuves montrant un lien entre l'irrigation et l'amélioration de la diversité alimentaire¹¹³. Le MWSI reconnaît le manque de sensibilité en matière de nutrition dans ses politiques, la politique d'irrigation actuelle (2017) n'ayant que peu de liens avec la nutrition¹¹⁴. Une nouvelle question soumise pour la phase 2 vise à examiner de plus près l'association entre le retard de croissance et l'irrigation des petits exploitants ; une autre question posée concerne l'association entre d'autres formes de malnutrition et l'irrigation. Au niveau des projets, le MWSI prend désormais en compte les aliments nutritifs lors de la conception des systèmes d'irrigation.

Le directeur adjoint du ministère de l'Agriculture (MoA) fait partie du Comité consultatif sur les politiques de la PNIN et considère qu'il est bien placé pour contribuer au processus PAC et apporter ses connaissances au processus d'élaboration des politiques à l'avenir¹¹⁵.

Plusieurs facteurs et développements pourraient accélérer le processus de contribution à l'élaboration de politiques multisectorielles. Par exemple, un engagement continu avec les secrétaires permanents (SP) des secteurs concernés avec les recommandations des dossiers sur les politiques de la PNIN. Au Kenya, des plans prévoient de sensibiliser les nouveaux SP des ministères aux principaux résultats du PAC, tandis que la PNIN fait pression pour que les réunions du Comité directeur de la PNIN se tiennent régulièrement. Le Kenya prévoit de mettre en place un groupe parlementaire du SUN pour faciliter l'insertion de la nutrition dans tous les secteurs, et ce au plus haut niveau. La PNIN devrait avoir un impact marqué sur le KNAP 3 ainsi que sur le plan de développement à moyen terme en cours (MTDP4), étant donné que les secteurs modifient les politiques qui alimentent le MTDP4. Le MTDP4 est toujours en cours, mais chaque secteur a déjà soumis un projet dans lequel les interventions sensibles à la nutrition et les budgets associés sont plus importants que dans les MTDP précédents. Cela reflète sans aucun doute le travail de la PNIN pour intégrer et former le personnel (économistes et statisticiens) dans chaque unité de planification centrale d'un ministère.

En Ouganda, les retards dans la mise en œuvre de la PNIN et dans l'établissement du processus PAC ont entraîné des retards dans la production des dossiers sur les politiques et limité les possibilités d'influencer la compréhension et la formulation des politiques. Cependant, six sessions de dialogue politique régional ont été organisées avec succès, lors desquelles les données analysées par l'équipe de la PNIN ont été utilisées pour comprendre comment les indicateurs de nutrition liés à l'enfant, c'est-à-dire le régime alimentaire minimum acceptable (MAD), l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants (ANJE), la diversité alimentaire (DA) et la fréquence des repas (MF) se comportaient dans le contexte de la pandémie de COVID-19. En Ouganda, l'équipe de la PNIN a participé à l'élaboration du plan de développement national III, la nutrition étant l'un des principaux thèmes transversaux du programme, et a fourni des données pour un document sur les questions relatives à la nutrition¹¹⁶.

En Côte d'Ivoire, la PNIN fait partie du groupe de travail chargé d'élaborer le prochain plan national de nutrition 2021-2025, ce qui représente une opportunité pour la plateforme de se faire connaître et de consolider et formaliser son rôle en tant qu'organisme responsable du S&E du plan¹¹⁷. Les parties prenantes ont affirmé que l'utilisation de l'analyse des données de la PNIN pour fournir des preuves de l'efficacité des actions sensibles à la nutrition en dehors du secteur de la santé est importante pour permettre à la PNIN d'influencer la politique, bien que cela n'ait pas encore été réalisé.

¹¹³ Kenya. Entretien avec un informateur clé. Mai 2023. N4D.

¹¹⁴ Kenya. Entretien avec un informateur clé. Mai 2023. N4D.

¹¹⁵ Kenya. Entretien avec un informateur clé. Mai 2023. N4D.

¹¹⁶ Ouganda. Entretien avec un informateur clé. Juin 2023. N4D.

¹¹⁷ Examen à mi-parcours de la PNIN en Côte d'Ivoire, C4N-NIPN, 2021.

Au Lao RDP, les données générées par la PNIN ont été utilisées pour le nouveau PNAN et le 9e plan quinquennal de développement socio-économique national 2021-2025¹¹⁸. Toutefois, les données et les recherches de la PNIN ont été peu utilisées pour influencer les politiques au-delà du PNAN, et une récente évaluation de l'UNICEF a indiqué que les parties prenantes avaient eu du mal à évaluer la manière dont l'utilisation du tableau de bord, les résultats et la diffusion de la recherche influençaient les politiques, la législation et les lois, et que cet aspect devra être examiné de plus près au cours de la phase 2¹¹⁹.

En Éthiopie, la PNIN a joué un rôle important d'information dans l'élaboration de la stratégie nationale en matière de nutrition (NNS) en fournissant des données et des analyses, par exemple sur les micronutriments et entre les différents secteurs. Tous les ministères sectoriels disposent actuellement d'une série d'indicateurs qu'ils suivent et dont ils rendent compte dans le cadre du suivi de la NNS¹²⁰. En outre, les documents informatifs de la PNIN qui ont contribué à identifier les facteurs de réduction de la malnutrition aiguë (octobre 2022) pourraient jouer un rôle important dans la communication des plans d'action et des priorités annuels de la NNS, car ces analyses ont identifié les principaux facteurs de réduction de l'émaciation et la manière dont ceux-ci varient selon les régions.

Politiques relatives à l'aide humanitaire

En accédant aux données humanitaires et de développement, la PNIN a la possibilité de s'engager et d'influencer les politiques relatives au renforcement du HDN, à la localisation et aux accords de financement dans les pays (ou comtés) fragiles de la PNIN bénéficiant d'activités humanitaires. Toutefois, tel qu'indiqué précédemment, l'accès aux données relatives à l'aide humanitaire semble limité, ce qui peut s'expliquer par le fait que celles-ci sont souvent détenues par des organisations partenaires du développement plutôt que par le gouvernement. Ces données ont toutefois de la valeur pour accéder à des données anthropométriques, de mortalité et de risques climatiques plus régulières en vue d'une analyse plus approfondie. Cette situation commence à changer dans des pays tels que le Niger, l'Ouganda et le Kenya, ce qui renforcera l'impact de la PNIN. Au Kenya, la PNIN soutient l'analyse des enquêtes SMART dans les comtés ASAL, bien qu'elle éprouve des difficultés à obtenir de la NDMA qu'elle partage ses données en matière de programmes humanitaires¹²¹. Au Niger, bien que la plupart des acteurs internationaux travaillent dans le domaine humanitaire, les ressources de la PNIN n'ont pas été largement utilisées pour éclairer cette programmation. Les deux rapports du HDN émis par la PNIN sur la base de la deuxième question du PAC ont constitué la première incursion significative de la PNIN dans les questions humanitaires et il est presque certain que la prochaine PNSN sera fortement influencée par cette analyse de la PNIN. Les questions relatives au HDN sont de plus en plus présentes dans l'esprit des acteurs du développement nigériens et la PNIN du Niger s'engage de plus en plus à soutenir l'apprentissage et le changement des politiques fondées sur des preuves pour aborder cette question dans la phase 2. En outre, l'approche récente et l'engagement constructif avec le ministère de l'Action humanitaire peuvent ouvrir la voie à une plus grande utilisation des ressources de la PNIN par les acteurs internationaux. En Ouganda, la phase 2 a déjà permis à la PNIN de prendre contact avec le ministère de l'Action humanitaire en vue de partager des données et d'entamer une plus étroite collaboration.

¹¹⁸ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, 2022.

¹¹⁹ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, 2022.

¹²⁰ Cartographie des données nutritionnelles en Éthiopie : Évaluation de la disponibilité et de l'accessibilité des données relatives à la nutrition, avril 2021.

¹²¹ Procès-verbal de la réunion du Comité de gestion du projet de la NIPFN, qui s'est tenue virtuellement le 14 mars 2022.

Résultat indirect 4 : la PNIN a contribué à renforcer la responsabilité des politiques, de la mise en œuvre et des résultats en matière de nutrition

La responsabilité peut être envisagée de différentes façons selon les pays de la PNIN. Il peut s'agir de la responsabilité du gouvernement dans la mise en œuvre des plans d'action multisectoriels de nutrition, des parlementaires qui investissent davantage dans la nutrition ou qui formulent de nouvelles politiques, du gouvernement et des partenaires internationaux qui atteignent les objectifs mondiaux en matière de nutrition, de la responsabilité des acteurs internationaux qui alignent leurs activités sur les plans nationaux multisectoriels de nutrition, etc. Cette section montre que la PNIN a contribué à accroître la responsabilité en établissant et en renforçant les cadres de S&E pour différents plans et acteurs. Il n'a cependant pas été possible de déterminer si ces cadres ont permis une meilleure responsabilité, c'est-à-dire s'ils ont conduit à une plus grande responsabilité des décideurs et des programmeurs, contribuant ainsi à des changements dans la programmation ou dans les investissements en matière de nutrition. Il est possible d'en conclure que la PNIN a renforcé les mécanismes permettant de garantir une meilleure responsabilité, ce qui constitue une réalisation majeure et une contribution importante à la mise en œuvre de plans multisectoriels de nutrition.

Au Kenya, le travail en cours de la PNIN avec les secteurs pour renforcer l'identification, la priorisation et l'harmonisation des indicateurs sensibles à la nutrition renforce de plus en plus la responsabilité des secteurs dans la mise en place et le suivi des activités sensibles à la nutrition. Le travail de la PNIN lors des phases 1 et 2 a permis de s'assurer que tous les indicateurs de S&E du KNAP soient désormais inclus dans des indicateurs sectoriels harmonisés. Les parties prenantes du ministère de l'Agriculture affirment qu'avant la PNIN la nutrition apparaissait à peine dans le cadre de S&E du ministère ; l'équipe de la phase 1 de la PNIN a passé en revue tous les indicateurs pertinents en matière de nutrition avec le personnel de S&E et a élaboré conjointement un cadre révisé de S&E sensible à la nutrition pour le ministère. Un rapport concernant la stratégie de mise en œuvre de l'agronutrition au Kenya (« Kenya Agri-nutrition Implementation Strategy ») pour la période 2020-2025 se concentre sur le « renforcement de la communauté pour produire des aliments nutritifs »¹²². Ce document contient le modèle d'alignement et de rapport sur le KNAP 2, et il est prévu que ces données soient collectées et communiquées au niveau des comtés à l'avenir.

La prévision pour la phase 2 de la PNIN du Kenya est que ces indicateurs nationaux soient insérés dans les plans sectoriels des comtés et les plans de développement intégrés des comtés (CIDP). Un des objectifs de la phase 2 de la PNIN est d'augmenter la numérisation des rapports sur les pays et les comtés. Le KNAP 3 s'efforcera de rationaliser les indicateurs en veillant à ce qu'il n'y ait pas de chevauchement entre les secteurs. Aucun travail n'a encore été effectué sur le KNAP 3 jusqu'à présent, mais le cadre de résultats lié à la coordination multisectorielle sera plus important lors de ce KNAP, qui sera lancé au cours du dernier trimestre 2023.

Le rôle de la PNIN dans l'augmentation de la responsabilité à l'égard des politiques nutritionnelles est également visible dans l'onglet du tableau de bord de la PNIN consacré à la comparaison des résultats avec les objectifs politiques tels que le Big 4 au Kenya, l'AMS, les ODD et le KNAP. Cette section du tableau de bord fournit une présentation visuelle et facilement accessible des progrès accomplis par le Kenya par rapport aux objectifs politiques.

Au Niger, les données sectorielles sont communiquées par le biais du cadre d'engagement et de responsabilisation pour la politique nationale de sécurité nutritionnelle (PNSN) 2021-2025, que la PNIN a élaboré avec les secteurs et le HC3N¹²³. La PNIN a joué un rôle important en influençant les cadres de rapport et le choix des indicateurs dans le plan de S&E de la PNSN¹²⁴. La PNIN du Niger servira également d'intermédiaire et contribuera à l'analyse de l'initiative de cartographie des interventions du HC3N récemment lancée. Ce troisième exercice de cartographie du HC3N (les précédents ayant eu lieu en 2014 et

¹²² Projet de stratégie de communication de la NIPFN 2020-2021.

¹²³ PA PNSN sept. 2022 – HC3N 2021-2025.

¹²⁴ PA PNSN sept. 2022 – HC3N 2021-2025.

en 2018) fournira des données sur la couverture des programmes pour toutes les parties prenantes, comme par exemple les programmes du gouvernement et des acteurs extérieurs. Il n'y a pas eu de données sur la convergence des secteurs dans les analyses cartographiques précédentes, mais cela pourrait être un rôle d'analyse initié par la PNIN pour la cartographie actuelle.

Au Guatemala, le SESAN, avec le soutien de la PNIN, a développé une application (versions Web et mobile) basée sur la méthodologie de l'indice de gouvernance qui permet d'évaluer la performance de la Commission municipale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Guatemala (COMUSAN) grâce à la collecte d'informations en temps réel et qui inclut le traitement des données de chaque municipalité afin de générer un classement municipal. Le suivi est réalisé tous les quatre mois. Le système d'information des départements sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SIDESAN) de Totonicapán est un système d'information municipal mis en œuvre dans chacune des huit municipalités de Totonicapán qui recueille des données et des informations multisectorielles sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les informations sont générées, analysées (selon les données disponibles), validées et fournies par les institutions qui ont des compétences dans la mise en œuvre des interventions de la FNS¹²⁵. Des variables sectorielles et des indicateurs ont été développés pour contribuer à expliquer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau municipal.

En Éthiopie, entre trois et six régions sont envisagées pour être incluses dans une étude de faisabilité de la PNIN qui étudie la possibilité de régionaliser le système de S&E pour le PNN¹²⁶. Des séminaires parlementaires organisés par la PNIN du Niger ont également permis d'accroître considérablement la responsabilité des décideurs. Le premier séminaire a permis aux parlementaires de suivre de près les allocations consacrées à la lutte contre la malnutrition et de les inciter à augmenter les ressources destinées à la prévention de la malnutrition au Niger. Le second séminaire parlementaire sur les investissements dans la nutrition a eu lieu en marge de la session budgétaire de 2021-2022. Une fois de plus, il a permis aux parlementaires de comprendre et de souligner les problèmes de sécurité nutritionnelle ainsi que de formuler des messages simples de sensibilisation et de plaider sur la nutrition lors de la session budgétaire du gouvernement. Ces recommandations ont permis de finaliser le plan d'action du réseau de nutrition et de sécurité alimentaire de l'Assemblée nationale. De manière spécifique, ce séminaire visait à faire le point sur la mise en œuvre des engagements du RNSA (réseau nutrition et sécurité alimentaire de l'Assemblée Nationale) pris entre 2019 et 2020 lors du premier séminaire parlementaire tenu en septembre 2019, de l'atelier régional de dialogue parlementaire tenu en novembre 2019 à Abidjan et de la réunion tenue à Niamey sur le code de commercialisation des substituts du lait maternel. Un suivi des séminaires parlementaires est prévu afin de vérifier si les plans d'action élaborés dans le cadre de ces derniers ont été mis en œuvre dans une certaine mesure.

En Côte d'Ivoire, la PNIN fait partie intégrante du mécanisme de mise en œuvre du plan national multisectoriel de nutrition (PNMN) 2016-2020, à travers la mise en place d'un système de S&E multisectoriel. L'une des premières activités de la PNIN a consisté à examiner 150 indicateurs du cadre de S&E du PNMN (CCSE) dans le but de centraliser les données correspondantes. La PNIN a permis de centraliser plus de 60 pour cent des données nutritionnelles pour le cadre commun de S&E du PNMN. Cependant, les membres du personnel du secteur en Côte d'Ivoire ne se sentent pas responsable des résultats en matière de nutrition en raison du manque de soutien financier apporté tout spécifiquement aux activités sensibles à la nutrition qui, pour certains d'entre eux, constituent une nouvelle priorité. Au Lao RDP, le Comité national pour la nutrition utilise le référentiel de données pour suivre les progrès du plan national d'action quinquennal de nutrition et du plan d'investissement correspondant.¹²⁷

Étant donné que le financement découle de l'élaboration des politiques, il est trop tôt pour s'attendre à un

¹²⁵ *Rapport final de la Plateforme Nationale d'Information pour la Nutrition au Guatemala, 2017-2021*, CATIE, 2021.

¹²⁶ Analyse des progrès du programme national de nutrition (2016-2020) : preuves pour le développement de la stratégie nationale pour l'alimentation et la nutrition. - EPHI/IFPRI.

¹²⁷ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, 2022.

changement dans le financement public pour la nutrition. Toutefois, il semble que les parties prenantes des différents pays demandent que la PNIN assume le rôle de suivi du financement de la nutrition, ce qui est une ambition importante mais représentant un vrai défi. Même dans les pays les plus avancés de la PNIN tels que le Niger, il n'a pas été possible d'obtenir des données sur les tendances en matière de financement de la nutrition lorsque les secteurs ont des difficultés à déclarer les dépenses sensibles à la nutrition.

Résultat indirect 5 : effets imprévus du projet de la PNIN

La PNIN a dû faire face à certains impacts imprévus au niveau national, qui sont brièvement décrits ci-dessous. Ceux-ci sont en grande partie positifs.

1. La PNIN a renforcé les processus visant à garantir la responsabilité sectorielle dans la mise en œuvre de programmes sensibles à la nutrition, ainsi que la responsabilité dans la mise en œuvre de plans d'action multisectoriels de nutrition.
2. Au Niger, le cycle PAC de la PNIN a impliqué de travailler sur le HDN au moment où le pays avait du mal à trouver un équilibre entre les programmes humanitaires et de développement. Ce travail signifie que la PNIN est bien placée pour contribuer à l'amélioration de la base de preuves pour les approches du HDN à l'avenir, avec la possibilité d'apporter de l'aide pour le développement des cadres de S&E pour la programmation du HDN.
3. Le rôle de la PNIN dans le soutien à la formulation de politiques multisectorielles et à la mise en œuvre et au suivi des programmes a favorisé l'attention portée aux indicateurs de multisectorialité. Des indicateurs potentiels de convergence sectorielle sont examinés dans des pays tels que le Niger, où la PNIN supervise la cartographie de la programmation, ainsi que, plus récemment, au Kenya, qui envisage actuellement d'entreprendre une cartographie. Il s'agit d'un développement intéressant et important dans le cadre d'une approche multisectorielle de la nutrition.
4. Plusieurs parties prenantes des pays de la PNIN ont suggéré que la PNIN pourrait jouer un rôle dans le suivi des dépenses liées à la nutrition. Bien qu'aucun programme national de la PNIN n'ait réussi à ce jour à mettre en œuvre un suivi ou une cartographie des financements, plusieurs pays souhaitent le faire et ont l'intention d'y parvenir. Ceci pourrait jouer un rôle important en matière de responsabilisation des pays et permettrait de soutenir des initiatives mondiales telles que le cadre national de responsabilisation dans le cadre du GNR.

En conclusion, bien qu'il n'y ait pas eu suffisamment de temps pour que la PNIN ait un impact direct sur les politiques, ses activités et les résultats obtenus ont contribué à améliorer la capacité des pays à suivre et à communiquer les progrès en matière de nutrition à l'échelle mondiale. Les dossiers sur les politiques ont également commencé à avoir un impact sur les plans d'action de nutrition et, dans certains cas, sur les plans sectoriels. La PNIN a renforcé les mécanismes de responsabilité en développant la capacité des acteurs sectoriels à élaborer et à mettre en œuvre des cadres de suivi pour les plans d'action multisectoriels. La PNIN a créé dans la plupart des pays un environnement propice à l'impact politique pendant la phase 2 et il est important que ces impacts soient enregistrés pour soutenir les futurs efforts de financement de l'initiative de la PNIN.

3.5 Durabilité

Encadré 7 : principaux résultats relatifs à la question de l'évaluation de la durabilité

- La phase 1 n'a accordé que très peu d'attention à la durabilité. Elle sera une priorité lors de la phase 2.
- Les activités de renforcement des capacités ont contribué de manière substantielle à la durabilité technique, bien que le roulement important entre les membres du personnel pose certains risques.
- Lors de la phase 1, les partenaires gouvernementaux ont bénéficié de financements directs afin d'encourager une meilleure appropriation et le renforcement des systèmes. Les modalités de la phase 2 ont changé, le financement étant assuré par trois acteurs extérieurs, ce qui constitue un risque pour l'appropriation et la durabilité.
- De nombreuses parties prenantes pensent qu'une aide extérieure sera nécessaire pour maintenir les acquis de la PNIN. Il serait difficile de justifier la fin du financement après la phase 2, étant donné les progrès accomplis et les perspectives d'influence politique lors des prochaines années.
- Les activités de la phase 1 ont permis l'appropriation institutionnelle. L'expérience du Bangladesh prouve qu'il est essentiel de garantir l'appropriation nationale pour que la PNIN soit durable.
- L'efficacité de la coordination et de la collaboration multisectorielles est essentielle à la durabilité institutionnelle et l'extension de la PNIN au niveau infranational pourrait s'avérer être un objectif stratégique important pour sa durabilité.
- La valeur et le caractère inclusif du processus PAC ainsi que l'utilisation des tableaux de bord nationaux sont essentiels à la durabilité. Il est possible d'en faire plus pour créer une plus grande demande pour les services de la PNIN par le biais du développement d'un dossier commercial et d'une sensibilisation stratégique.

Cette section analyse la mesure dans laquelle les résultats de la PNIN peuvent être maintenus grâce aux efforts de renforcement des capacités, à la poursuite de son intégration dans les systèmes gouvernementaux et aux approches définies dans les stratégies et les plans de durabilité des pays. La phase 1 n'a accordé qu'une faible importance aux stratégies et plans de durabilité, mais lors de la préparation de la phase 2, un examen effectué par le C4N-NIPN a permis d'élaborer des orientations pour soutenir les plans de durabilité des pays. La durabilité a été un thème central des rassemblements de la PNIN en 2022 et en 2023.

Chaque pays a une approche différente de la durabilité, en fonction de ses propres circonstances individuelles. Dans certains pays, les stratégies et les plans de sortie sont plus avancés (en Éthiopie et au Niger, par exemple), alors que dans d'autres tel qu'en Ouganda les plans en sont à des stades plus précoces. Au niveau mondial, les QPM permettent de suivre les progrès de la durabilité.

La durabilité est étudiée en termes de considérations techniques, institutionnelles et financières relatives à l'orientation reçue par les pays. Chacune de ces considérations est interconnectée car les connaissances techniques permettent au personnel de la PNIN de progresser dans les activités qui sous-tendent la PNIN dans leurs institutions respectives. Les activités qui se sont avérées efficaces mettent en évidence la pertinence de la PNIN pour les plans nationaux de nutrition, les ministères compétents en matière de nutrition, les instituts de recherche et les partenaires de développement. Cela renforce ensuite l'engagement institutionnel et la demande de PNIN et, à plus long terme, les ressources nécessaires pour la soutenir. Le travail effectué par les pays de la PNIN pour améliorer la communication et la visibilité est étroitement lié à des considérations de durabilité.

Durabilité technique

L'accent mis par la PNIN sur le renforcement des capacités techniques des parties prenantes du gouvernement a été un élément important de la phase 1. Ainsi, des formations ont été organisées, ainsi que des webinaires et des ateliers couvrant une série de domaines techniques, y compris les bases pour comprendre la malnutrition, la collecte de données nutritionnelles et la réalisation d'analyses complexes, les cycles d'articulation des politiques et la communication des résultats pour assurer la visibilité de la PNIN. Ces activités de renforcement des capacités ont permis d'acquérir un niveau de connaissances techniques, de cohérence et de maîtrise des objectifs de la PNIN et des processus d'alignement des données, des preuves et de la prise de décision qui se sont poursuivis au cours de la phase 2. Les activités de renforcement des capacités ont sans aucun doute contribué de manière substantielle au savoir-faire technique et il existe des exemples prometteurs de pays ayant adopté des approches innovantes avec les universités et les instituts de recherche permettant d'intégrer les capacités techniques de type PNIN.

L'Éthiopie a souligné la nécessité d'envisager le renforcement des capacités sur le long terme pour assurer la durabilité technique de plusieurs façons : le financement de doctorants éthiopiens pour qu'ils terminent leur doctorat garantit le développement de solides compétences en matière de recherche afin d'étendre la portée de la PNIN¹²⁸. La PNIN renforce également les capacités internes au sein de l'EPHI ainsi que les capacités d'analyse et d'interprétation des principaux ministères sectoriels, y compris les membres du CT-SER national pour la nutrition, des ministères de la Santé, de l'Agriculture, de l'Eau, de l'Irrigation et de l'Énergie, l'Institut éthiopien de recherche agricole (EIAR) et d'autres institutions nationales et régionales¹²⁹. Ces institutions ont été invitées à participer à diverses formations de renforcement des capacités de la PNIN et à des ateliers consultatifs, et il leur a été demandé de répercuter ces formations au sein de leurs institutions. Ce renforcement des capacités multisectorielles devrait contribuer à augmenter le nombre de chercheurs en nutrition pouvant travailler avec la PNIN.

La PNIN de l'Éthiopie engage des chercheurs d'institutions nationales et régionales pour contribuer aux activités de recherche comprenant la cartographie des données nutritionnelles, des séminaires de recherche et de politique et l'organisation de formations ; en décembre 2019, par exemple une conférence nationale intitulée « Diets, Affordability and Policy in Ethiopia » (« régimes alimentaires, accessibilité et politiques en Éthiopie ») a été organisée à Addis-Abeba et les étudiants de toutes les universités du pays ont été invités à soumettre des présentations par affiches de haute qualité¹³⁰. Une courte formation a été proposée aux personnes sélectionnées sur la manière de communiquer leurs résultats. Cette initiative a non seulement permis de faire connaître à ces institutions le travail de la PNIN, mais aussi de promouvoir l'intérêt national pour la recherche en nutrition. La PNIN collabore avec les ministères sectoriels et les universités pour répondre aux questions de recherche sur les politiques nutritionnelles. Par exemple, des contributions ont été demandées à un groupe d'experts techniques et de recherche provenant d'autres institutions et secteurs pour une question relative aux facteurs des maladies non transmissibles (MNT).

La durabilité est le point stratégique prioritaire de la phase 2 de la PNIN au Niger. Une étude détaillée de durabilité a été publiée en mars 2021 et décrit une transition par phases de la PNIN qui est en train de devenir une entité autonome au sein de l'INS, avec notamment l'accès à des bureaux plus spacieux pour le personnel de l'INS/PNIN et un espace public pour les chercheurs et les étudiants qui accèdent aux données via les ordinateurs de l'INS¹³¹. Le Niger a souligné qu'il y a encore du travail à accomplir avec des analyses statistiques plus complexes afin de bien intégrer les capacités techniques.

En Ouganda, le bureau national des statistiques (UBOS) souhaite analyser les principaux facteurs de malnutrition en utilisant des compétences techniques pour analyser et rendre compte des niveaux élevés de pauvreté avec des faibles taux de retard de croissance dans le nord du pays, alors que la situation inverse se produit dans le sud, où les niveaux de pauvreté sont faibles mais les taux de retard de croissance élevés.

¹²⁸ Évaluation des besoins en capacités pour le suivi, l'évaluation et la recherche politique en matière de nutrition, janvier 2020.

¹²⁹ Évaluation des besoins en capacités pour le suivi, l'évaluation et la recherche politique en matière de nutrition, janvier 2020.

¹³⁰ <https://www.compact2025.org/2019/11/14/national-nutrition-conference-in-Ethiopia-December-12-2019/>

¹³¹ Rapport d'étude sur la pérennisation de la PNIN. Rapport d'étude du Niger. Mars 2021 - Ministère du Plan, INS, PNIN.

Comme d'autres pays de la PNIN, l'Ouganda a investi de manière significative dans le renforcement des capacités, bien que les parties prenantes du pays estiment que les contraintes en matière de capacités ont empêché de réaliser des progrès plus importants en ce qui concerne le PAC et les produits politiques ultérieurs au cours de la phase 1. Cette expérience souligne le fait que, pour la plupart des pays, les formations de la PNIN ont eu lieu dans des contextes où la réunion d'analystes de données nationaux et d'analystes politiques/de décideurs était un phénomène nouveau qui nécessitait une sensibilisation et un soutien répété.

La capacité des PNIN nationales à anticiper les nouveaux besoins est la clé de leur durabilité. La crise du changement climatique et ses effets connus et potentiels sur les systèmes alimentaires et de santé ainsi que sur les résultats nutritionnels sont une inquiétude majeure dans de nombreux pays de la PNIN où la fragilité du climat accroît les pressions sur les populations vulnérables et pourrait freiner les progrès réalisés dans la réduction de la malnutrition. La PNIN doit être à l'avant-garde de l'analyse et des dossiers sur les politiques correspondants concernant cette question et d'autres également. Au Kenya, l'enquête EDS la plus récente a montré des réductions impressionnantes des taux de retard de croissance, mais avec des variations marquées de ces taux entre les différents comtés¹³². La capacité de la PNIN à fournir des preuves des raisons de cette variation et des moteurs de cette tendance pourrait mettre en évidence sa valeur technique ajoutée pour les décideurs.

Au Niger, l'importance de répondre aux besoins émergents, étant donné que le pays est sujet par nature à des crises, rend nécessaire l'intégration de l'analyse de la PNIN dans le HDN en relation avec le plan national de nutrition. Au Lao RDP, le développement des capacités doit rester une priorité pour la PNIN, étant donné que les parties prenantes du gouvernement n'ont pas encore les capacités ou les ressources suffisantes pour diriger la PNIN. Certains disent que les consultants internationaux et l'UNICEF sont souvent ceux qui « tiennent la plume et dirigent les analyses et les dossiers sur les politiques ». Alors que ceci peut s'avérer être un moyen efficace de s'assurer que les résultats sont bien produits, l'engagement avec le gouvernement est essentiel (avec par exemple des réunions pour discuter des résultats et de ce qui peut être appris) car, sans lui, la durabilité peut être compromise. La récente évaluation de l'UNICEF a souligné que de nombreuses parties prenantes pensaient que la PNIN ne pouvait pas fonctionner sans les consultants nationaux et internationaux et qu'il n'existait pas de plan de transition pour le gouvernement et pour le personnel gouvernemental afin d'absorber ces rôles et responsabilités¹³³.

Dans certains pays, le roulement du personnel au sein des institutions gouvernementales est élevé. Ceci représente un défi pour le maintien des capacités requises pour la PNIN et compromet la durabilité des résultats. Du personnel qualifié a également été perdu en raison des retards et des incertitudes lors du passage de la phase 1 à la phase 2, et cela posera sans doute problème lors des délibérations sur la PNIN après la deuxième phase. De nombreuses parties prenantes ont souligné le risque pour la durabilité technique lorsque les membres du personnel gouvernemental impliqués dans les formations de la PNIN s'en vont ensuite dans d'autres départements ou acceptent des rôles internationaux avec les connaissances et les compétences qu'ils viennent d'acquérir, de sorte que le bénéfice direct pour la PNIN est, au mieux, diminué. Pour atténuer ce problème, il faudrait une forme d'accord permettant de maintenir le personnel gouvernemental dans des rôles clés liés aux données et aux politiques lorsqu'il a participé à des activités substantielles de renforcement des capacités. Les parties prenantes nationales en Ouganda et au Niger suggèrent que la durabilité technique pourrait être mieux assurée en renforçant les capacités des cadres du personnel pour assurer la formation des formateurs (FdF) afin qu'il y ait une capacité permanente à garantir que les nouveaux membres du personnel possèdent les connaissances, les compétences et l'exposition nécessaires pour poursuivre les activités de la PNIN. La question de savoir s'il s'agit d'une approche viable devra se poser pays par pays.

¹³² Enquête démographique et sanitaire du Kenya. Gouvernement du Kenya. 2022.

¹³³ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, 2022.

Durabilité institutionnelle

Dans la plupart des pays, la PNIN se trouve dans les bonnes institutions chargées de superviser les données et les politiques. Les compétences de haut niveau et l'expertise du personnel dans la gestion des unités de données et d'analyse des politiques de la PNIN permettent à celle-ci de répondre aux besoins des décideurs et d'être plus réactive aux demandes. Cela est de bon augure pour la durabilité institutionnelle future de la PNIN, comme en témoignent les quelques pays où l'on étudie la possibilité d'intégrer les unités de la PNIN dans les systèmes et départements gouvernementaux existants.

L'examen de durabilité effectué au début de la phase 2 a montré que la durabilité institutionnelle de la PNIN a plus de chances d'être atteinte lorsque la structure institutionnelle nationale facilite la collaboration multisectorielle et que la nutrition est identifiée comme une priorité nationale¹³⁴. En outre, le siège institutionnel de la PNIN est largement considéré comme vital pour la longévité finale de celle-ci : dans la plupart des pays, ce siège se trouve à la fois dans les bureaux nationaux des statistiques (ou équivalents, où les unités d'analyse des données sont hébergées) et dans les institutions politiques/de recherche (ou équivalents, où les unités d'analyse des politiques sont hébergées). Les travaux menés au cours de la phase 1 ont permis d'obtenir un fort sentiment d'appropriation institutionnelle de la PNIN dans ces structures gouvernementales et se sont appuyés sur ce qui existait déjà dans presque tous les pays plutôt que de créer de nouvelles structures.

La gouvernance générale de la nutrition est un facteur supplémentaire, la présence d'un dispositif multisectoriel de haut niveau offrant à la PNIN la possibilité d'influencer et d'intégrer ses principaux résultats et contributions au sein d'un écosystème plus efficace par le biais de ses résultats directs et indirects. Au Guatemala, les personnes interrogées ont fait remarquer que la PNIN serait moins durable si la lutte contre la malnutrition et les structures de coordination n'existaient qu'au niveau de la politique gouvernementale. La priorité accordée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'établissement du Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du SESAN dans la loi ont permis d'élever la nutrition au rang de priorité « d'État », garantissant ainsi une certaine protection contre les changements politiques à court terme.

Au Kenya, la durabilité de la PNIN n'était pas une priorité lors de la phase 1 (en grande partie en raison des retards dans la mise en place et dans le déroulement du projet). Toutefois, l'extension sans frais de la phase 1 actuelle permet de donner la priorité aux questions de durabilité par l'intermédiaire du Comité consultatif du projet quant à la manière dont la PNIN peut être institutionnalisée.

Le point de vue actuel est qu'il serait nécessaire de former un sous-groupe de travail au sein du PAC pour élaborer une feuille de route claire et parvenir à une perspective commune sur ce que signifie la durabilité de la PNIN, sur ce qu'il faudra faire pour la maintenir et sur la manière de convaincre les personnes nécessaires pour cela. Comme dans tous les pays, il y a unanimité sur le fait qu'on ne souhaite pas que la PNIN soit bloquée ou prenne fin, la majorité des parties prenantes souhaitant assister à l'institutionnalisation de la PNIN au cours de la phase 2. Bien que la PNIN soit intégrée dans deux institutions nationales solides (KNBS et KIPPRA), le plan d'action national pour la nutrition (KNAP) est coordonné par le ministère de la Santé, qui n'a pas le mandat ou l'autorité nécessaire pour réunir les secteurs concernés par la nutrition. En outre, le Comité thématique de haut niveau pour la nutrition, attendu depuis longtemps, n'a pas encore été ratifié par la loi au Kenya, ce qui expose la nutrition à des priorités politiques changeantes et constitue, dans cet écosystème, un risque pour la PNIN.

En Ouganda, la PNIN est intégrée dans le secrétariat de l'UNAP (plan national de nutrition de l'Ouganda) hébergé par le bureau du premier ministre, qui était responsable de la coordination lors de la phase 1. L'Ouganda a connu des retards importants dans l'institutionnalisation de la PNIN et dans la création de la demande nécessaire pour bénéficier des capacités techniques du personnel de l'UBOS (bureau des statistiques de l'Ouganda), où l'on est très conscient de l'importance de maximiser l'utilisation des données pour discerner les tendances nutritionnelles et les disparités infranationales.

¹³⁴ Examen de durabilité de la PNIN, C4N-NIPN, 2021.

Au Niger, l'étude de durabilité (mars 2021) est un plan de retrait de facto, bien qu'elle soit généralement considérée comme une ambition¹³⁵. Un élément clé pour assurer la durabilité de la PNIN est de l'intégrer davantage dans l'INS, ce qui peut être réalisé si la PNIN est mandatée en tant qu'unité ou département au sein de l'INS avec la gestion du financement du Trésor qu'un tel statut implique. Il existe en ce sens des signes positifs de volonté et d'engagement politique, mais cela risque de prendre du temps et la progression de ce processus devra être prudente et stratégique.

Au Guatemala, le changement des autorités administratives du gouvernement représente un risque évident pour la durabilité des services de la PNIN. Pour minimiser ce risque, le MTR-GUA recommande « d'établir des alliances stratégiques en dehors de l'environnement gouvernemental » et le rapport ST-RCI suggère « d'accroître la collaboration au-delà des partenaires sectoriels, et en particulier avec d'autres donateurs, partenaires de développement, réseaux SUN, du point de vue de l'institutionnalisation et de la durabilité à plus long terme de l'initiative »¹³⁶. L'institutionnalisation de la PNIN implique en fin de compte un changement d'habitudes dans la manière de travailler en promouvant et en générant une « culture de l'utilisation des données ». Dans ce sens, il est important de continuer à renforcer les processus, de former des équipes multidisciplinaires pour poursuivre l'analyse des données, ainsi que de promouvoir les accords et les engagements entre les parties intéressées et le renforcement institutionnel pour stocker les données et reproduire les expériences de gestion de l'information et des connaissances pour la prise de décision au niveau interne et multisectoriel.

Certains pays ont tendance à décentraliser la PNIN vers des structures et des systèmes infranationaux qui, s'ils sont bien gérés, permettront d'étendre la pertinence et l'impact de la PNIN au-delà du niveau national. Cette initiative est particulièrement pertinente dans les nations déjà décentralisées et dans les pays où les niveaux de malnutrition varient considérablement, car cela permettra de fournir une analyse plus fine des facteurs à l'origine de ces lourds fardeaux.

Le Kenya a une structure très décentralisée au niveau des comtés et un projet pilote est en cours pour soutenir la mise en place de la PNIN dans un comté, avec des plans d'expansion ambitieux pour la phase 2. Au Niger, la PNIN a également l'intention de tester la durabilité d'une décentralisation sur deux régions. Ceci permettra d'effectuer une analyse des données de routine disponibles et des besoins en capacités pour le renforcement des données et leur analyse. Rendre la PNIN pertinente à ce niveau de prise de décision pendant la phase 2 est considéré comme une étape clé pour soutenir sa poursuite. En Ouganda, il est prévu de mener à bien des projets pilotes pour la PNIN dans des systèmes gouvernementaux locaux.

Amener la PNIN au niveau infranational est un objectif stratégique important pour assurer son impact et sa durabilité à l'avenir. Cependant, le coût et le délai de réalisation de tout cela ne doivent pas être sous-estimés si l'on considère le temps de mise en place nécessaire au niveau national et la période plus courte de la phase 2 (qui se terminera en 2024 et en 2025). Les orientations du C4N-NIPN seront importantes pour soutenir ces processus ainsi que l'apprentissage actif et la diffusion des mesures qui fonctionnent.

¹³⁵ Pas de texte correspondant.

¹³⁶ Pas de texte correspondant.

Durabilité financière

La durabilité institutionnelle et la durabilité technique favorisent la durabilité financière de la PNIN en ce sens qu'un soutien politique de haut niveau et de la part des partenaires de développement devrait permettre d'assurer cette durabilité financière. Cependant, comme la plupart des PNIN dépendent encore du financement de l'UE et que très peu d'entre elles bénéficient d'autres allocations financières de la part de donateurs ou de gouvernements, des efforts considérables sont nécessaires pour garantir la continuité de la PNIN au-delà de la deuxième phase.

Le financement des donateurs s'effectue par l'intermédiaire de GIZ, de l'UNICEF ou du CATIE dans tous les pays de la PNIN. L'objectif est d'adopter une approche transitoire progressive permettant que le personnel soit de plus en plus intégré en tant que personnel salarié régulier du gouvernement dans les institutions nationales en question (bureaux des statistiques et unités politiques) et qu'il ne soit par conséquent plus financé par la PNIN. En outre, le coût du maintien et de l'élaboration des tableaux de bord/plateformes et de la réalisation des PAC devrait être de plus en plus assuré par les ressources propres des gouvernements. Cette transition progressive exige que les trésors nationaux réservent des fonds spécifiques aux coûts relatifs à la PNIN (pour son personnel et son fonctionnement) dans leurs plans annuels et même dans les cycles quinquennaux de planification du développement à plus long terme.

La capacité d'un pays à obtenir les budgets nécessaires varie considérablement. Le financement de la mise en œuvre des approches multisectorielles est limité au Niger, car les autres ministères impliqués dans le plan national ne disposent pas actuellement de lignes budgétaires consacrées à la nutrition. Le Kenya connaît une croissance économique plus forte et est donc plus susceptible de recevoir un financement du gouvernement, tandis qu'au Lao RDP, l'opinion générale est que la plupart des activités auront toujours besoin du financement des donateurs. Une enquête en ligne auprès des gouvernements a demandé s'il était probable que la PNIN continue à exister après le retrait du financement des donateurs. 37 % des personnes interrogées ont répondu que c'était « très probable » et 48 % ont répondu que c'était « assez probable »¹³⁷.

Au Niger, plusieurs pistes sont explorées pour dégager des ressources ; une proposition actuellement examinée par la DUE vise à élargir la base de financement des partenaires qui, jusqu'à présent, dépendait de deux donateurs. Comme le Niger s'oriente lentement vers un financement plus axé sur le développement et un « rétrécissement » de l'espace humanitaire et des flux de financement, cela signifie qu'un financement plus fiable et prévisible devrait être disponible pour augmenter le soutien du gouvernement (en espèces et en nature) pour la PNIN. La reconnaissance généralisée du fait que plusieurs années de réponse humanitaire et de budgets d'urgence importants n'ont pas empêché la malnutrition signifie également que les données et les preuves de ce qui fonctionne pour réduire les taux d'émaciation, de retard de croissance et d'anémie sont encore plus importantes. La PNIN peut et doit être à l'avant-garde de cette analyse et, en fin de compte, de la responsabilisation des acteurs dans la mise en œuvre de la PNSN.

Au Niger, la durabilité peut également être améliorée par une plus grande implication des parties prenantes et des partenaires de la nutrition dans la formulation et l'analyse des questions, la PNIN faisant déjà des ouvertures à diverses organisations partenaires, avec par exemple la formulation de questions par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la sécurité alimentaire et la DUE sur le HDN. À certains égards, la durabilité et la visibilité de la PNIN sont synonymes. Le rôle de la PNIN, qui consiste à aider les secteurs dans le suivi et la responsabilisation de la mise en œuvre de la PNSP, à fournir des données sur les tendances et les analyses nutritionnelles aux décideurs du gouvernement et des organisations partenaires et à répondre à des questions d'une importance cruciale relatives à la programmation, suggère que la PNIN en a assez fait, et en peu de temps, pour que les parties prenantes soient peu enclines à la laisser partir par manque de financement. En outre, l'étude de durabilité décrit les frais de fonctionnement de l'INS et du HC3N et la manière dont ceux-ci pourraient être pris en charge par le gouvernement sur une période de deux à trois ans, l'INS prenant en charge les coûts supplémentaires

¹³⁷ Évaluation finale de la PNIN EU-UNICEF au Lao RDP, 2018-2022, Baastel, 2022.

de la PNIN qui ne sont actuellement pas financés par le gouvernement, tels que les chauffeurs, la secrétaire, les locaux, etc. Pour ce faire, la PNIN pourrait être « promue » au rang d'unité ou même de département au sein même de l'INS, ce qui garantirait un niveau minimum de financement et assurerait sa durabilité. Une autre approche envisagée consiste à élargir la base de financement de la PNIN au-delà de GIZ et à aligner cette ambition sur la stratégie de communication et de visibilité en tant qu'approche clé de la durabilité.

Au cours des deux premières années de la mise en œuvre du projet en Côte d'Ivoire, le gouvernement aurait contribué à hauteur d'un peu moins d'un quart des coûts¹³⁸ de la PNIN, ce qui témoigne de son engagement. La DUE a souligné la nécessité d'élaborer une stratégie de sortie du financement par un seul donateur et de diversifier la base de financement pour garantir la viabilité à long terme de la PNIN. Le gouvernement a également pris de solides engagements écrits en envoyant une lettre au premier ministre dans laquelle sont décrits les engagements en question, afin de permettre la « collecte régulière de données relatives à la nutrition auprès des ministères concernés » et de déployer des ressources humaines pour la mise en œuvre du projet. Ces engagements ont été tenus : depuis 2018 et le début de la PNIN, le Secrétariat exécutif du Conseil national pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance (SE-CONNAPE) génère des données et le SE-CONNAPE a également recruté cinq agents. La Côte d'Ivoire est le seul gouvernement à avoir mis à disposition une équipe entière de fonctionnaires pour la mise en œuvre de la PNIN.

Au Kenya, le personnel rémunéré pour assumer les responsabilités de la mise en œuvre de la PNIN est désormais directement couvert par les postes et les salaires du gouvernement. Il est fort possible que l'unité d'analyse des données soit maintenue au sein du KNBS à un niveau inférieur, le personnel poursuivant certaines des activités liées à la PNIN (telles que le maintien du tableau de bord) mais avec une « double casquette » puisqu'il assume également d'autres tâches. Certains membres du personnel du KNBS sont déjà formés pour assumer d'autres rôles si la phase 2 de la NIPFN était bloquée. Le KIPRA doit procéder par défaut à cette analyse politique après avoir perdu son analyste politique de la NIPFN, qui n'a pas encore été remplacé. L'accent mis au niveau national sur les plans de développement à moyen terme au Kenya est une occasion importante de maintenir la PNIN, car cela permettrait d'intégrer la NIPFN dans les plans sectoriels pour lesquels des budgets sont alloués. L'UNICEF plaide pour que 12 % des coûts de la phase 2 de la NIPFN soient alloués par le gouvernement et que tous les ministères sectoriels intègrent la NIPFN dans leurs plans avec le financement associé¹³⁹. Toutefois, la nature « hors budget » du financement pourrait rendre le financement de la trésorerie pour la PNIN plus difficile pour le gouvernement.

L'absence d'accord sur l'alignement des phases 1 et 2, le manque de clarté sur les rôles et les responsabilités des différentes institutions et l'accord financier constituent un risque important pour la durabilité de la PNIN au Kenya. Une question qui n'a pas encore été résolue est celle de savoir qui ou quelle organisation devrait être le dépositaire de la PNIN. Cette situation est devenue moins claire au cours de la phase 2 lorsqu'il a fallu déterminer les priorités de la NIPFN et la feuille de route pour en assurer la continuité. Jusqu'à présent, la PNIN n'a pas contacté d'autres donateurs pour diversifier sa base de financement, en partie parce qu'elle espérait que le gouvernement commencerait à contribuer davantage à la PNIN.

En Ouganda, à la fin de la phase 1, l'étude et les plans de durabilité devaient être achevés, mais cela n'a pas été le cas en raison de retards dans le recrutement d'un consultant au sein de l'OPM (Bureau du premier ministre). Il s'agira toutefois d'une priorité de la phase 2, avec le soutien de l'UNICEF et du C4N.

En Éthiopie, la PNIN est entièrement financée par les donateurs et les parties prenantes signalent qu'elle ne pourra pas poursuivre sa mise en œuvre de manière indépendante à la fin de la phase 2. Il existe cependant deux stratégies de durabilité. La première consiste à intégrer l'EPHI, le ministère de la Santé et le ministère de l'Agriculture avec le CT-SER et le référentiel de données dans le Centre national de gestion

¹³⁸ Examen à mi-parcours de la PNIN en Côte d'Ivoire, C4N-NIPN, 2021.

¹³⁹ Kenya. Entretien avec un informateur clé. Mai 2023. N4D.

des données (NDMC). En outre, le fait que les différents ministères soulèvent de plus en plus spontanément des questions contribue et témoigne de la durabilité de la PNIN. De plus, le fait d'être au sein de l'EPHI signifie que la PNIN sera toujours présente d'une façon ou d'une autre. La seconde stratégie consiste à faire de la PNIN une structure organisationnelle clairement définie au sein de l'EPHI au lieu d'un projet.

Dans tous les pays de la PNIN, il existe un fort sentiment de fierté justifié grâce aux résultats obtenus à ce jour et au chemin parcouru (qui a parfois été difficile) par le personnel national et les partenaires de développement. Tous souhaitent à l'unanimité que la PNIN continue son œuvre après la phase 2 et sont convaincus que la durée plus courte du contrat pour la phase 2 ne laissera pas suffisamment de temps à la PNIN pour se positionner pleinement et assurer sa longévité. Il faudra également du temps pour identifier plusieurs sources de financement, pour intégrer la PNIN dans les départements existants, pour passer à un personnel gouvernemental entièrement financé et pour plaider en faveur de budgets du Trésor couvrant les frais de fonctionnement ainsi que les frais de personnel.

L'incertitude concernant les ressources futures de la PNIN doit être contrebalancée par des jugements qui évitent de perdre le personnel qualifié de la PNIN, qui possède aujourd'hui tant d'expérience collective, de connaissances et de capacité à diriger la PNIN de l'avenir. Cette perte de personnel se produit dans certains pays et, bien qu'elle ne puisse pas être entièrement évitée, elle retarde les progrès, car les processus de nouveaux recrutements prennent des semaines et des mois de temps et d'efforts. Le C4N-NIPN joue un rôle clé pour juger l'intérêt des donateurs pour la PNIN et pour communiquer les intentions au niveau mondial le plus tôt possible, alors que les pays mettent en place des plans de durabilité.

Les dispositions contractuelles pour la phase 2 de la PNIN avec GIZ, l'UNICEF et le CATIE contournent les accords directs avec les gouvernements et sont considérées dans certains pays et par plusieurs acteurs mondiaux comme ayant un impact négatif sur l'intégration de la PNIN dans les systèmes gouvernementaux, ce qui risque d'éroder le principe d'appropriation nationale. Ce risque est plus élevé dans certains pays que dans d'autres, où l'autonomisation et la localisation ne figurent pas parmi les priorités, car cela aura une incidence directe sur la durabilité institutionnelle et financière des PNIN. Ces nouvelles dispositions contractuelles étaient toutefois une condition préalable à la poursuite de la PNIN dans le cadre du financement de l'UE.

Les parties prenantes de certains pays considèrent que ces nouvelles modalités établies pour la phase 2 sont une « perte d'autonomisation ». La responsabilité de la PNIN incombe toujours aux institutions gouvernementales en termes de collecte et d'analyse de données ainsi que de prise de décisions politiques, mais la planification globale des activités et la responsabilité ont été en partie supprimées par la surveillance des partenaires de développement qui gèrent le budget. Il semble également y avoir des différences dans la manière dont les différents donateurs ont abordé la phase 2, allant d'une approche de soutien et d'autonomisation à une approche où l'appropriation montre des signes d'affaiblissement. Au Kenya, l'approche actuelle présente des risques pour la poursuite de l'intégration de la PNIN dans les systèmes gouvernementaux, les niveaux de confiance entre les différentes parties prenantes ne sont pas optimaux et la réalisation de l'affectation future des budgets du Trésor n'est pas claire (en partie à cause des réglementations « hors budget »). Par ailleurs, au Niger, la phase 2 de la PNIN est fermement ancrée dans les institutions nationales et toutes les décisions et la planification sont prises collectivement.

Les frais généraux de la phase 2 sont susceptibles d'être importants dans le cadre des nouvelles dispositions, ce qui en retour réduit le montant des fonds disponibles pour les activités de la PNIN. Toutefois, l'analyse comparative des coûts administratifs et institutionnels entre les différents partenaires de développement et entre les phases 1 et 2 n'entre pas dans le champ de cette étude.

Le C4N-NIPN joue un rôle clé dans l'interaction avec les acteurs mondiaux afin d'éclairer leur compréhension des résultats obtenus par la PNIN ainsi que de ses contraintes. Comme l'ont fait remarquer plusieurs informateurs clés au niveau mondial, expliquer la PNIN, présenter le processus menant aux

activités concrètes entreprises et expliquer comment celles-ci sont liées aux résultats (impacts) directs et indirects n'est pas une tâche facile. La communication de « l'histoire de la PNIN » est un aspect essentiel pour conserver le soutien aux pays au niveau mondial, en particulier en ce qui concerne l'obtention d'un délai suffisant pour intégrer davantage les processus et les ressources nécessaires afin d'assurer l'avenir de la PNIN au-delà de la deuxième phase actuelle.

En conclusion, la phase 2 de la PNIN a souligné une approche concertée sur la durabilité, la plupart des pays ayant élaboré des stratégies et des plans pour assurer la longévité de la PNIN sur la base des orientations mondiales et des réalités propres à chaque pays. La dépendance à l'égard d'un seul donateur est élevée, bien que les gouvernements apportent leur contribution et envisagent d'intégrer davantage la PNIN dans leurs institutions. Tous pensent à l'unanimité qu'il faudra plus de temps pour assurer la transition et maintenir la PNIN au-delà de la phase 2 et, compte tenu des résultats positifs obtenus par les pays, un retrait soudain du financement des donateurs serait contre-productif. De plus, les risques posés par les nouvelles dispositions contractuelles doivent être gérés avec soin pour pouvoir préserver les acquis de la phase 1.

Section 4 : conclusions et recommandations

L'approche et l'expérience de la PNIN ont des implications importantes pour les pays confrontés à des défis nutritionnels complexes qui ont besoin d'un niveau de supervision et d'hébergement des données pour le suivi de leurs plans d'action multisectoriels de nutrition et d'une analyse continue pour éclairer les prises de décisions et les politiques nutritionnelles fondées sur des preuves. Les recommandations ci-dessous sont délibérément ambitieuses car nous pensons que la PNIN obtiendra des résultats de plus en plus impressionnants, tant au niveau national que mondial. Elles sont classées en quatre grandes rubriques : (1) Saisie mondiale et apprentissage ; (2) Financement et durabilité ; (3) Déploiement de la PNIN ; et (4) Renforcement des données et plaidoyer. Ces recommandations sont délimitées en fonction de si elles présentent une priorité moyenne ou élevée lors la phase 2, ou si elles devraient être prises en compte dans une éventuelle phase 3 ultérieure. Les organisations responsables de la mise en œuvre de ces recommandations sont également indiquées.

4.1 Saisie mondiale et apprentissage

Analyse de l'économie politique

L'aspect le plus important de la réussite de la PNIN a été sans aucun doute l'intégration de l'initiative dans les structures et les systèmes gouvernementaux, de manière à permettre un engagement multisectoriel en faveur de la nutrition. À part le Bangladesh, tous les pays de la PNIN ont réussi, à des degrés divers, à sélectionner des situations institutionnelles gouvernementales appropriées pour cette initiative. De plus, l'accès aux données multisectorielles (une condition préalable à l'efficacité de la PNIN) dépend sans aucun doute de la situation institutionnelle de la PNIN et semble être mieux assuré lorsque la situation et le soutien institutionnels de la PNIN sont étayés par une autorité et une influence convocatrices intersectorielles. La capacité de la PNIN à s'appuyer sur les perspectives des décideurs d'un gouvernement et à les influencer dépend également de sa situation institutionnelle et de sa proximité avec le processus de prise de décision. La situation institutionnelle précise de la PNIN a varié d'un pays à l'autre, mais avec certains points communs. Il n'a cependant pas été possible, dans le cadre de cette évaluation, de procéder à une analyse approfondie de la gouvernance politique afin de tirer les enseignements clés d'une situation institutionnelle optimale.

- **Il est recommandé, dans une phase 3 ultérieure,** que le C4N-NIPN recrute un spécialiste pour analyser en détail l'économie politique ainsi que pour étudier la manière dont les différentes dispositions institutionnelles ont impacté les fonctions de la PNIN et ont contribué à l'appropriation nationale. De plus, cette analyse devrait permettre de déterminer si certains types d'accords confèrent une plus grande chance de durabilité à la PNIN grâce aux investissements et aux ressources du gouvernement. Cela servira aux futurs pays de la PNIN ou à des initiatives similaires en termes de planification des situations ou systèmes institutionnels appropriés.

Dossiers sur les politiques

Les pays ont produit de nombreuses questions politiques et techniques par le biais du processus de questions politiques, ce qui a constitué une part importante de l'effort de la PNIN et pour lequel les équipes nationales ont investi beaucoup de temps et d'expertise. Ces résultats sont facilement accessibles sur les sites Web des pays de la PNIN. Cependant, il n'y a pas eu de suivi systématique pour générer une vue d'ensemble des mesures concernant les personnes qui ont reçu, lu et utilisé les dossiers et, surtout, pour savoir quels résultats ont eu le plus d'impact et pourquoi.

- **Il est recommandé, en tant que priorité moyenne lors de la phase 2,** que les équipes nationales de la PNIN examinent la manière dont leurs dossiers sur les politiques ont été utilisés et comment ceux-ci génèrent les mesures nécessaires. Le C4N-NIPN pourrait développer des orientations « non contraignantes » sur la manière de mener l'examen et de synthétiser les résultats en vue d'un apprentissage transfrontalier et d'une diffusion mondiale.

Tableaux de bord

Les tableaux de bord de la PNIN (qui, dans certains pays, comprennent des référentiels de données) sont devenus des produits très appréciés au niveau national. Les tableaux de bord constituent une plateforme centralisée pour les données et les rapports nutritionnels et fournissent également des infographies conviviales pour une série d'acteurs, y compris les décideurs politiques. Les pays ont fait d'énormes progrès en matière de compilation de données multisectorielles sur la nutrition dans les tableaux de bord et les référentiels, chaque pays abordant le tableau de bord d'une façon unique et avec des forces et des faiblesses différentes en fonction du contexte. Cependant, il n'y a pas eu d'apprentissage transfrontalier sur les meilleures pratiques en matière de tableaux de bord, ni de partage des pratiques innovantes, ni de détermination systématique de la fréquence avec laquelle ces tableaux de bord sont lus, comment ils sont utilisés et par qui. Il en va de même pour les référentiels de données qui peuvent être attachés aux tableaux de bord.

- **Il est recommandé, dans une phase 3 ultérieure**, que le C4N-NIPN effectue un examen des tableaux de bord afin de partager les apprentissages transfrontaliers et de contribuer à maximiser l'utilisation et l'utilité de ces tableaux de bord.
- **Il est recommandé, en tant que priorité moyenne lors de la phase 2**, que l'examen des tableaux de bord fasse effectuer une estimation du coût annuel de la maintenance de chaque tableau de bord national afin d'alimenter les discussions sur la durabilité de la PNIN.

Théories du changement

La TdC mondiale adaptée de la PNIN sert à clarifier les résultats directs pour lesquels la PNIN est tenue responsable et ceux auxquels la PNIN contribue indirectement avec d'autres acteurs clés. Une adaptation plus poussée de la TdC mondiale n'est pas nécessaire. Cependant, des TdC spécifiques à chaque pays sont nécessaires pour saisir pleinement les dispositions institutionnelles et les activités conduisant à des résultats directs et indirects dans chaque contexte unique. Elles aideront les pays à suivre et à évaluer leur PNIN ainsi qu'à communiquer plus efficacement la valeur ajoutée de la PNIN aux acteurs internes et externes. Les cadres de résultats (CR) adaptés devraient également donner aux PNIN la possibilité de fournir des mises à jour narratives concernant la mise en œuvre et les progrès, afin de mieux saisir les nuances nationales. Les TdC spécifiques à chaque pays et les CR associés permettront au C4N-NIPN de fournir plus efficacement des récits convaincants sur les pays et de mettre en évidence les résultats obtenus par la PNIN auprès des parties prenantes clés au niveau mondial.

- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2**, que des TdC et des CR spécifiques à chaque pays soient élaborés afin de garantir que les différents contextes nationaux soient pris en compte et que les processus spécifiques à chaque pays soient identifiés et renforcés afin d'obtenir des résultats optimaux. Cette activité doit s'adresser en priorité aux pays qui ont déjà manifesté un vif désir d'être soutenus par le C4N-NIPN, les autres pays pouvant être soutenus lors d'une éventuelle phase 3 ultérieure.

Impact de la PNIN sur les politiques et plan nationaux de nutrition

Il est reconnu, dans tous les pays, que la PNIN a besoin de beaucoup plus de temps pour éclairer et influencer l'élaboration de politiques et les investissements multisectoriels dans le domaine de la nutrition, notamment en raison du retard pris dans la mise en place de la PNIN au cours de la phase 1. Cependant, dans plusieurs pays, la PNIN a effectivement posé les bases d'une influence sur la politique à venir, tant pour les secteurs individuels que pour les politiques multisectorielles et les plans qui en découlent. Cela n'est pas surprenant étant donné que le travail de la PNIN est centré sur le renforcement des capacités sectorielles afin d'intégrer des indicateurs nutritionnels dans les plans sectoriels, ainsi que sur la demande croissante d'un large éventail de parties prenantes dans de multiples secteurs pour que les questions politiques soient acceptées et analysées dans le cadre du PAC.

Il existe quelques exemples positifs de résultats et d'analyses de la PNIN qui contribuent déjà à l'élaboration

de plans multisectoriels de nutrition et de plans sectoriels spécifiques ainsi qu'à leurs cadres de suivi et d'évaluation respectifs. Il existe également des exemples où la PNIN joue un rôle clé dans le suivi de la mise en œuvre et de l'impact des plans d'action nationaux de nutrition.

- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2,** que les impacts dans les pays les plus avancés soient soigneusement décrits, documentés et résumés par les pays travaillant avec le C4N-NIPN, afin de soutenir la collecte, la synthèse et la diffusion à des fins d'apprentissage transfrontalier, de plaidoyer mondial et de collecte de fonds.

4.2 Financement et durabilité

Renforcement de la durabilité par le biais d'une plus grande visibilité et d'une meilleure planification

La durabilité de la PNIN dépend dans une certaine mesure de sa pertinence, de sa cohérence et de sa visibilité au niveau mondial et national. Sa pertinence potentielle au niveau mondial n'a pas été privilégiée au cours de la phase 1, ce qui a mené à des occasions manquées. La durabilité à long terme dépend en fin de compte de l'engagement des gouvernements nationaux en matière de nutrition et de la preuve que les efforts fournis pour la lutte contre la malnutrition sont soutenus par un système d'information et d'analyse de type PNIN. Toutefois, il est urgent de mieux démontrer la « valeur ajoutée » de la PNIN aux acteurs mondiaux, régionaux et nationaux, et tout particulièrement aux donateurs potentiels.

Au niveau régional, les pôles du Mouvement SUN récemment constitués couvrent tous les pays de la PNIN (stables et fragiles). Les produits et les résultats de la PNIN pourraient être amplifiés par un engagement avec les coordinateurs de ces pôles (Cf. ci-dessous). En outre, il existe de nombreuses entités régionales axées sur la nutrition et une importante stratégie de leadership en matière de nutrition sous l'égide de l'UA. Ces entités doivent être mises au courant des services de la PNIN, car l'analyse des données et les dossiers sur les politiques élaborés par la PNIN leur permettront de mieux comprendre les défis et les solutions en matière de nutrition au niveau régional.

Plusieurs pays de la PNIN ont élaboré des plans formels de durabilité, tandis que d'autres discutent de manière informelle sur la manière d'assurer la durabilité de la PNIN dans l'éventualité où aucun financement supplémentaire ne serait disponible pour une phase 3 de la PNIN. Ces plans varient d'un pays à l'autre, mais ils peuvent impliquer de plaider pour que la PNIN obtienne le statut d'unité ou de département, ce qui lui confère automatiquement un certain degré de financement public. Des efforts pourraient également être déployés pour transférer les responsabilités de la PNIN, actuellement assumées grâce à un financement de l'UE, vers du personnel à long terme financé par le gouvernement. Certains pays s'efforcent également de faire en sorte que les coûts des tableaux de bord soient financés par les mécanismes de financement du bureau des statistiques.

- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2,** que les pays de la PNIN soient soutenus par le C4N-NIPN pour élaborer des dossiers commerciaux afin d'encourager le soutien à moyen terme des organisations donatrices au niveau national et/ou régional. Les TdC spécifiques à chaque pays, les CR qui les accompagnent ainsi que les « récits de changement » succincts de la PNIN qui montrent la valeur ajoutée des données, de l'analyse et de l'engagement politique, devraient être au cœur de ces dossiers commerciaux. Les contributions des gouvernements en espèces et en nature ainsi qu'une feuille de route détaillée pour une durabilité totale doivent être incluses. Le niveau infranational sera un élément important des dossiers commerciaux dans les pays de la PNIN où est testée la décentralisation.
- **Il est recommandé, en tant que priorité moyenne lors de la phase 2,** que le C4N-NIPN commence à développer une approche de la PNIN rationalisée qui pourrait être introduite dans de nouveaux pays ou dans des pays de la PNIN existants où le financement d'une phase 3 ultérieure est incertain.

- **Il est recommandé, en tant que priorité moyenne lors de la phase 2,** que le C4N-NIPN, avec le soutien de l'UNICEF, réalise une cartographie des principales entités régionales axées sur la nutrition et partage ces informations avec leurs collègues nationaux de la PNIN pour que ceux-ci assurent la liaison et la coordination, en proposant les services de la PNIN lorsque cela est pertinent et en transmettant des données, des analyses et des dossiers politiques aux points focaux régionaux de la nutrition.
- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2,** que le C4N-NIPN s'engage directement auprès de la nouvelle organisation hôte du GNR pour démontrer les meilleures pratiques de la PNIN en matière de données, de preuves et de suivi des plans d'action nationaux multisectoriels de nutrition. Ceci devrait également être reflété dans le rapport du GNR et dans les cadres de responsabilisation en matière de nutrition du GNR (NAF) et mis à jour annuellement. Le C4N-NIPN pourrait faire appel de façon utile à l'un des membres de l'EAG impliqués dans le GNR pour soutenir ce processus.
- **Il est recommandé, dans une phase 3 ultérieure,** que la PNIN crée une meilleure visibilité de son travail grâce à des efforts concertés pour soutenir les PNIN nationales dans la rédaction d'articles dans des revues non évaluées par des pairs et sur des plateformes Web qui recueillent et diffusent des récits de type PNIN (bulletin de l'OMS, Field Exchange, séries sur la nutrition de l'IFPRI, etc.).
- **Il est recommandé, en tant que priorité moyenne lors de la phase 2,** de développer des partenariats mondiaux avec d'autres initiatives de données telles que la cartographie et l'analyse de la vulnérabilité (VAM) du Programme alimentaire mondial (PAM), le système d'information et de cartographie sur l'insécurité et la vulnérabilité alimentaires (SICIAV), DHIS2 et SMART, afin de faciliter le partage des données et la collaboration entre ces initiatives et la PNIN au niveau national. L'accent devrait également être mis sur la mise en évidence des lacunes importantes en matière de données, qui devraient être comblées au niveau mondial.
- **Il est recommandé, en tant que priorité moyenne lors de la phase 2,** de rechercher des partenariats pour répondre aux besoins spécifiques des PNIN nationales, avec l'aide des TdC propres à chaque pays comme par exemple celles qui s'occupent de l'analyse des risques nutritionnels et climatiques et de l'analyse du coût des régimes alimentaires.

Visites approfondies

Les visites rapides (de cinq jours) des pays effectuées par N4D pour les évaluations de l'impact ont permis d'obtenir des connaissances, des apprentissages et des preuves qu'il n'était pas possible d'obtenir par de simples examens documentaires et lors des entretiens avec les parties prenantes réalisés à distance. Ceci s'explique par le fait que la PNIN est une initiative complexe et qu'il est par conséquent difficile de saisir la diversité des PNIN nationales par le biais du système mondial de rapport centralisé. Par conséquent, la PNIN a eu du mal à présenter une « valeur ajoutée » convaincante au niveau mondial qui décrive de manière adéquate les résultats directs et indirects dans l'ensemble des contextes de la PNIN pour les parties prenantes au sein de l'écosystème mondial de la nutrition.

- **Il est recommandé, en tant que priorité moyenne lors de la phase 2,** que le C4N-NIPN envisage de réaliser des visites approfondies dans les pays restants non couverts par N4D lorsque leur phase 2 sera presque terminée, afin d'améliorer la compréhension des résultats et de l'impact de la PNIN et d'utiliser ces informations pour continuer à raconter l'histoire de la valeur ajoutée de la PNIN.

Adaptation à l'évolution des besoins

Il est clair que la PNIN a élargi et adapté son champ d'analyse aux besoins spécifiques des contextes nationaux et il est affirmé dans ce rapport que cette adaptabilité est importante pour la durabilité de la PNIN. Il a été prouvé que la PNIN a entrepris une analyse pour répondre au besoin de renforcer le nexus et pour évaluer l'impact de la COVID-19, à titre d'exemples d'adaptation.

D'autres domaines potentiels d'analyse dans les pays de la PNIN pourraient se concentrer sur l'impact du climat et des mesures d'atténuation du climat sur les indicateurs nutritionnels ainsi que sur le suivi des affectations des ressources financières destinées à la nutrition. Le premier pourrait éclairer les mesures d'atténuation face au défi mondial du changement climatique, tandis que l'accent mis sur les flux de ressources pourrait jouer un rôle de responsabilisation pour les partenaires nationaux et les partenaires de développement.

Il est notoirement difficile d'obtenir des données fiables sur les ressources nationales affectées à la nutrition, ce qui s'explique en partie par la faiblesse des méthodes d'évaluation des coûts des programmes sensibles à la nutrition. Le Mouvement SUN s'est efforcé d'obtenir et de générer de telles données, bien qu'il semble que celles-ci soient encore peu nombreuses au niveau national.

- **Il est recommandé, en tant que priorité moyenne lors de la phase 2,** que le C4N-NIPN procède, au niveau mondial, à un examen de la faisabilité institutionnelle et technique de l'analyse par pays et du rôle potentiel dans l'élaboration d'une méthodologie ou d'orientations pour les PNIN au niveau national afin d'entreprendre un tel travail concernant les principaux défis du moment, y compris les risques climatiques et le financement de la nutrition.
- **Il est recommandé, en tant que priorité moyenne lors de la phase 2,** que les équipes nationales de la PNIN dressent la carte des acteurs potentiels du climat au niveau national en vue de déterminer les possibilités de collaboration, y compris le partage des données et la possibilité d'élaborer des questions relatives au climat pour le processus PAC.
- **Il est recommandé, en tant que priorité moyenne lors de la phase 2,** que les pays souhaitant développer de meilleurs systèmes de données pour suivre les dépenses en matière de nutrition soient soutenus de manière proactive par le C4N-NIPN en tandem avec le Secrétariat du Mouvement SUN, en apportant une assistance technique si nécessaire pour aider les PNIN à développer des approches spécifiques à chaque pays.

Préservation de la continuité des PNIN

Malgré les difficultés rencontrées au début de la phase 1, la PNIN a généralement fait d'énormes progrès, qui doivent être désormais maintenus et entretenus. Dans la plupart, voire la totalité, des pays de la PNIN, il serait impossible pour le gouvernement de prendre en charge les coûts d'une PNIN pleinement opérationnelle dans le cadre de la phase 2, bien qu'il existe des possibilités pour le gouvernement d'absorber progressivement une plus grande partie des coûts. Il est donc impératif que les donateurs continuent à soutenir l'initiative de la PNIN au-delà de la phase 2. Les nouvelles dispositions institutionnelles de la phase 2, qui prévoient l'affectation de fonds à l'UNICEF, CATIE et GIZ plutôt qu'aux parties gouvernementales nationales directement, peuvent conférer des avantages, mais celles-ci présentent également des risques pour le maintien et le renforcement de l'appropriation nationale dans certains pays.

- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2,** que le C4N-NIPN suive de près la situation dans ces pays à risque afin de s'assurer que les nouveaux accords de financement ne retardent pas les progrès et ne compromettent pas l'appropriation nationale. En outre, la position du personnel qualifié de la PNIN doit être protégée et maintenue pendant toutes les périodes d'incertitude.

Soutien mondial à la mise en œuvre de la PNIN

Le C4N-NIPN a apporté des moyens et des conseils essentiels et les équipes nationales de la PNIN sont généralement très satisfaites de l'assistance technique reçue. Le rôle du C4N-NIPN dans l'organisation de rassemblements mondiaux a également été d'une importance vitale pour l'apprentissage transfrontalier. Le rôle, la valeur et l'impact de l'EAG sont moins certains et se sont apparemment affaiblis au fil du temps, avec moins de connexion avec les développements et besoins de la PNIN au niveau national.

L'évaluation conclut que le C4N-NIPN pourrait jouer un rôle plus important pendant la phase 2 et au-delà, notamment en ce qui concerne le soutien à l'apprentissage et le renforcement des connexions entre la PNIN et d'autres initiatives pertinentes au niveau mondial et régional. Cela permettra non seulement d'améliorer l'utilité des activités, des produits et des résultats actuels de la PNIN, mais aussi de renforcer sa capacité à se déployer plus largement et à devenir durable à long terme.

- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2,** que le C4N-NIPN et l'UNICEF réalisent un exercice de cartographie stratégique mondial et régional afin d'élaborer un plan de visibilité et de communication mondial et régional pour faire avancer la PNIN pendant la phase 2 et au-delà. Plusieurs partenariats mondiaux potentiellement importants sont mis en évidence dans cette section de conclusions et recommandations.
- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée de la phase 2,** d'explorer et de garantir une base de financement plus large pour la phase 3 de la PNIN, et ce pour tous les pays de cette dernière (actuels et futurs), dans le but précis de passer à un financement durable d'origine nationale à la fin de la phase. Une réunion du réseau mondial des donateurs SUN, au cours de laquelle le C4N-NIPN présenterait et mettrait en valeur les réalisations de la PNIN, pourrait contribuer à revitaliser l'engagement des donateurs et à galvaniser le financement. De plus, le rôle mondial de l'UNICEF dans la PNIN comprend le plaidoyer auprès des donateurs et il doit être activement encouragé à assumer cette responsabilité.

4.3 Déploiement de la PNIN

Partenariat avec le Mouvement SUN

L'intention a toujours été de développer la PNIN pour répondre aux besoins des pays du Mouvement SUN, en vue d'obtenir des données de meilleure qualité et de meilleures politiques fondées sur des preuves. La PNIN n'a toutefois pas été en mesure d'ajouter de nouveaux pays à cette initiative. Elle s'est plutôt concentrée sur la consolidation entre les phases 1 et 2 dans les mêmes pays (à l'exception de la Zambie, qui est actuellement en train d'être réintroduite dans la PNIN). Le besoin de données plus nombreuses et de meilleure qualité n'est pas moins urgent qu'il ne l'était lors de la conception initiale de la PNIN en 2013/2014. En effet, tous les chocs et événements mondiaux rendent les services de la PNIN encore plus importants aujourd'hui. L'une des contraintes à l'extension de la PNIN a été la durée plus longue que prévue de la mise en place des pays au cours de la phase 1 et les retards accumulés lors du passage à la phase 2. Cependant, une grande partie de l'apprentissage du processus d'institutionnalisation de la PNIN, de la mise en place des plateformes de données et du travail réalisé par le biais des cycles de questions politiques a eu lieu au niveau national.

- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2,** que l'interaction plus stratégique du C4N-NIPN avec le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) et les pôles régionaux et de convergence comprennent un plaidoyer pour que le SMS et l'UNICEF diffusent activement des informations sur la PNIN afin de créer une plus grande demande pour les activités et les services de celle-ci dans les pays du Mouvement SUN. Le soutien du C4N à la phase 3.0 du Mouvement SUN est une autre occasion de renforcer les liens entre la PNIN et le SUN et doit être exploité grâce à ce soutien financé par l'UE et le BMZ.

- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2,** que le C4N-NIPN travaille en étroite collaboration avec le SMS et l'UNICEF afin d'identifier les pays susceptibles d'accueillir la PNIN et où il existe une demande pour les activités de cette dernière. À une plus grande échelle, le C4N-NIPN, l'UNICEF et le SMS devraient prendre en compte les contextes stables et fragiles afin de démontrer la pertinence de la PNIN dans différents contextes et de décrire les différents modèles de soutien et de services qu'elle fournit. Pour ce faire, le C4N-NIPN devra travailler en étroite collaboration avec les nouveaux pôles régionaux pour les contextes stables et le pôle de convergence pour les pays classés comme fragiles.
- **Il est recommandé, en tant que priorité moyenne lors de la phase 2,** que les équipes d'analyse des données et des politiques des pays où la PNIN est particulièrement bien établie soient utilisées pour fournir un soutien par les pairs au démarrage de la PNIN dans les nouveaux pays, en organisant des visites de ces derniers. L'un des principaux objectifs de cet engagement sera d'aider les nouveaux pays à mettre en place plus rapidement les systèmes et les processus de la PNIN afin d'éviter des périodes de démarrage trop longues. En encourageant l'apprentissage et l'engagement directs, il pourrait y avoir un soutien continu ou un mentorat pour les nouveaux pays « appariés » à la PNIN, qui s'appuient sur le C4N-NIPN pour obtenir des orientations générales, des outils et des rassemblements, ainsi qu'un accès aux principaux développements et initiatives mondiaux qui ont une incidence sur la PNIN. En outre, une approche de la PNIN plus rationnelle devrait être pleinement articulée par le C4N-NIPN avec le soutien de l'UNICEF et du CATIE sous la forme d'un bref document d'orientation et devrait être partagée avec les nouveaux pays et les pays de la PNIN existants en mesure de fournir un soutien par les pairs.

Décentralisation de la PNIN

Jusqu'à présent, la PNIN s'est surtout concentrée sur des activités au niveau national, bien que certains pays de la PNIN aient commencé à déléguer des activités par le biais de programmes pilotes. Il est généralement admis qu'il est nécessaire d'amener la PNIN au niveau des comtés, des régions et des districts afin d'accroître son influence et son impact et de soutenir sa pertinence, sa cohérence et sa durabilité à plus long terme.

- **Il est recommandé, en tant que priorité moyenne lors de la phase 2,** d'aider les pays de la PNIN dotés d'un processus de prise de décision décentralisé et d'une décentralisation fiscale efficace à transférer les PNIN au niveau infranational et de veiller à ce que les pays qui ont déjà entamé la phase pilote de ce processus partagent leurs connaissances au profit de ces pays de la PNIN. Le renforcement des capacités infranationales sera une composante importante de cet effort. L'apprentissage doit porter sur les processus, les coûts et les résultats et contribuer à expliquer comment la PNIN peut influencer la coordination et la planification décentralisées pour lutter contre la malnutrition.

Renforcement des capacités à mettre en œuvre la PNIN

Le renforcement des capacités au niveau national a été une priorité majeure pour toutes les PNIN au cours de la phase 1 et un élément clé pour soutenir la localisation et l'appropriation de la plateforme par les gouvernements. Il est cependant difficile de savoir dans quelle mesure ces activités ont été efficaces. La sensibilisation, l'amélioration des connaissances et des compétences et le renforcement des coalitions sont les trois principaux domaines dans lesquels le renforcement des capacités de la PNIN a donné des résultats positifs.

La sensibilisation et la collaboration avec le personnel sectoriel pour intégrer des indicateurs nutritionnels dans les plans et programmes sectoriels ainsi que dans les stratégies et plans d'action multisectoriels de nutrition ont donné de bons résultats dans certains pays et constituent une réalisation majeure. La mise en œuvre du PAC a impliqué le renforcement des capacités des parties prenantes du secteur pour que celles-ci comprennent mieux le rôle que les secteurs peuvent jouer dans l'amélioration de la nutrition et puissent aider le personnel du secteur à formuler des questions politiques pour étayer les politiques et stratégies

futures. Le processus PAC a également permis d'améliorer l'alignement et la coordination entre les parties prenantes du secteur autour de la nutrition, ce qui a conduit à des objectifs et des buts communs en matière de nutrition. Les principaux obstacles au renforcement des capacités sont le taux élevé de roulement du personnel au sein des institutions gouvernementales nationales et la dépendance excessive à l'égard des consultants internationaux pour le renforcement des capacités.

- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2**, que les efforts de renforcement des capacités soient élargis au niveau infranational dans les pays où la prise de décision est décentralisée, y compris sur le plan fiscal, et que les pays qui ont déjà progressé dans la décentralisation de la PNIN partagent les enseignements qu'ils en ont tirés.
- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2** que chaque pays envisage des options pour réduire les risques inhérents associés à des taux d'attrition élevés ; ces options comprennent la « formation des formateurs », l'intégration de la PNIN dans les modules de formation des institutions nationales et des protocoles d'entente avec des institutions clés pour conserver le personnel nouvellement formé. Les pays doivent rendre compte des progrès accomplis au C4N-NIPN.
- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2**, que le C4N-NIPN atténue les incertitudes qui conduisent à la perte de personnel hautement qualifié en clarifiant la situation financière probable au-delà de la phase 2 bien avant les dates de fin de contrat prévues pour chaque pays.

Un rôle plus important de la PNIN dans les contextes fragiles

Les contextes fragiles présentent une charge élevée de malnutrition disproportionnée, des systèmes d'information fragmentés et un besoin urgent de données et de preuves permettant d'éclairer la prise de décision et de suivre les efforts déployés par de multiples secteurs et acteurs pour prévenir la malnutrition. La PNIN a été jusqu'à présent opérationnelle dans trois contextes fragiles (au Burkina Faso, en Éthiopie et au Niger), mais elle ne s'est pas systématiquement engagée auprès des parties prenantes humanitaires et des systèmes d'information de ces pays. Il s'agit d'une lacune compte tenu de la prépondérance des données relatives à la nutrition générées par le système humanitaire. De plus, l'approche de la PNIN offre la possibilité de soutenir le « dimensionnement correct » de l'humanitaire, étant donné les besoins en systèmes d'information qui peuvent éclairer une réponse nutritionnelle multisectorielle axée sur la prévention de la malnutrition ainsi que son traitement dans des contextes fragiles. L'approche de la PNIN donne la priorité au renforcement des capacités des secteurs pour qu'ils deviennent plus sensibles à la nutrition et à l'alignement sur les plans et stratégies nationaux multisectoriels de nutrition. Une PNIN opérationnelle offre également aux gouvernements la possibilité de renforcer le nexus humanitaire-développement-paix en produisant des preuves qui confirment le besoin de changement et qui permettent de suivre les nouvelles méthodes de travail.

- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2**, que le C4N-NIPN, avec le soutien de l'UNICEF (en tant qu'agence chef de file du groupe sectoriel mondial de la nutrition) et du SMS du SUN, s'engage plus stratégiquement avec le nouveau pôle de convergence du SUN, ainsi que bilatéralement avec les donateurs humanitaires et de développement (y compris EU-ECHO) et les gouvernements des pays dans des contextes fragiles afin d'explorer le potentiel d'introduction de l'approche de la PNIN. Cela pourrait commencer doucement avec un petit nombre de contextes fragiles.
- **Il est recommandé, en tant que priorité moyenne lors de la phase 2**, que ces projets pilotes soient rapidement évalués afin d'en tirer des enseignements en vue d'un déploiement ultérieur dans d'autres contextes fragiles.

- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2,** que le C4N-NIPN prenne en compte la pertinence de la PNIN dans les environnements fragiles et s'engage avec le Comité permanent inter-organisations (CPI), le groupe sectoriel mondial de la nutrition dirigé par l'UNICEF et le groupe de travail inter-groupes ; il est également important qu'il s'appuie sur DG ECHO via d'autres donateurs humanitaires pour promouvoir et soutenir la PNIN au niveau mondial et permettre un plus grand engagement au niveau national pour améliorer l'accès aux données générées par l'aide humanitaire.

4.4 Renforcement des données et plaidoyer

Suivi de la nutrition

La PNIN a contribué de manière significative au suivi de la nutrition dans plusieurs pays. Elle y est parvenue en grande partie en réanalysant les ensembles de données existants, en analysant les facteurs de causalité et les différences géospatiales ou démographiques, en améliorant la visualisation des données sur les tableaux de bord et en plaidant en faveur d'une amélioration de la fourniture de données nutritionnelles ou d'une fourniture plus rapide de ces données.

La PNIN renforce également la décentralisation du suivi nutritionnel dans plusieurs pays. Les principaux obstacles qui empêchent la PNIN de contribuer à l'amélioration de la capacité des pays à suivre les progrès en matière de nutrition sont le manque de données actualisées disponibles, les lacunes en matière de données et l'accès limité à certains types de données. Le rôle du système d'information pour la nutrition de la Commission européenne (EC-NIS) dans la PNIN pourrait être essentiel pour faire face à ces contraintes, mais rien n'indique encore que l'EC-NIS et la PNIN sont suffisamment bien coordonnés au niveau national pour jouer un tel rôle.

Bien que chaque pays de la PNIN ait effectué une analyse du paysage des données au début de la phase 1, des questions se posent quant à l'utilisation et à l'efficacité de cette analyse et peu d'éléments indiquent que les résultats ont été utilisés pour éclairer les développements et les progrès des pays de la PNIN.

- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2,** que les programmes nationaux de la PNIN incluent des activités visant à renforcer le suivi de la nutrition en s'appuyant sur l'exercice de cartographie des données réalisé au début des programmes nationaux de la PNIN.
- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2,** de procéder à un examen de la manière dont l'EC-NIS complète les activités de la PNIN dans les pays où les deux programmes existent ainsi que de formuler des recommandations en vue de renforcer cette complémentarité. Le C4N-NIPN doit favoriser un engagement plus stratégique avec l'EC-NIS et aider les pays à comprendre la valeur ajoutée de ce dernier pour les plateformes et le cycle politique.
- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2,** que toutes les PNIN renforcent leurs liens et leur accès aux systèmes de données du DHIS-2 et, le cas échéant, aux systèmes de données humanitaires, car ceux-ci ont tendance à collecter des données plus régulières qui se prêtent à l'analyse des tendances.

Renforcement de l'utilité et de la durabilité du processus politique

Au niveau national, les processus PAC se sont progressivement renforcés à mesure que le nombre d'expériences PAC augmentait. Dans certains pays, les PAC ont permis une collaboration et un engagement plus étroits entre les parties prenantes et ont favorisé une meilleure compréhension de la valeur ajoutée potentielle de la PNIN. Toutefois, dans d'autres pays, le processus d'identification et d'élaboration des questions politiques clés a été difficile, le manque d'expertise en matière de nutrition et la méconnaissance des besoins des décideurs constituant des obstacles majeurs.

Le PAC s'appuie sur les données de qualité existantes et, dans certaines situations, les questions ne

peuvent être traitées en raison de l'absence de données de qualité. Au fur et à mesure que la PNIN se développe et que l'on connaît les lacunes en matière de données qui empêchent de répondre aux questions clés liées à la politique, il devrait être possible d'identifier les domaines dans lesquels les investissements dans les systèmes de données nationaux existants sont les plus nécessaires pour soutenir la production de politiques fondées sur des preuves. La PNIN a sans aucun doute augmenté la demande de preuves chez de nombreux décideurs, même si des progrès supplémentaires sont nécessaires et peuvent être accomplis grâce à la poursuite de la PNIN et, en particulier, du processus PAC.

- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2,** que chaque équipe nationale de la PNIN effectue un examen du processus PAC. Cet examen devrait s'efforcer de comprendre quelles données et informations auraient été nécessaires pour répondre aux principales questions restées sans réponse et étudier la faisabilité du renforcement des systèmes d'information des pays pour fournir ces données. Cette analyse pourrait alors permettre de déterminer le niveau des ressources et des programmes de capacité, tels que l'EC-NIS, qui seraient nécessaires pour compléter véritablement l'initiative de la PNIN.
- **Il est recommandé, en tant que priorité élevée lors de la phase 2,** que sur la base de cet examen du PAC, le C4N-NIPN plaide auprès du Mouvement SUN pour un engagement renforcé de l'EC-NIS avec la PNIN au niveau mondial et assure la liaison avec d'autres acteurs afin de fournir un soutien technique et des ressources pour renforcer les systèmes d'information nationaux de sorte que les pays puissent répondre à leurs priorités en matière d'information et de prise de décision.

Annexe 1 : méthodologie

Révision de la théorie du changement

L'examen à mi-parcours précédent a permis d'élaborer une TdC basée sur les progrès de la mise en œuvre de la PNIN à cette époque (2018). En raison des retards accumulés lors de la mise en place des PNIN dans les pays cibles, l'examen à mi-parcours a été limité dans sa capacité à refléter les activités et les chemins de causalité de chaque plateforme. Pour cette évaluation, l'équipe N4D a examiné la documentation stratégique durant la phase de démarrage afin de développer une compréhension approfondie des progrès de la PNIN au niveau mondial et au sein des pays. Sur la base de ces informations, l'équipe N4D a travaillé en étroite collaboration avec les parties prenantes du C4N-NIPN pour exploiter la TdC afin de mieux représenter les progrès de l'initiative et le modèle logique qui s'est développé depuis l'examen à mi-parcours.

La TdC révisée (Cf. figure ci-dessous) a été élaborée au cours de la phase de démarrage de cette évaluation et a constitué la base du cadre d'évaluation. Plus précisément, la TdC a fait la distinction entre les résultats directs et les résultats indirects que la PNIN souhaitait obtenir. Les résultats directs ont été définis comme ceux que la PNIN pouvait obtenir grâce à ses propres activités et produits, tandis que les résultats indirects ont été définis comme ceux qui ne pouvaient être obtenus que par le biais d'un partenariat et d'une collaboration avec d'autres acteurs concernés. Il a donc été convenu que la PNIN ne pouvait contribuer qu'à l'obtention de résultats indirects, tandis que les résultats directs étaient réalisables directement.

Examen stratégique mondial

L'équipe N4D a examiné la documentation disponible concernant le démarrage, l'évolution et la performance de la PNIN au niveau mondial. Il s'agit notamment de documents relatifs aux performances, de rapports, de l'examen à mi-parcours de 2018 et d'autres documents stratégiques qui détaillent l'approche et les activités de la PNIN au cours de la phase 1. Un bref examen de la littérature pertinente relative aux plateformes d'information sur la nutrition a également été réalisé. L'examen stratégique mondial a utilisé le cadre d'évaluation général pour guider l'analyse. Il a examiné l'effet du changement de leadership et des agences de mise en œuvre, en passant d'Agropolis International et de l'Unité d'Appui global (GSF) au C4N-NIPN et à l'Unité de coordination globale. Il a également examiné les activités de collaboration et de partenariat avec les acteurs mondiaux et analysé dans quelle mesure le GSF et le C4N-NIPN avaient atteint les résultats escomptés et si la PNIN avait contribué aux résultats indirects énoncés dans la TdC au niveau mondial.

Études de cas par pays

Pour évaluer de manière exhaustive si les PNIN avaient atteint les résultats escomptés au cours de la phase 1, il a été nécessaire d'examiner en détail les performances de chacune d'entre elles. L'évaluation a consisté en une approche par étude de cas afin d'évaluer la pertinence, la cohérence, l'efficacité et la durabilité des neuf pays dotés d'une PNIN active au cours de la phase 1. Chaque pays a fait l'objet d'un examen approfondi des documents et les résultats ont été triangulés par le biais d'entretiens avec des informateurs clés (KII) et avec un éventail de parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de chaque PNIN. Les parties prenantes ont été sélectionnées à dessein car celles qui étaient engagées dans chaque pays étaient extrêmement nombreuses.

Études de cas approfondies

En plus d'évaluer si chaque PNIN avait atteint les résultats escomptés, l'évaluation a également cherché à déterminer si la PNIN avait contribué à des résultats indirects conformément à la TdC révisée. Pour ce faire, trois pays ont été identifiés pour faire l'objet d'études de cas approfondies afin d'examiner les performances de manière plus détaillée. Ces trois pays sont **le Niger, le Kenya et le Bangladesh**. Dans ces trois pays, l'accent a été mis sur la question de l'évaluation de l'impact afin d'évaluer la contribution à long terme de chaque PNIN. Bien que la PNIN du Bangladesh ait fermé ses portes, le C4N-NIPN et la DUE du Bangladesh ont indiqué que les résultats et les enseignements liés aux raisons de sa fermeture pourraient fournir des

informations et des comparaisons supplémentaires pour la présente évaluation. Le travail sur le terrain a été mené dans ces trois pays ; par conséquent, un nombre beaucoup plus important de parties prenantes ont été interrogées dans les pays où ont été réalisées les visites approfondies.

Les quatre composantes décrites ci-dessus ont été intégrées aux sept étapes méthodologiques décrites dans le rapport de protocole. Ces sept étapes représentent la séquence chronologique des activités permettant l'analyse globale et la production de ce rapport d'évaluation final ainsi qu'un article d'évaluation par les pairs. Ces sept étapes méthodologiques sont résumées ci-dessous.

1. **Développement du protocole** : l'objectif principal de cette première phase de recherche était de développer une solide compréhension de la PNIN et de finaliser l'approche d'évaluation en accord avec le C4N. Elle a permis de clarifier la portée et les questions principales de l'évaluation et d'interroger la TdC existante, ce qui a conduit à l'élaboration d'une TdC révisée.
2. **Collecte de données** : au cours de cette étape méthodologique, l'équipe N4D a entrepris la collecte de données dans tous les pays de la PNIN et a réalisé toutes les études de cas. Pour ce faire, des entretiens avec des informateurs clés ont été menés et un travail sur le terrain a été réalisé dans les trois pays où ont été réalisées des visites approfondies.
3. **Analyse et validation** : l'approche analytique a fait la distinction entre l'évaluation des résultats de la PNIN (activités, produits et résultats directs) et l'évaluation de sa contribution aux résultats indirects. C'est pourquoi l'évaluation a initialement adopté l'analyse de contribution en tant que principale approche analytique. Toutefois, au cours de la phase de collecte des données, il est apparu clairement que la quantité de preuves nécessaires pour mener à bien l'analyse de contribution n'était pas suffisante (Cf. section « limites » ci-dessous). Il a été convenu pour cette raison que les preuves seraient triangulées à l'aide du cadre d'évaluation global et que les évaluations concernant la contribution de la PNIN seraient limitées aux données disponibles dans la documentation et au feedback d'une série de parties prenantes dans les pays ayant fait l'objet de visites approfondies. L'analyse initiale a été validée par des discussions continues avec l'équipe C4N-NIPN.
4. **Élaboration du rapport** : après l'analyse et la validation, l'équipe N4D a rédigé le rapport final contenant les résultats relatifs à toutes les questions d'évaluation ainsi que des recommandations.
5. **Consultation et finalisation** : l'équipe N4D a présenté les résultats préliminaires à tous les pays et à toutes les équipes de la PNIN lors du rassemblement mondial de la PNIN en juin 2023. Ce fut l'occasion pour les parties prenantes d'en savoir plus sur les résultats généraux de l'évaluation et sur le feedback réalisé suite aux précisions apportées. Pour chaque pays ayant fait l'objet d'une visite approfondie, une séance de débriefing a été organisée afin de discuter de l'analyse initiale et de donner l'occasion aux équipes de la PNIN d'apporter des preuves supplémentaires concernant les performances qui n'avaient pas été saisies au départ.
6. **Diffusion des résultats** : l'équipe N4D présentera les résultats de l'évaluation lors d'un webinaire destiné aux participants intéressés.
7. **Préparation du rapport final et de l'article d'évaluation par les pairs** : tel qu'indiqué dans le mandat (ToR), les résultats de l'évaluation serviront de base à un article d'évaluation par les pairs à la fin de l'année 2023.

Limites

La PNIN est une initiative vaste et complexe, avec 9 plateformes actives dans la phase 1. De ce fait, l'approche méthodologique a connu certaines limites ; celles-ci sont décrites ci-dessous.

Disponibilité des données relatives à la contribution de la PNIN aux résultats indirects

Bien que l'évaluation ait initialement cherché à utiliser l'analyse de contribution pour évaluer la contribution de la PNIN aux résultats indirects, les données disponibles étaient insuffisantes en raison des différents stades de mise en œuvre de chaque PNIN. Pour certains pays, principalement le Niger et le Kenya, il a été possible d'inclure une évaluation générale de la manière dont les activités ont contribué à des résultats à plus long terme. Cependant, pour la plupart des pays, les PNIN n'ont pas eu assez de temps pour atteindre ces résultats. Ainsi, les résultats relatifs à la question de l'évaluation de l'impact ont été éclairés par les évaluations des parties prenantes et les données disponibles. Plutôt que d'élaborer une solide description de la contribution par la triangulation de diverses sources de données, comme le prévoit l'analyse de contribution, l'évaluation s'appuie sur les preuves limitées disponibles.

Disponibilité des parties prenantes

Étant donné que les preuves relatives à la performance fournies dans la documentation étaient limitées, l'évaluation a triangulé les évaluations des parties prenantes. Toutes les parties prenantes de chaque PNIN n'étaient cependant pas disponibles lors de la phase de collecte de données. Pour résoudre ce problème, plusieurs questionnaires ont été envoyés aux parties prenantes jugées essentielles pour éclairer les conclusions générales. Sur les 8 questionnaires envoyés, 3 parties prenantes ont été en mesure de les remplir.

Critères de jugement et indicateurs

Le cadre d'évaluation (présenté à l'annexe 1) met en évidence les critères de jugement et les indicateurs pour chaque sous-question d'évaluation. Le cadre d'évaluation a été élaboré au début de l'étude de contribution, avant que toutes les données ne soient disponibles. Ainsi, les critères de jugement représentent les ambitions de l'équipe d'évaluation en ce qui concerne les preuves que l'on espérait recueillir au cours de l'étude. Toutefois, tel qu'indiqué ci-dessus, il n'a pas été possible de recueillir des preuves pour chaque critère de jugement/indicateur. Ainsi, les résultats présentés dans la section 4 ne sont pas classés par indicateur mais sont des résumés des principaux résultats relatifs à chaque sous-question.

Représentativité des résultats

En raison du peu de données disponibles concernant la contribution aux résultats indirects et des difficultés rencontrées pour organiser des KII avec les parties prenantes pertinentes, les résultats peuvent ne pas être totalement représentatifs des diverses plateformes et des différents niveaux de mise en œuvre. Les études de cas approfondies ont été utilisées pour présenter une analyse plus approfondie des performances et de la contribution aux résultats indirects. Bien que la PNIN du Bangladesh ait fermé ses portes, elle a permis d'en tirer des leçons et d'effectuer des comparaisons précieuses pour les plateformes actives.

Question de recherche	Critère de jugement/indicateur	Sources de preuves et approche
<p>1. Pertinence : dans quelle mesure l'approche de la PNIN est-elle pertinente pour guider des approches politiques et du programme optimales pour lutter contre la malnutrition ?</p>		
<p>1a. Dans quelle mesure l'approche opérationnelle et institutionnelle de la PNIN est-elle pertinente pour atteindre les buts et objectifs fixés ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure la théorie du changement, les orientations techniques et les documents opérationnels permettent-ils aux pays d'établir des plateformes et d'atteindre les objectifs ? • Preuves que les parties prenantes cibles estiment que la conception et l'approche permettent d'atteindre les objectifs • Preuves que les différentes dispositions institutionnelles ont une influence sur la réalisation des objectifs • Preuves des changements, adaptations et apprentissages par rapport à l'approche initiale qui ont permis d'atteindre les objectifs • Preuves de l'évaluation des risques pour les progrès de la PNIN et des stratégies mises en place pour y remédier 	<p>Données secondaires : examen documentaire des principaux documents et données stratégiques liés aux concepts et aux activités de la PNIN, tels que la TdC, l'analyse du paysage des données et les rapports annuels.</p> <p>Données primaires : entretiens avec des informateurs clés (KII) des principales parties prenantes de la PNIN au niveau mondial, d'autres parties prenantes pertinentes au niveau mondial (par exemple, le Mouvement SUN et les organisations multilatérales), des représentants des pays, des acteurs locaux dans les pays, tels que des représentants de la société civile et des parties prenantes du gouvernement.</p>
<p>1b. Dans quelle mesure la PNIN répond-elle aux besoins et priorités actuels et émergents, tant au niveau national que mondial ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Preuves de l'analyse du contexte et de l'évaluation des besoins en vue d'adapter l'approche et la conception de la PNIN, et preuve qu'elles sont effectuées périodiquement en vue de procéder à d'autres adaptations • Preuves que les parties prenantes cibles au sein des pays et au niveau mondial estiment que l'approche et la conception de la PNIN répondent à leurs besoins et à leurs priorités • Preuves que les parties prenantes cibles ont contribué à l'approche et à la conception de la PNIN au niveau national • Preuves que les plateformes nationales de la PNIN s'alignent sur les besoins et priorités en matière de politiques et de données nutritionnelles 	<p>Approche : évaluation de la pertinence de la conception de la PNIN aux niveaux national et mondial pour répondre aux besoins des parties prenantes cibles et pour atteindre les buts et objectifs de l'initiative.</p>
<p>2. Cohérence : dans quelle mesure la PNIN coordonne-t-elle et collabore-t-elle avec les initiatives et les acteurs concernés pour obtenir des résultats ?</p>		
<p>2a. Dans quelle mesure la PNIN s'associe-t-elle à d'autres initiatives et acteurs au sein des pays pour assurer une coordination multisectorielle et éviter la duplication ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Examen des initiatives et des acteurs concernés dans chaque pays faisant l'objet d'une étude de cas • Preuves de l'engagement et de la coordination de la PNIN avec les acteurs concernés et les initiatives de coordination technique et politique établies • Preuves de l'existence de Comités consultatifs sur les politiques nouvellement établis ou d'un organe équivalent 	<p>Données secondaires : examen documentaire des principaux documents et données stratégiques liés aux concepts et aux activités de la PNIN, tels que la TdC, l'analyse du</p>

	<p>pour coordonner la priorisation des besoins politiques liés à la nutrition</p> <ul style="list-style-type: none"> • Preuves que des parties prenantes plus larges dans les pays acceptent que la PNIN se coordonne de manière adéquate avec les acteurs et initiatives pertinents et évite la duplication • Preuves de l'existence de stratégies de partenariat/coordination et de planification au niveau national • Preuves de la coordination et de la collaboration menant à des résultats/événements spécifiques 	<p>paysage des données et les rapports annuels.</p> <p>Données primaires : entretiens avec des informateurs clés (KII) des principales parties prenantes de la PNIN au niveau mondial, d'autres parties prenantes pertinentes au niveau mondial (par exemple, le Mouvement SUN et les organisations multilatérales), des représentants des pays, des acteurs locaux dans les pays, tels que des représentants de la société civile et des parties prenantes du gouvernement.</p>
<p>2b. Dans quelle mesure la PNIN s'est-elle engagée avec d'autres acteurs et initiatives pertinents pour communiquer son approche et ses résultats afin d'établir sa crédibilité, son influence et d'éviter la duplication au niveau mondial ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure la coordination au niveau mondial est-elle axée sur les partenariats ? • Preuves que la PNIN a cartographié les partenaires et les initiatives au niveau mondial • Preuves de l'existence d'une stratégie et de plans de partenariat et de communication • Preuves que la PNIN participe à des événements mondiaux et rend des comptes à ce sujet • Preuves que la PNIN utilise les données et les analyses politiques pertinentes pour éclairer les débats/discussions au niveau mondial • Preuves que la PNIN utilise l'approche, les données et l'analyse pour plaider en faveur du renforcement des approches multisectorielles de la malnutrition • Mesure dans laquelle les parties prenantes estiment que la PNIN apporte une valeur ajoutée au niveau mondial • Preuves des activités de coordination et de partenariat visant à éviter la duplication au niveau mondial 	<p>Approche : évaluation de la cohérence de la PNIN aux niveaux national et mondial pour permettre la collaboration et les partenariats avec les acteurs concernés.</p>
<p>3. Efficacité : dans quelle mesure la PNIN obtient-elle ses résultats ?</p>		
<p>3a. Dans quelle mesure la PNIN a-t-elle obtenu les résultats escomptés aux niveaux national et mondial ?</p>	<p>Une plateforme d'information pour la nutrition fonctionnelle et opérationnelle intégrée dans des systèmes nationaux d'information plus vastes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Preuves que les unités de gestion de projet, de politique et d'analyse des données sont pleinement opérationnelles • Preuves que la structure de la PNIN est intégrée dans les institutions gouvernementales dotées de mandats pertinents pour atteindre les objectifs de la plateforme • Preuves que la PNIN est intégrée dans le Comité multisectoriel existant et qu'elle est capable de diriger la plateforme 	<p>Données secondaires : examen documentaire des données de suivi existantes sur les performances de la PNIN, les cadres logiques, les examens annuels, les documents stratégiques et les évaluations.</p> <p>Données primaires : KII avec les principales parties prenantes de la PNIN au niveau mondial, d'autres parties prenantes pertinentes au</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Preuves du leadership de la PNIN fournies par les institutions/mécanismes nationaux • Preuves que l'évaluation du paysage des données a été réalisée et qu'elle est mise à jour régulièrement • Preuves que les pays ont progressé dans l'élaboration de plans de formulation de questions politiques • Preuves que les questions politiques ont été formulées de manière à pouvoir y répondre à l'aide des données quantitatives existantes et des capacités disponibles • Évaluation des questions politiques qui n'ont pas été ou n'ont pas pu être approfondies et les raisons à cela (manque de données, par exemple) • Preuves que des résultats pertinents pour la politique sont produits et communiqués aux parties prenantes en temps utile <p>Un renforcement de la capacité institutionnelle à collecter, analyser et communiquer des données et des preuves en matière de nutrition, intégrées dans des systèmes d'information nationaux plus vastes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaboration d'un plan de développement des capacités • Preuves que les parties prenantes cibles ont éclairé le plan de développement des capacités • Preuves que les parties prenantes cibles conviennent que les principales lacunes en matière de capacités ont été identifiées • Preuves que des actions ont été créées pour combler les lacunes en matière de capacités et qu'elles sont bien mises en œuvre • Preuves que les personnes et les organisations hôtes font preuve d'améliorations conformément aux dimensions de l'ICO (l'opérationnalisation des compétences et de l'expertise, par exemple) et que la PNIN a contribué à ces changements <p>Des partenariats efficaces avec d'autres parties prenantes afin de garantir que les données et les preuves sont utilisées pour éclairer les politiques, les investissements et la responsabilité en matière de nutrition</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaboration d'un plan de développement des capacités 	<p>niveau mondial (par exemple, le Mouvement SUN et les organisations multilatérales), des représentants des pays, des acteurs locaux dans les pays, tels que des représentants de la société civile et des parties prenantes du gouvernement.</p> <p>Approche : évaluation de la mesure dans laquelle la PNIN a atteint les résultats souhaités dans tous les pays grâce à la triangulation des données de suivi avec des entretiens avec des informateurs clés au niveau mondial et national, en mettant l'accent sur l'identification des facteurs qui favorisent/empêchent la réussite.</p> <p>Cadre de l'ICO pour évaluer les types de capacités développées. Cadre des « interactions productives » pour voir comment les acteurs de la PNIN s'engagent avec les parties prenantes.</p> <p>Analyse de contribution dans trois études de cas de pays pour évaluer dans quelle mesure les activités de la PNIN ont contribué à des résultats directs (comment les activités ont développé la capacité institutionnelle, par exemple).</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

- Preuves de l'existence d'un plan de collaboration/communication pour s'engager avec les parties prenantes et les initiatives pertinentes
- Preuves des différents types d'« interactions productives » et de l'éventuelle augmentation de celles-ci grâce aux activités de la PNIN
- Preuves que les parties prenantes considèrent la PNIN comme une valeur ajoutée et un partenaire stratégique

Un engagement politique à renforcer et à utiliser les données et les preuves pour éclairer l'élaboration de politiques multisectorielles, les investissements et la responsabilité en matière de nutrition

- Preuves que les décideurs politiques plaident en faveur d'une conception des politiques fondée sur les données
- Évaluation de la mesure dans laquelle les données correctes sont exploitées et analysées pour obtenir des résultats de grande qualité afin d'éclairer le dialogue politique
- Preuves d'une programmation nouvelle ou renforcée à la suite des analyses de la PNIN
- Preuves que les données de la PNIN éclairent le suivi et l'évaluation des plans nationaux de nutrition
- Preuves de la coordination entre les plateformes de la PNIN et les entités nationales chargées de la nutrition, avec la supervision des politiques et des plans s'adaptant à la PNIN
- Preuves des engagements des pouvoirs publics à renforcer et à utiliser les données et les preuves pour éclairer l'élaboration des politiques (par exemple, par le biais des processus de gestion des connaissances et d'apprentissage du SUN)
- Preuves que les engagements précédents ont été mis à jour et révisés en mettant l'accent sur l'importance des données et des preuves

Le C4N-NIPN assure la coordination entre les pays, les donateurs et les experts mondiaux, apporte un soutien aux pays, recueille les enseignements tirés et positionne la PNIN dans le paysage mondial des données relatives à la nutrition

- Preuves de la facilitation de l'apprentissage transfrontalier

	<ul style="list-style-type: none"> • Preuves de l'engagement au niveau mondial avec les partenaires pertinents et l'écosystème mondial de la nutrition (Cf. question d'évaluation 2b) • Preuves qu'une assistance technique pertinente, opportune et adéquate a été fournie aux pays sur la base de l'évaluation de leurs besoins • Preuves que le groupe consultatif d'experts est suffisamment engagé et soutenu pour fournir des avis d'experts opportuns et appropriés 	
<p>3b. Quels sont les facteurs qui ont permis ou empêché la PNIN d'obtenir les résultats escomptés ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation des facteurs institutionnels, contextuels et opérationnels influençant la réalisation des résultats • Évaluation des facteurs institutionnels, contextuels et opérationnels empêchant la réalisation des résultats 	
<p>4. Impact : dans quelle mesure les activités de la PNIN mises en œuvre au cours de la phase 1 ont-elles contribué aux résultats indirects ?</p>		
<p>4a. Dans quelle mesure les activités et les produits de la PNIN ont-ils contribué à améliorer la capacité des pays à suivre les progrès en matière de nutrition et à en rendre compte au niveau mondial ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Preuves du renforcement des capacités des pays à suivre les progrès en matière de nutrition grâce à des ressources/capacités humaines nationales et locales • Évaluation par les parties prenantes nationales que la capacité à suivre les progrès en matière de nutrition a augmenté depuis la mise en œuvre de la phase 1 de la PNIN • Amélioration des données de suivi de la nutrition dans le GNR et d'autres initiatives équivalentes dans les pays de la PNIN • Preuves des difficultés à contribuer à l'amélioration de la capacité à utiliser et à analyser les données de suivi des progrès en matière de nutrition 	<p>Données secondaires : examen documentaire des documents stratégiques clés et des données relatives à la performance de la PNIN, des données de financement existantes pour les études de cas de pays, des données sur le retard de croissance et l'émaciation (et éventuellement d'autres données, si elles sont disponibles, concernant d'autres formes de sous-nutrition) dans les pays et des informations sur les politiques liées à la nutrition dans les pays depuis l'établissement de la PNIN.</p>
<p>4b. Dans quelle mesure les conclusions et les analyses de la PNIN ont-elles influencé l'élaboration de politiques multisectorielles fondées sur des preuves et les investissements dans le domaine de la nutrition ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Preuves des différents types d'« interactions productives » créées grâce aux activités de la PNIN et de leur contribution à l'amélioration de l'élaboration des politiques • Preuves que l'analyse a fourni des allégations de cause à effet crédibles conduisant à des décisions en matière de politiques nutritionnelles • Preuves que les décideurs politiques utilisent régulièrement les données de la PNIN pour éclairer les résultats et les discussions politiques (références dans les documents de plaidoyer, les notes d'information, les discours, etc.) 	<p>Données primaires : KII avec les principales parties prenantes de la PNIN au niveau mondial, d'autres parties prenantes pertinentes au niveau mondial (par exemple, le Mouvement SUN et les organisations multilatérales), des représentants des pays, des acteurs locaux dans les</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Preuves que les programmes/activités humanitaires sont éclairés par la PNIN • Preuves d'un engagement soutenu et significatif entre les analystes de données et les décideurs politiques (réunions régulières, coordination, participation à des groupes de travail, etc.) • Le PAMN du pays a-t-il été modifié suite aux analyses de la PNIN ? • Preuves que les données et analyses générées éclairent les politiques axées sur les considérations de genre et d'âge (c'est-à-dire les défis nutritionnels pour les garçons, les adolescentes et les femmes en âge de procréer, ainsi que les politiques/interventions associées) 	<p>pays, tels que des représentants de la société civile et des parties prenantes du gouvernement.</p> <p>Approche : analyse de contribution dans trois études de cas de pays pour évaluer dans quelle mesure les activités de la PNIN ont contribué à des résultats indirects par rapport à d'autres facteurs contributifs pertinents. Cadre des « interactions productives » pour évaluer dans quelle mesure les interactions ont permis d'obtenir des données et des preuves pour éclairer l'élaboration des politiques.</p>
<p>4c. Dans quelle mesure la PNIN a-t-elle permis d'augmenter l'utilisation par les parties prenantes des données et des analyses nutritionnelles pour éclairer l'élaboration, la mise en œuvre et la responsabilité des politiques multisectorielles en matière de nutrition ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation des données collectées et analysées par la plateforme et accessibles dans le tableau de bord du pays : <ul style="list-style-type: none"> ○ Données d'enquêtes au sein de la population (MICS, EDS, agriculture, enquêtes sur le budget des ménages, etc.) ○ Données sentinelles, transversales ou de surveillance sur la nutrition ○ Données de programmes de routine ○ Données sur les allocations financières et sur les dépenses consacrées à la nutrition • Évaluation de la pertinence des données et des preuves générées par la PNIN pour les parties prenantes • Évaluation de la collaboration en temps opportun avec d'autres parties prenantes pour la diffusion des données et des preuves • Preuves d'un engagement soutenu et significatif entre les analystes de données et les décideurs politiques (réunions régulières, coordination, participation à des groupes de travail, etc.) 	
<p>4c. Dans quelle mesure la PNIN a-t-elle contribué à renforcer la responsabilité des politiques, de la mise en œuvre et des résultats en matière de nutrition ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Preuves que les données et les analyses de la PNIN sont utilisées par les acteurs nationaux et internationaux, y compris les gouvernements, la société civile, les universités et les acteurs non gouvernementaux • Preuves que les politiques et plans nationaux multisectoriels de nutrition ont fait l'objet d'un suivi de la part de la PNIN, en collaboration avec d'autres parties prenantes 	

4d. Quels sont les facteurs qui ont contribué à la réalisation des résultats et quels sont ceux qui les ont entravés ?	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation des facteurs institutionnels, contextuels et opérationnels influençant la réalisation des résultats • Évaluation des facteurs institutionnels, contextuels et opérationnels empêchant la réalisation des résultats 	
4e. Le projet de la PNIN est-il susceptible d'avoir des effets imprévus à plus long terme ?	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités de la PNIN sont-elles susceptibles d'avoir des effets positifs imprévus à moyen et à long terme ? • Les activités de la PNIN sont-elles susceptibles d'avoir des effets négatifs imprévus à moyen et à long terme ? 	
5. Durabilité : dans quelle mesure les résultats seront-ils maintenus en ce qui concerne le renforcement des capacités nationales en matière de politiques et de programmes nutritionnels fondés sur des preuves ?		
5a. Dans quelle mesure les activités de renforcement des capacités seront-elles maintenues ?	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure les activités de la PNIN ont-elles permis d'élaborer des capacités soutenues d'analyse des données et d'accroître la demande en matière d'analyse politique et de prise de décision fondées sur les données ? • Le développement des capacités a-t-il été intégré dans les cours de formation en cours dans les pays ? • Preuves que les pays s'approprient les processus, les systèmes et les partenariats établis dans le cadre de la PNIN (Cf. sous-question d'évaluation 3a) • Preuves que les gouvernements sont à la fois engagés et capables de maximiser l'utilisation des plateformes pour éclairer leur prise de décision 	<p>Données secondaires : examen documentaire des principaux documents stratégiques et des données relatives aux performances de la PNIN.</p> <p>Données primaires : KII avec les principales parties prenantes de la PNIN au niveau mondial, d'autres parties prenantes pertinentes au niveau mondial (par exemple, le Mouvement SUN et les organisations multilatérales), des représentants des pays, des acteurs locaux dans les pays, tels que des représentants de la société civile et des parties prenantes du gouvernement.</p>
5b. Quelle proportion des coûts de la PNIN est fournie au gouvernement et aux institutions nationales ? Quelle proportion des coûts de la PNIN a été couverte par les budgets gouvernementaux ?	<ul style="list-style-type: none"> • Preuves des accords de financement de la PNIN dans le cadre de deux études de cas de pays en cours et du pourcentage de financement des institutions gouvernementales par rapport aux autres partenaires • Preuves que les gouvernements des pays ayant fait l'objet d'une étude de cas s'approprient financièrement certains aspects de la plateforme PNIN (le personnel, le site Web, le tableau de bord, par exemple) • Preuves de l'existence de plans de financement permettant au gouvernement d'assumer une plus grande appropriation financière 	<p>Approche : évaluation de la mesure dans laquelle les résultats de la PNIN ont été ou seront maintenus, conduisant à des systèmes durables et intégrés et à une augmentation des investissements.</p>
5c. Dans quelle mesure les pays ont-ils augmenté leurs investissements dans la nutrition grâce aux activités de la PNIN ?	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure le financement des programmes liés à la nutrition a-t-il augmenté et ces augmentations (le cas échéant) ont-elles été influencées par les activités de la PNIN ? 	

	<ul style="list-style-type: none"> • Les approches multisectorielles de la nutrition ont-elles suscité davantage d'intérêt et de financement, et cet intérêt (le cas échéant) a-t-il été influencé par la PNIN ? 	
<p>5e. Dans quelle mesure la PNIN a-t-elle envisagé une « stratégie de sortie » pour assurer sa durabilité ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Quelle considération la PNIN a-t-elle accordée aux pays sortants pour permettre la durabilité des résultats aux niveaux national et mondial ? • Cas spécifique au Bangladesh : Si elle a été élaborée, la stratégie de sortie a-t-elle été correctement mise en œuvre afin de garantir la poursuite des effets positifs comme prévu ? 	

Annexe 2 : théorie du changement de la PNIN et adaptations

Cette annexe explique les objectifs du programme et les résultats escomptés sur la base de la TdC initiale, la raison pour laquelle N4D a révisé cette TdC et la manière dont ces révisions ont soutenu l'évaluation globale. L'un des principes clés des évaluations fondées sur la théorie consiste à identifier les chemins de causalité entre les moyens et les produits, les activités et les produits, les produits et les résultats directs et les résultats indirects et l'impact, ce qui permet d'identifier les processus nécessaires pour que les changements aient lieu. Ceci est généralement représenté dans une TdC visuelle et avec un texte d'accompagnement, avec un cadre logique (« log frame ») fournissant un outil plus pratique aux responsables de la mise en œuvre pour gérer les progrès par le biais d'objectifs spécifiques et d'indicateurs de réussite.

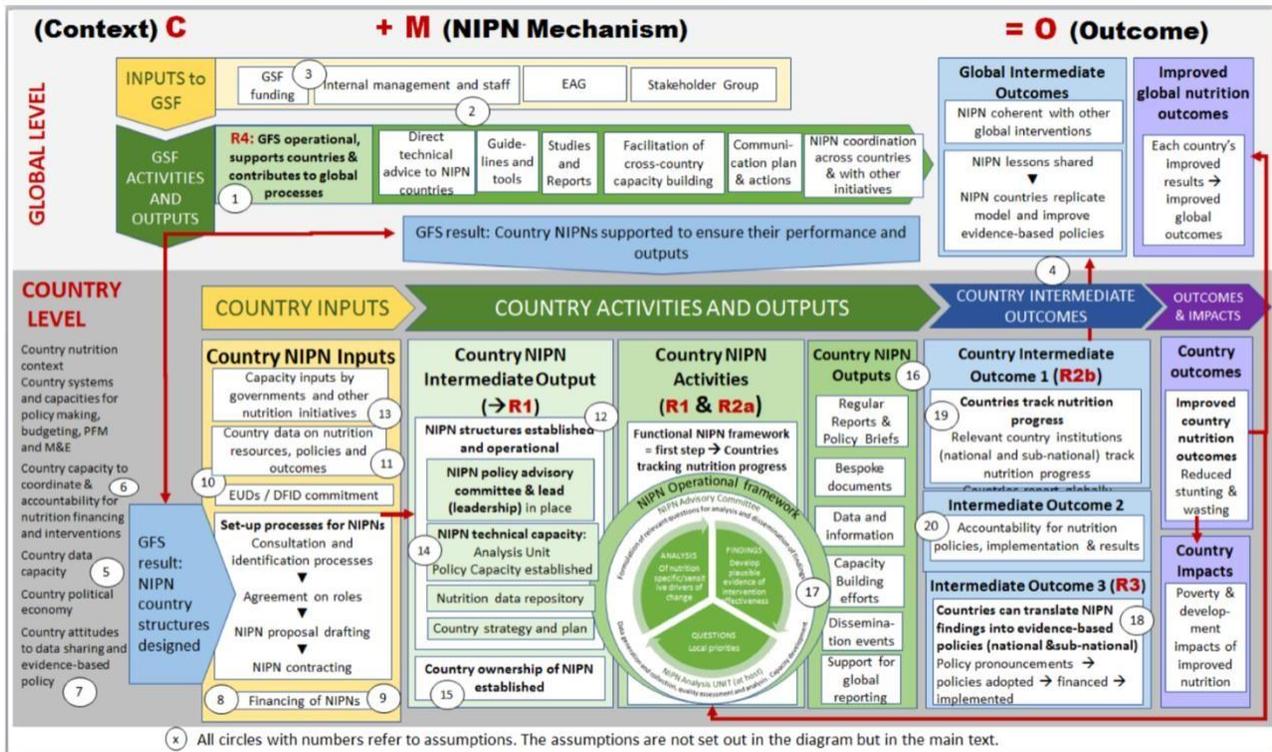
Au cours de la phase de protocole de cette évaluation, nous avons examiné et affiné la TdC existante pour la PNIN. Ce processus nous a permis de réfléchir avec les principales parties prenantes à la question de savoir si la TdC existante est un outil utile pour guider la mise en œuvre des programmes et si elle représente correctement les objectifs tant au niveau national qu'au niveau mondial. Nous nous baserons sur ce processus au fur et à mesure que les preuves des résultats et des conclusions seront recueillies tout au long de l'évaluation, ce qui nous aidera à comprendre ce que le programme réalise et pourquoi, dans quelle mesure les aspects clés de la TdC se vérifient ou non, et si cela est dû : a) à de fausses croyances sur les chemins de causalité dans la conception des programmes (échec de la théorie) ; b) à des aspects de la mise en œuvre du programme qui ont été difficiles dans la pratique (échec de la mise en œuvre) ; ou c) à l'influence des facteurs contextuels qui sous-tendent les chemins de causalité, tels que les facteurs politico-économiques et les structures du pouvoir.

L'affinement de la TdC a également constitué une première étape cruciale dans notre approche de l'analyse de contribution et nous a permis d'élaborer et d'étayer un « récit de la contribution » sur la manière dont le changement se produit et sur la contribution spécifique de la PNIN à cet égard (Cf. section 4.5 pour plus d'informations sur notre approche d'évaluation). Les TdC varient considérablement et, bien que l'on s'accorde généralement sur leur utilité en tant que modèles décrivant la manière dont les interventions devraient se dérouler, il n'y a guère de consensus sur ce qu'une TdC implique, sur la manière dont elle devrait être représentée ou sur la manière dont elle peut être utilisée. Une TdC doit toutefois comprendre au minimum les éléments suivants :

- Le contexte de l'initiative, y compris les défis sociaux, politiques et environnementaux, les obstacles, les conditions préalables nécessaires et les autres acteurs susceptibles d'influencer le changement
- Le changement à long terme que l'initiative cherche à soutenir et les personnes qui en bénéficieront
- Les chemins de causalité qui relient les moyens aux produits et les produits aux résultats, favorisant ainsi les conditions nécessaires au changement souhaité à long terme
- Les hypothèses décrivant les événements marquants ou les conditions nécessaires à la réalisation d'un chemin de causalité spécifique Si une hypothèse ne se vérifie pas, l'effet escompté peut ne pas se produire.

Théorie du changement originale de la PNIN

La PNIN vise à renforcer les capacités des analystes de données, des systèmes d'information et des décideurs politiques afin d'améliorer l'analyse des données pour éclairer les politiques multisectorielles visant à lutter contre la malnutrition. La TdC ci-dessous (en anglais), élaborée par Mokoro lors de l'examen à mi-parcours (MTR) en 2018, vise à représenter la manière dont ses objectifs seront atteints et les hypothèses de causalité nécessaires pour une mise en œuvre réussie.



La chaîne de résultats globale liée au R4 de la conception de la PNIN, qui était auparavant dirigée par le GSF et fait désormais partie du champ d'application du C4N-NIPN, est détaillée dans la partie supérieure du diagramme, tandis que la chaîne de résultats des projets nationaux de la PNIN - R1, R2 et R3, à laquelle la majeure partie de la chaîne de résultats globale est censée contribuer - est présentée dans la partie inférieure du diagramme.

L'équipe du MTR a interprété R2 comme ayant deux composantes qui se situent à des niveaux différents de la chaîne de résultats. Il a indiqué qu'une PNIN fonctionnelle (un résultat de l'initiative de la PNIN au niveau des produits) représenterait un changement significatif dans la manière dont le pays suit les progrès en matière de nutrition et dans la façon dont il le fait (R2a). Toutefois, une PNIN fonctionnelle contribuerait également à des progrès plus larges dans les institutions nationales chargées du suivi de la nutrition, en dehors des activités et des produits directs de la PNIN (R2b). Le cadre logique de la PNIN reconnaît cette dualité dans la mesure où il considère le renforcement des capacités des pays de la PNIN à suivre les progrès vers la réduction de la sous-nutrition comme un produit de l'intervention.

La position des hypothèses clés de l'initiative de la PNIN nécessaires à la concrétisation de la chaîne de résultats est indiquée par des cercles sur le diagramme, avec le numéro de l'hypothèse affiché. Les hypothèses elles-mêmes sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Hypothèses de la théorie du changement

Position de la TdC	Hypothèses
GSF → Projets PNIN → hypothèses de la chaîne de résultats	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le GSF est mis en place rapidement et fonctionne pendant une période appropriée. 2. Le GSF peut attirer et retenir les bonnes capacités pour soutenir les plateformes nationales et s'engager au niveau mondial. 3. Le GSF est bien géré et gère bien les ressources.

globale	4. Les pays de la PNIN souhaitent que les informations relatives à la nutrition soient partagées entre les parties prenantes au niveau national.
Hypothèses sur le contexte national	5. Il existe une volonté politique suffisante pour lutter contre la malnutrition. 6. Le leadership et la coordination sur les questions de nutrition sont suffisants pour favoriser un accord sur les dispositions de la PNIN et surmonter les rivalités inter-agences.
	7. Le contexte national de l'élaboration des politiques, de la budgétisation et de la mise en œuvre des programmes, ainsi que la structure institutionnelle globale, sont propices à l'élaboration de politiques fondées sur des preuves, en particulier dans le domaine de la nutrition.
Hypothèses moyens et moyens → produits	8. Le soutien extérieur est d'une ampleur, d'une durée et d'une capacité suffisantes pour institutionnaliser la PNIN. 9. Les pays sont prêts à cofinancer et à financer à terme la PNIN à partir de leurs ressources nationales. 10. Les bureaux nationaux de l'UE et du DFID maintiennent leur intérêt pour les PNIN suffisamment longtemps pour que celles-ci soient intégrées et institutionnalisées dans les systèmes et les budgets des pays. 11. Les données relatives aux pays sont disponibles, compte tenu des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Il existe une bonne coopération et un bon partage des données entre les parties prenantes de la PNIN au niveau national et entre les secteurs, y compris entre le niveau national et le niveau infranational ; • La capacité statistique du pays est suffisante pour produire ou maintenir la production d'ensembles de données statistiques. 12. Les PNIN sont mises en place à temps pour créer et maintenir une dynamique. 13. Les institutions gouvernementales du pays et les autres initiatives en matière de nutrition sont suffisamment préparées et capables de soutenir la mise en œuvre du projet PNIN. Les institutions gouvernementales mettent leur propre personnel et leurs ressources à disposition pour la mise en œuvre de la PNIN. 14. Les conseillers externes en matière de politique et d'analyse sont compétents et peuvent travailler avec leurs homologues pour renforcer leurs capacités. 15. L'AT n'entrave pas l'appropriation et l'engagement des acteurs nationaux dans la PNIN.
Hypothèses produits des projets PNIN et produits → résultats intermédiaires	16. Les différents produits de la PNIN sont diffusés de manière appropriée et mis à disposition aux niveaux adéquats pour la prise de décision. 17. Les gouvernements se sont engagés à soutenir les efforts de la PNIN pour la mise à jour des politiques liées à la nutrition et pour la diffusion des résultats. 18. Les décideurs clés ont la capacité ou sont prêts à développer leurs capacités pour utiliser les analyses produites par la PNIN. 19. Les pays maintiennent et mettent à jour les systèmes de la PNIN à moyen et long terme. 20. La société civile et les médias ont la capacité d'obtenir des informations sur la nutrition et la possibilité/liberté d'interpeller les dirigeants politiques, les décideurs et les responsables de la mise en œuvre des programmes concernant les choix et la mise en œuvre des programmes.

Amélioration de la théorie du changement existante

Selon les consultations menées jusqu'à présent, y compris un atelier interne sur la TdC organisé avec les principales parties prenantes du C4N-NIPN, deux moyens possibles de renforcer la TdC au niveau national ont été identifiés, tel que décrit ci-dessous. Ces modifications éventuelles seront testées au cours de cette étude et d'autres modifications seront probablement identifiées, y compris la manière dont la capacité de soutien global de la PNIN contribue aux activités, aux produits et aux résultats au niveau national.

Utiliser la terminologie « résultats directs » et « indirects » et faire une distinction plus claire entre eux pour identifier ce dont la PNIN est directement responsable.

Les résultats directs sont des effets qui sont largement réalisables par la PNIN grâce à ses propres activités et produits. Les résultats indirects sont ceux auxquels la PNIN contribue mais qu'elle ne peut atteindre seule - ils ont plutôt besoin que d'autres parties prenantes jouent leur rôle. Le fait de clarifier les résultats directs aidera la PNIN à gérer les attentes externes concernant ce qu'elle peut réaliser seule et les domaines dans lesquels elle doit travailler en partenariat avec des tiers afin de contribuer aux résultats collectifs (indirects). Cela aidera également la PNIN à mesurer son succès, ainsi qu'à hiérarchiser et à concentrer ses activités et ses produits sur ceux qui sont les plus importants pour obtenir des résultats. Suite à l'atelier sur la TdC et à un examen des évaluations précédentes de la PNIN, les résultats directs possibles, spécifiques, mesurables et réalisables des activités et des produits de la PNIN sont les suivants :

- Une plateforme d'information pour la nutrition fonctionnelle et opérationnelle intégrée dans des systèmes nationaux d'information plus vastes
- Un engagement politique à renforcer et à utiliser les données et les preuves pour éclairer l'élaboration de politiques multisectorielles, les investissements et la responsabilité en matière de nutrition
- Un renforcement de la capacité institutionnelle à collecter, analyser et communiquer des données et des preuves en matière de nutrition
- Des partenariats efficaces avec d'autres parties prenantes afin de garantir que les données et les preuves sont utilisées pour éclairer les politiques, les investissements et la responsabilité en matière de nutrition

Les résultats et impacts intermédiaires du pays dans la TdC actuelle pourraient alors être considérés comme des résultats et impacts indirects - nous avons apporté des modifications à la formulation de ces résultats indirects dans la TdC révisée ci-dessous. La PNIN peut contribuer à créer un environnement favorable à des politiques fondées sur des preuves, à suivre les progrès en matière de nutrition, à renforcer la responsabilité des politiques nutritionnelles et à accroître l'engagement politique en faveur du renforcement et de l'utilisation des données et des preuves, mais elle ne peut pas atteindre directement ces résultats. Voici ce que nous considérons comme les résultats indirects auxquels la PNIN contribue en créant un environnement favorable par le biais de ses résultats directs :

- Les pays suivent les progrès en matière de nutrition
- Les données et les analyses nutritionnelles sont utilisées pour éclairer l'élaboration, la mise en œuvre et la responsabilité des politiques multisectorielles en matière de nutrition
- Des politiques multisectorielles fondées sur des preuves sont élaborées, financées et mises en œuvre
- La responsabilité en matière de politiques nutritionnelles, de leur mise en œuvre et de leurs résultats, est renforcée

Clarifier les chemins de causalité, c'est-à-dire la manière dont les activités mèneront aux produits et la manière dont les produits mèneront aux résultats directs.

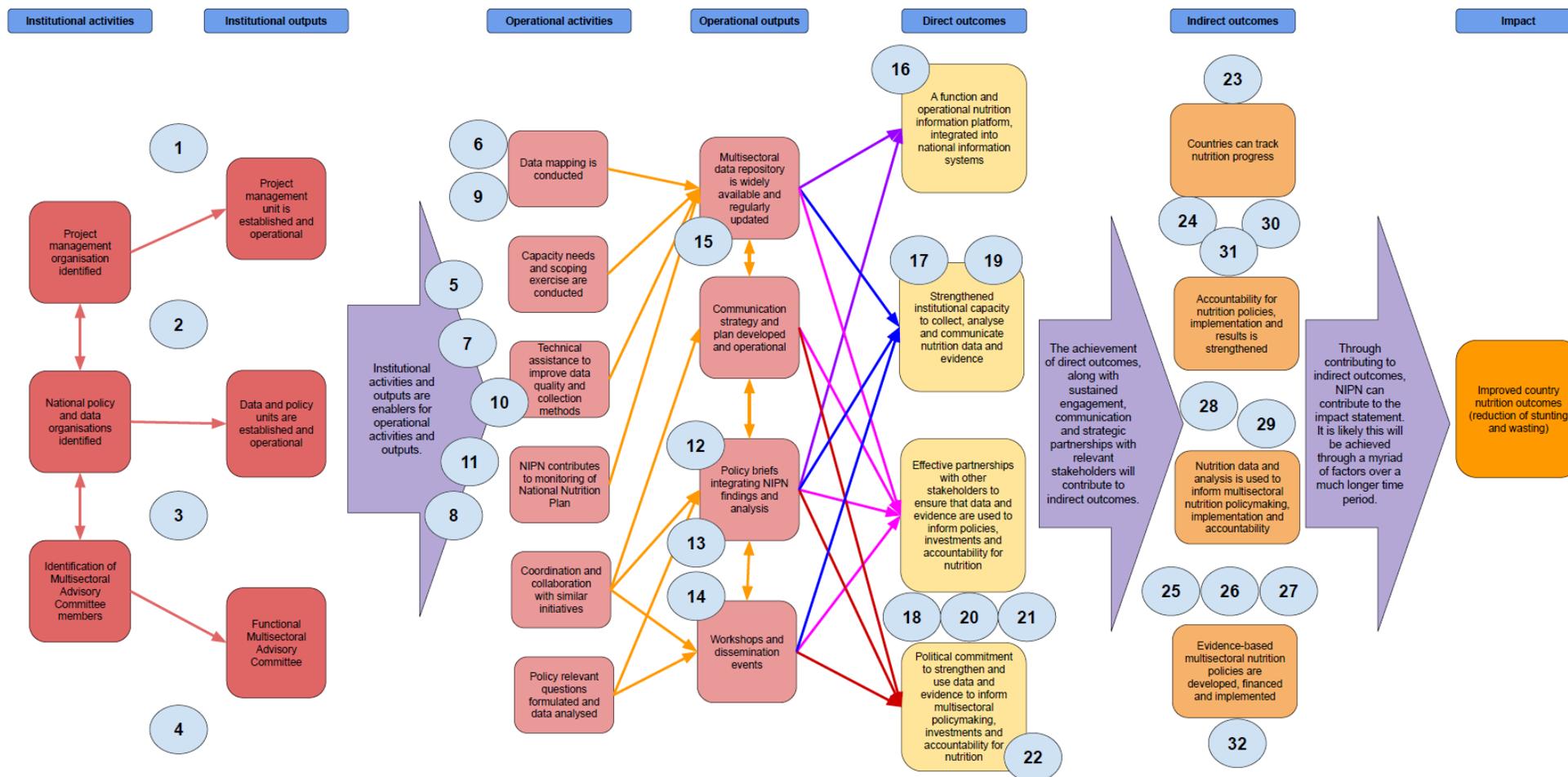
La TdC devrait refléter les chemins de causalité prévus plutôt que le cycle opérationnel de la PNIN afin de clarifier les chemins de causalité. La TdC actuelle doit décrire ce qui est nécessaire pour que le changement ait lieu entre chaque étape. En outre, la TdC pourrait être renforcée par une différenciation plus poussée des éléments suivants :

- Activités institutionnelles : activités visant à mettre en place les dispositions institutionnelles de la plateforme au niveau national
- Activités opérationnelles : activités qui font partie de la mise en œuvre de la plateforme
- Produits institutionnels : le produit/service créé par les activités institutionnelles (par exemple, les Comités consultatifs politiques et les Comités directeurs)
- Produits opérationnels : le produit/service créé par les activités opérationnelles (par exemple, les rapports et les dossiers sur les politiques et les référentiels de données nutritionnelles)

Le diagramme ci-dessous présente une version révisée de la TdC en rapport avec le modèle logique global de la PNIN, que nous estimons adéquat.

Théorie du Changement révisée

Figure 3 : Théorie du Changement de la PNIN révisée (en anglais)



Le tableau ci-dessous fournit des détails supplémentaires concernant les hypothèses de causalité potentielles entre chaque niveau de la TdC révisée. Chaque numéro du tableau correspond aux numéros dans la TdC.

Hypothèses de causalité de la TdC révisée

Position de la TdC	Hypothèses
Activités institutionnelles → Produits institutionnels	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les pays ont la volonté et disposent d'organisations/mécanismes préexistants pour accueillir une PNIN. 2. Le soutien des donateurs est mis à profit pour permettre la formation de mécanismes/produits institutionnels. 3. Le C4N-NIPN apporte un soutien pertinent et opportun aux pays. 4. Le C4N-NIPN dispose de l'autorité ultime et de l'approbation pour permettre la création de mécanismes/produits institutionnels.
Produits institutionnels → activités opérationnelles	<ol style="list-style-type: none"> 5. Les PNIN sont mises en place à temps pour créer et maintenir une dynamique. 6. La capacité statistique du pays est suffisante pour être incluse dans les unités de la PNIN. 7. Les institutions gouvernementales du pays et les autres initiatives en matière de nutrition sont suffisamment préparées et capables de soutenir la mise en œuvre du projet PNIN. Les institutions gouvernementales mettent leur propre personnel et leurs ressources à disposition pour la mise en œuvre de la PNIN. 8. Le leadership de la PNIN est identifié au sein des structures nationales et supervise le cycle opérationnel. 9. Les données relatives aux pays sont disponibles et il existe une bonne coopération et un bon partage des données entre les parties prenantes de la PNIN au niveau national et entre les secteurs, y compris entre le niveau national et le niveau infranational. 10. Les conseillers externes en matière de politique et d'analyse sont compétents et peuvent travailler avec leurs homologues pour renforcer leurs capacités. 11. L'AT n'entrave pas l'appropriation et l'engagement des acteurs nationaux dans la PNIN.
Activités opérationnelles →	<ol style="list-style-type: none"> 12. Le leadership est assuré pour guider l'élaboration des produits.
Produits opérationnels	<ol style="list-style-type: none"> 13. Les acteurs de la PNIN ont la capacité de générer des produits et sont soutenus par le C4N-NIPN en cas de besoin. 14. Les partenaires et autres parties prenantes sont disposés à collaborer et à s'engager avec la PNIN pour produire des analyses, des rapports et d'autres produits communs. 15. La plateforme PNIN est capable de suivre les progrès du plan national de nutrition grâce à des ensembles de données préexistants.

<p>Produits opérationnels → résultats directs</p>	<ol style="list-style-type: none"> 16. Le cycle opérationnel de la PNIN est achevé et la plateforme est pleinement opérationnelle, avec un leadership intégré dans les structures nationales. 17. Les produits de la PNIN répondent aux besoins des parties prenantes et ont été communiqués en temps utile. 18. Les parties prenantes ont envie de recevoir et d'utiliser des analyses, des données et des preuves pertinentes. 19. Les parties prenantes ont des ressources pour s'engager dans des activités de renforcement des capacités. 20. Les acteurs de la PNIN renforcent leur capacité à s'engager avec d'autres parties prenantes et initiatives ainsi qu'à les faciliter. 21. Les parties prenantes et les initiatives ont envie de collaborer et de s'engager avec les acteurs de la PNIN. 22. Les gouvernements ont envie d'améliorer les approches en matière de données nutritionnelles et de preuves ainsi que de renforcer l'engagement en faveur de l'élaboration de politiques fondées sur des données.
<p>Résultats directs → résultats indirects</p>	<ol style="list-style-type: none"> 23. Les acteurs de la PNIN développent leurs capacités et restent dans les structures de la PNIN pour suivre les progrès en matière de nutrition. 24. Le référentiel de données est continuellement mis à jour pour permettre le suivi des progrès en matière de nutrition. 25. Les analyses, les données et les preuves de la PNIN ont été clairement communiquées en temps utile et aux niveaux appropriés pour permettre la prise de décision. 26. Les analyses, les données et les preuves de la PNIN sont pertinentes et actualisées afin d'être utilisées dans l'élaboration des politiques. 27. La PNIN s'est coordonnée avec d'autres initiatives et a établi des partenariats solides afin de catalyser l'engagement politique en faveur du renforcement et de l'utilisation des données et des preuves pour l'élaboration des politiques. 28. Les gouvernements se sont engagés à soutenir les efforts de la PNIN pour la mise à jour des politiques liées à la nutrition et pour la diffusion des résultats. 29. Les décideurs clés ont la capacité ou sont prêts à développer leurs capacités pour utiliser les analyses produites par la PNIN. 30. Les pays maintiennent et mettent à jour les systèmes de la PNIN à moyen et long terme. 31. La société civile et les médias ont la capacité d'obtenir des informations sur la nutrition et la possibilité/liberté d'interpeller les dirigeants politiques, les décideurs politiques et les responsables de la mise en œuvre du programme pour renforcer la responsabilité. 32. Les gouvernements disposent des ressources financières nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques nutritionnelles.

Annexe 3 : détails de la mise en place de la phase 1 dans les pays de la PNIN

Pays	Durée de la mise en place du projet	Détails
Niger	Mars 2016 (1ère mission de cadrage) - octobre 2017 (19 mois)	<ul style="list-style-type: none"> • La composante politique de la PNIN est hébergée par le secrétariat de l'initiative présidentielle « Les Nigériens nourrissent les Nigériens » (I3N). • La composante de données de la PNIN est hébergée par l'Institut national de la statistique (INS). • L'assistance technique est fournie par SOFRECO. • Elle est soutenue par la Délégation de l'Union européenne (DUE) et gérée par l'INS. • Au cours de la phase 1, 5 études de recherche ont été menées et ont donné lieu à 5 publications.
Éthiopie	Décembre 2015 (mission) - décembre 2017 (24 mois)	<ul style="list-style-type: none"> • La composante politique et la composante de données de la PNIN sont hébergées par l'Institut de santé publique éthiopien (EPI). • L'assistance technique est fournie par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). • Elle est soutenue par la DUE et gérée par l'EPI. • Au cours de la phase 1, 8 études de recherche ont été menées et 12 dossiers sur les politiques ont été publiés, totalisant ainsi 20 produits.
Burkina Faso	Avril 2017 (mission initiale du GSF) - décembre 2017 (8 mois)	<ul style="list-style-type: none"> • La composante politique de la PNIN est hébergée par la Direction de la nutrition du ministère de la Santé. • La composante de données de la PNIN est hébergée par l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD). • L'assistance technique est fournie par l'Agence européenne pour le développement et la santé (AEDES) et ECORYS. • Elle est soutenue par la DUE et gérée par l'INSD. • Au cours de la phase 1, 7 études de recherche ont été menées et ont donné lieu à 7 publications.
Guatemala	Avril 2017 (engagement d'un consultant du GSF) - août 2017 (4 mois)	<ul style="list-style-type: none"> • La composante politique de la PNIN est hébergée par le Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SESAN). • La composante de données de la PNIN est mise en œuvre conjointement avec le SESAN de la présidence de la République du Guatemala. • L'assistance technique est fournie par le Centre de recherche et d'enseignement supérieur en agriculture tropicale (CATIE). • Elle est soutenue par la DUE et gérée par le CATIE. • Au cours de la phase 1, 6 études de recherche ont été

		menées et ont donné lieu à 6 publications.
Côte d'Ivoire	Janvier 2017 (mission initiale du GSF) - décembre 2017 (11 mois)	<ul style="list-style-type: none"> • La composante politique et la composante de données de la PNIN sont hébergées par le Secrétariat exécutif du Conseil national pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance (SE-CONNAPE). • L'UNICEF fournit son assistance technique et son aide au programme avec le soutien de la DUE. • Au cours de la phase 1, 4 études de recherche ont été achevées et ont donné lieu à 4 publications.
Kenya	Février 2016 (1ère mission du GSF) - décembre 2017 (22 mois)	<ul style="list-style-type: none"> • La composante politique de la PNIN est hébergée par l'Institut de recherche et d'analyse des politiques économiques du Kenya (KIPPRA). • La composante de données de la PNIN est hébergée par le Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS). • L'UNICEF fournit son assistance technique. • Elle est soutenue par la DUE et gérée par le KNBS. • Au cours de la phase 1, 9 études de recherche ont été menées et 6 dossiers sur les politiques ont été publiés, totalisant ainsi 15 produits.
République Démocratique Populaire du Laos (Lao RDP)	Mars 2016 (1ère mission du GSF) - décembre 2017 (21 mois)	<ul style="list-style-type: none"> • La composante politique de la PNIN est hébergée par l'Institut national de recherche économique (NIER). • La composante de données de la PNIN est hébergée par le ministère de la Planification et de l'Investissement, au Centre de recherche sur les politiques de développement. • L'UNICEF fournit son assistance technique et son aide au programme avec le soutien de la DUE. • Au cours de la phase 1, 6 études de recherche ont été achevées et 7 dossiers sur les politiques ont été publiés, totalisant ainsi 13 produits.
Ouganda	Avril 2016 (1ère mission du GSF) - décembre 2017 (18 mois)	<ul style="list-style-type: none"> • La composante politique de la PNIN est hébergée par le Bureau du premier ministre (OPM). • La composante de données de la PNIN est hébergée par le Bureau des statistiques de l'Ouganda (UBOS). • L'UNICEF fournit son assistance technique. • L'OPM et la DUE fournissent leur soutien à la gestion. • Au cours de la phase 1, 2 dossiers sur les politiques ont été publiés.
Bangladesh	Novembre 2015 (1ère mission du GSF) - décembre 2017 (25 mois) La PNIN a été fermée en février 2022.	<ul style="list-style-type: none"> • La composante politique de la PNIN était initialement hébergée par l'Institut d'études pour le développement du Bangladesh (BIDS). • La composante de données de la PNIN était initialement hébergée par le Bureau des statistiques du Bangladesh. • L'assistance technique était fournie par Helen

		<p>Keller International.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au cours de la phase 1, 9 études de recherche ont été achevées et ont donné lieu à 9 publications. 5 newsletters ont également été préparées.
Zambie	<p>Mars 2017 (1^{ère} mission du GSF) Aucune PNIN n'a été établie</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La Commission nationale pour l'alimentation et la nutrition (NFNC) avait été identifiée comme organisation hôte. • La plateforme PNIN en Zambie n'a jamais démarré en raison du manque de consensus entre la DUE et l'institution hôte de la PNIN. • Le GSF a suspendu l'engagement avec la Zambie en avril 2019, en accord avec DEVCO C1. Cet engagement a maintenant repris afin d'étudier la possibilité d'établir une PNIN en Zambie. • Le C4N-NIPN a réengagé des activités de cadrage pour développer une PNIN en Zambie en 2023.
Mali	<p>Septembre 2018 (1^{ère} mission du GSF) Aucune PNIN n'a été établie</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une mission de cadrage a été entreprise au Mali à la demande de la DUE. Il en a été conclu qu'il ne serait pas possible d'établir une PNIN complète au Mali. • Une PNIN rationalisée au Mali a été évoquée, mais le contexte politique actuel est devenu un obstacle.

Annexe 4 : résultats de l'examen à mi-parcours de la PNIN (2018)

Cette annexe résume les conclusions de l'examen à mi-parcours de 2018 réalisé par Mokoro. Bien que toutes les conclusions n'aient pas été classées selon les critères suivants, nous les présentons dans ce format-ci pour faciliter les liens avec le champ d'application de cette évaluation.

Pertinence :

- Il y a eu un large consensus aux niveaux national et mondial sur la pertinence et l'importance de la PNIN ainsi que sur son potentiel de valeur ajoutée.
- La valeur ajoutée de la PNIN réside dans la compilation des informations existantes provenant de multiples secteurs sur une plateforme d'information nationale qui s'inscrit dans le cadre des structures nationales existantes et s'en inspire, afin de développer des méthodes d'analyse et de communication, de fournir des preuves pour les décisions politiques et de programmation et de soutenir et renforcer la coopération entre les initiatives existantes.
- La PNIN répond aux besoins au niveau national et il existe des exemples de PNIN nationales spécifiques qui répondent aux contextes nationaux.
- Les agences statistiques nationales ne sont pas nécessairement les organismes appropriés pour l'analyse des données dans tous les contextes nationaux.

Efficacité :

- Au moment du MTR, les progrès étaient largement limités à l'achèvement de la mise en place et à la progression de l'établissement de structures opérationnelles, ce qui a pris beaucoup plus de temps que prévu par rapport à ce qui était planifié. En juillet 2018, la plupart des pays avaient progressé dans la mise en œuvre de structures PNIN opérationnelles, mais seuls deux pays avaient mis en place des activités.
- Le degré d'appropriation des pays varie d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays. Les preuves de l'appropriation étaient plus fortes lorsque le responsable stratégique de la PNIN était l'institution mandatée pour coordonner la nutrition dans le pays.
- Il sera probablement très difficile d'atteindre l'objectif de résultats de la PNIN, qui était le suivant : « les pays sont en mesure de traduire les résultats de la PNIN en politiques nutritionnelles ».
- La contribution de la PNIN à des systèmes d'information nutritionnelle plus efficaces est possible mais dépendra de la qualité et de l'accès aux données, ainsi que des problèmes de complémentarité.
- Les conseils politiques et stratégiques sont importants pour aider à éliminer les obstacles institutionnels et de l'économie politique qui entravent l'efficacité des processus de la PNIN.
- L'assistance technique au niveau national est importante pour soutenir les efforts de collaboration et de renforcement des capacités.
- Le contexte est un facteur déterminant pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une PNIN au niveau national. Le paysage institutionnel complexe, les relations intersectorielles, les défis en matière de capacités et de ressources et l'environnement politique sont autant de facteurs identifiés comme pouvant avoir un impact sur la mise en œuvre.
- Les dispositions institutionnelles et les structures de coordination fonctionnelles sont essentielles au succès des PNIN. Le besoin pour les plateformes PNIN au niveau national d'être détenues par les institutions nationales a été identifié comme étant d'une importance cruciale.
- Le GSF n'a pas été doté d'une autorité suffisante pour avoir un impact sur les processus de mise en place au niveau national.

- Le GSF ne peut pas être tenu pour responsable des retards dans la passation des marchés car ceux-ci échappent à son contrôle, mais les parties prenantes ont estimé que le GSF aurait pu apporter un meilleur soutien aux pays pour faire avancer les échéances.
- Les avis sont plus négatifs quant au soutien apporté par le GSF à chaque pays depuis la signature du contrat, à l'exception du rassemblement technique mondial qui a été perçu comme un exercice utile.
- La promotion de la PNIN et la garantie de sa cohérence avec d'autres initiatives mondiales n'ont pas été assurées de manière efficace.
- De nombreux produits prévus dans le cadre du GSF n'ont été que partiellement réalisés ou n'ont pas été réalisés du tout.

Efficiences :

- La complexité des structures relatives à la composition des composantes de données et politiques peut avoir été source d'inefficacité, en particulier parce que la charge de coordination de la PNIN s'est accrue avec de telles structures, dont le fonctionnement exigeait un leadership fort.
- Lorsque les plateformes PNIN étaient rattachées à un haut fonctionnaire au niveau national, les conflits institutionnels se géraient de façon plus efficace.
- Un Comité directeur commun et des capacités financières et de gestion dédiées au projet contribuent à la transparence et à la gestion efficace de la PNIN.
- Le GSF était considéré comme trop petit et n'avait pas la capacité suffisante pour fournir le soutien adéquat aux pays pendant la phase de mise en place.
- Un soutien supplémentaire aurait dû être apporté par DEVCO C1 et Agrinatura pour gérer les problèmes de capacité et de leadership au sein du GSF.
- La gestion des risques du GSF et la réalisation de ses objectifs ont été faibles.

Durabilité :

- Les PNIN sont susceptibles d'être plus durables lorsqu'elles s'appuient sur des systèmes et des dispositions institutionnelles existants, mais le MTR a été mené trop tôt pour le déterminer clairement.
- Les pays bénéficiant d'un soutien (politique) de haut niveau sont plus susceptibles de soutenir les PNIN.
- La composante de gestion des données du travail des PNIN est plus facilement durable que la composante analytique, qui débouche sur une politique fondée sur des preuves.

Cohérence :

- Les plateformes nationales étaient globalement cohérentes avec le concept de l'initiative mondiale.
- Les PNIN étaient généralement cohérentes avec la politique nationale dans le secteur de la nutrition, mais la cohérence avec d'autres initiatives était plus problématique.
- La cohérence avec d'autres initiatives internationales, telles que les efforts de suivi et d'évaluation du SUN, s'est révélée prometteuse.
- La vision du GSF concernant la PNIN n'était pas totalement cohérente en interne, ni avec les experts au sein de l'EAG.
- La documentation du programme n'a pas fait preuve de clarté ou de cohérence interne en ce qui concerne la conception de la PNIN, les priorités au niveau national ou le soutien à la mise en œuvre.